INSTITUT D'ÉMISSION
DE
L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE
ET DU TOGO



1957

INSTITUT D'ÉMISSION

DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE ET DU TOGO

RAPPORT D'ACTIVITÉ

EXERCICE 1957

présenté

à Monsieur le Ministre des Finances

et à Monsieur le Ministre de la France d'Outre-Mer.

Monsieur le Ministre,

Avec l'année 1957 s'est ouvert un nouveau chapitre de l'histoire politique de l'ouest africain.

Au cours de la même année, les premiers symptômes d'un ralentissement de l'activité économique se sont manifestés dans divers pays.

La France n'a pas subi la même évolution, mais elle a souffert de maux propres compromettant une fois de plus sa solvabilité extérieure et nécessitant de sévères mesures à la fois monétaires et budgétaires.

La profonde intégration dans la zone franc des pays où notre Institut exerce son activité leur a permis de ne pas ressentir les effets fâcheux de la conjoncture économique internationale, tandis que la souplesse de nos institutions monétaires leur permettait d'échapper dans une large mesure aux rigoureuses restrictions que la métropole a dû s'imposer.

A cet égard, notre Institut a dû résoudre le difficile problème qui lui était posé :

— d'une part, assurer à l'économie ouest-africaine le volume des crédits nécessaires à son expansion, sans accroître leur taux de rémunération ;

— d'autre part, s'opposer à ce que les crédits consentis pour le développement économique de sa zone d'émission ne soient utilisés à l'extérieur et ne viennent, notamment, compromettre les mesures de redressement prises dans la métropole.

Plus généralement, notre Institut s'est efforcé à la fois de proportionner la circulation fiduciaire de sa zone d'émission aux besoins propres de celle-ci et de défendre la valeur de son unité monétaire, compte tenu des mesures prises à cet effet pour l'ensemble de la zone franc.

La situation comptable de l'Institut fait apparaître l'efficacité des dispositions prises : en contrepartie d'une circulation fiduciaire en nette progression sur celle de 1956, le montant des disponibilités extérieures s'est élevé dans une proportion plus forte et les crédits réescomptés ont conservé le caractère de liquidité indispensable chez un institut d'émission.

De cette apparence favorable de la situation comptable de l'Institut, il ne faudrait pourtant point conclure à une situation satisfaisante de l'économie de notre zone d'émission.

Si l'Afrique Occidentale Française et la République du Togo continuent, dans une évolution générale défavorable aux pays producteurs primaires, à bénéficier pour l'écoulement de leurs produits de conditions privilégiées, elles le doivent aux débouchés offerts par la zone franc et à la mise en œuvre de systèmes de soutien des prix. On peut, toutefois, se demander si ces mécanismes, tels qu'ils sont actuellement conçus et financés, seront en mesure de faire face à des excédents réguliers, du moins tant que l'écart entre les prix mondiaux et les prix de la zone franc restera aussi élevé.

Malgré les débouchés et les prix dont ont bénéficié les produits de notre zone d'émission le montant des exportations a plafonné ; les productions exportables ne se sont guère diversifiées et la proportion des produits exportés en l'état reste trop importante.

Les importations ont, par contre, fortement progressé en valeur et en volume. Leur montant plus élevé traduit, pour partie, les hauts niveaux des prix de la zone franc dans laquelle s'approvisionnent principalement l'Afrique Occidentale Française et le Togo. Le volume des importations a lui aussi augmenté mais l'acquisition de biens de consommation plus ou moins immédiate l'emporte sur celle des biens d'équipement susceptibles d'améliorer le potentiel de production.

L'Afrique Occidentale Française et le Togo ont ainsi accru leur dépendance à l'égard de l'extérieur, à la fois pour la fourniture de biens propres à la satisfaction de leurs besoins les plus courants et pour le financement de leurs achats. Cette situation rend leur économie particulièrement sensible à la hausse des prix français ou des devises étrangères. Elle est l'un des signes et l'une des causes de la stagnation de leur revenu global.

Leur solvabilité extérieure tient aux avantages retirés des mécanismes de la zone franc. Le déficit croissant de la balance commerciale en devises a exigé un concours accru du Fonds de stabilisation des changes tandis que le déficit des échanges avec la métropole est comblé par un apport également plus élevé des finances publiques métropolitaines. Encore ces financements publics couvrent-ils plus des dépenses de fonctionnement que des investissements.

La balance des comptes de notre zone d'émission reflète donc un excès des dépenses de consommation, tant publique que privée, non sans doute que cette consommation soit élevée par rapport aux besoins, mais elle subit des prix de revient excessifs et laisse trop peu de disponible pour la formation du capital local.

Quels que soient les concours extérieurs dont il bénéficie, un pays ne peut cependant se développer que par le capital qu'il se constitue. Les points d'application de ce capital doivent, par ailleurs, être choisis en fonction des besoins et des marchés. Il est plus néfaste qu'utile de développer des productions artificiellement encouragées alors que l'alimentation même de la population dépend de l'extérieur et que les besoins les plus essentiels ne peuvent trouver localement satisfaction faute d'industries élémentaires.

Pour sa part, notre Institut s'associant aux mesures de sauvegarde de la zone franc s'est efforcé de maintenir et de faire travailler à l'intérieur de sa zone d'émission les disponibilités monétaires existantes, de réagir contre la tendance aux immobilisations spéculatives, de conserver leur liquidité aux actifs monétaires, d'assurer aux entreprises financièrement saines les crédits nécessaires à un taux d'intérêt modéré. Il espère ainsi contribuer à réunir les conditions les plus propres, dans les circonstances actuelles, à assurer un développement rationnel de l'économie et à faciliter la formation et la bonne utilisation d'un capital d'origine locale qui lui paraît devoir être le fondement et le moteur de la promotion économique et politique de sa zone d'émission.

L'Institut n'intervient pas directement dans le financement de l'activité économique. Il n'exerce son action que par l'intermédiaire des banques. Aussi se doit-il de souligner ici leur parfaite collaboration et le constant souci de l'intérêt général qui les a animés dans une conjoncture difficile.

C'est également un concours sans réticence que l'Institut a trouvé auprès des hautes autorités des pays de sa zone d'émission ; elles lui ont facilité l'accomplissement de sa tâche en l'associant à leurs travaux pour la sauvegarde ou la promotion de l'économie ouest-africaine.

Tels sont, Monsieur le Ministre, les points essentiels que le Conseil d'administration de l'Institut, en sa séance du 23 avril 1958, a dégagés du rapport d'activité de l'exercice 1957 qu'en application de l'article 38 de nos statuts, j'ai l'honneur de vous adresser.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

R. Tézenas du Montcel.

INSTITUT D'ÉMISSION
DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE ET DU TOGO

CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRÉSIDENT

M. TEZENAS DU MONTCEL.

REPRÉSENTANTS DU MINISTRE DES FINANCES

M. CLOSON.

M. BISSONNET.

REPRÉSENTANTS DU MINISTRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

M. MOUSSA.

M. PAIRAULT.

ADMINISTRATEURS CHOISIS POUR LEUR EXPÉRIENCE DES QUESTIONS ÉCONOMIQUES AFRICAINES

M. GALLENCA.

M. POILAY.

ADMINISTRATEURS REPRÉSENTANT LE GROUPE DES TERRITOIRES DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

M. AHOMADEGBE.

M. BANDAOGO.

M. BOISSIER-PALUN.

M. DELAFOSSE.

M. SOUMAH.

ADMINISTRATEUR REPRÉSENTANT LA RÉPUBLIQUE AUTONOME DU TOGO

M. DE MEDEIROS.

ADMINISTRATEURS REPRÉSENTANT LA BANQUE DE FRANCE

M. BOLGERT.

M. CALVET.

DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA CAISSE CENTRALE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

M. POSTEL-VINAY.

PRÉSIDENT DE L'INSTITUT D'ÉMISSION DE L'A. E. F. ET DU CAMEROUN

M. GAUTIER.

REPRÉSENTANT DU COMITÉ MONÉTAIRE DE LA ZONE FRANC

M. GONON.

COLLÈGE DES CENSEURS

REPRÉSENTANT DU MINISTRE DES FINANCES :

M. HEBRARD.

REPRÉSENTANT DU MINISTRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER :

M. ERGMANN.

DIRECTEUR GÉNÉRAL DES FINANCES DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE :

M. REY.

DIRECTEUR DES FINANCES DU TOGO :

M. GAYRARD.

DIRECTEUR GÉNÉRAL :

M. JULIENNE.

INSTITUT D'ÉMISSION

DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE ET DU TOGO

RAPPORT D'ACTIVITÉ 1957

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE

L'ÉVOLUTION DE LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN 1957

1.1. *Les traits essentiels de la conjoncture économique internationale et française en 1957.*

1.11. Les malaises de l'économie internationale 3

1.12. Les caractères propres de la conjoncture économique française 7

1.2. *L'évolution de l'économie de l'A. O. F. et du Togo en 1957*..... 11

1.21. La production 12

1.22. L'évolution des prix des produits exportés 17

1.23. La stabilisation des prix des productions agricoles 21

1.24. L'accroissement des importations 24

1.25. La hausse des prix des produits importés 27

1.26. L'aggravation du déficit de la balance commerciale 33

1.27. L'accroissement de l'assistance financière métropolitaine 35

1.28. L'appel aux investissements privés 38

DEUXIÈME PARTIE

LA MONNAIE ET LE CRÉDIT EN A. O. F. ET AU TOGO EN 1957

2.1. *Les institutions monétaires et de crédit.*

2.11. La réforme des institutions politiques et le régime monétaire 43
2.12. La réforme du régime de l'émission de la monnaie métallique 45
2.13. La réglementation du crédit et de la profession bancaire 45
2.14. L'inscription des établissements de crédit spécialisés 47
2.15. Les organismes publics de crédit 47
2.16. Les banques de dépôts et le réseau bancaire 49
2.17. La réorganisation des services postaux 51
2.18. Le service du Trésor et le réseau des caisses publiques 52

2.2. *L'évolution des disponibilités monétaires de l'A. O. F. et du Togo en 1957.* 53
2.21. La monnaie fiduciaire 55
2.22. La monnaie scripturale 61
2.23. L'évolution de l'ensemble des disponibilités monétaires 63

2.3. *Les causes directes de l'expansion de la masse monétaire.* 68
2.31. Les contreparties de l'émission monétaire 68
2.32. L'évolution des disponibilités extérieures de l'Institut 69
2.33. La balance des règlements extérieurs 72

2.4. *L'évolution des crédits à l'économie* 74
2.41. Diversité des sources de crédit 74
2.42. Les crédits recensés par la centrale des risques bancaires 75
2.43. Les crédits à moyen terme 76
2.44. Les crédits à court terme 79

2.5. *Le financement des crédits bancaires* 81

2.6. *L'Institut d'émission et la distribution du crédit* 83
2.61. Le maintien du taux d'escompte 85
2.62 L'adaptation du concours de l'Institut au volume des besoins réels de l'économie locale 85
2.63 L'affectation des ressources monétaires locales aux besoins locaux 87

TROISIÈME PARTIE

L'ADMINISTRATION DE L'INSTITUT ET LES RÉSULTATS FINANCIERS DE SES OPÉRATIONS EN 1957

3.1. *L'administration de l'Institut en 1957* 91

3.2. *Les rapports de l'Institut d'émission avec les autres institutions économiques et financières de la zone franc.* 93

3.3. *Les résultats financiers de l'exercice 1957.*

3.31. Présentation du compte de pertes et profits 95

3.32. Les produits d'exploitation 96

3.33. Les charges d'exploitation 99

3.34. Les amortissements 101

3.35. Les résultats de l'exercice 103

ANNEXE

Notes sur le marché des principales productions d'exportation de l'A. O. F. et du Togo :

a) l'arachide 111

b) la banane 117

c) le cacao 120

d) le café 126

e) le coton 131

1ère PARTIE

L'ÉVOLUTION

DE LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

EN 1957

Tableau N° 1

Indices des prix des denrées et des matières premières

Fin de mois	MOODY'S	REUTER	FINANCIAL TIMES
	Base 31-12-1931	Base 18-9-1931	Base 1-7-1952
Décembre 1955	406,5	494,9	
Janvier 1956	404,3	483,3	90,0
Février	405,2	484,9	91,3
Mars	415,5	484,7	89,2
Avril	422,2	488,5	89,7
Mai	412,7	478,3	85,2
Juin	416,4	479,0	87,0
Juillet	413,7	476,5	88,3
Août	427,0	475,0	88,6
Septembre	424,2	475,7	87,7
Octobre	417,6	468,2	90,0
Novembre	439,3	512,9	91,8
Décembre	441,6	503,2	89,1
Janvier 1957	428,6	496,7	87,3
Février	410,8	435,8	85,1
Mars	409,8	477,8	85,7
Avril	406,1	481,3	85,3
Mai	414,6	468,5	85,4
Juin	425,3	464,2	85,6
Juillet	426,1	460,0	85,4
Août	418,2	446,4	83,8
Septembre	396,1	437,9	82,2
Octobre	384,5	426,0	81,8
Novembre	390,3	423,1	82,1
Décembre	395,7	423,8	81,0
Janvier 1958	391,6	417,0	80,4
Février	397,2	413,3	79,9
Mars	399,0	413,5	80,8

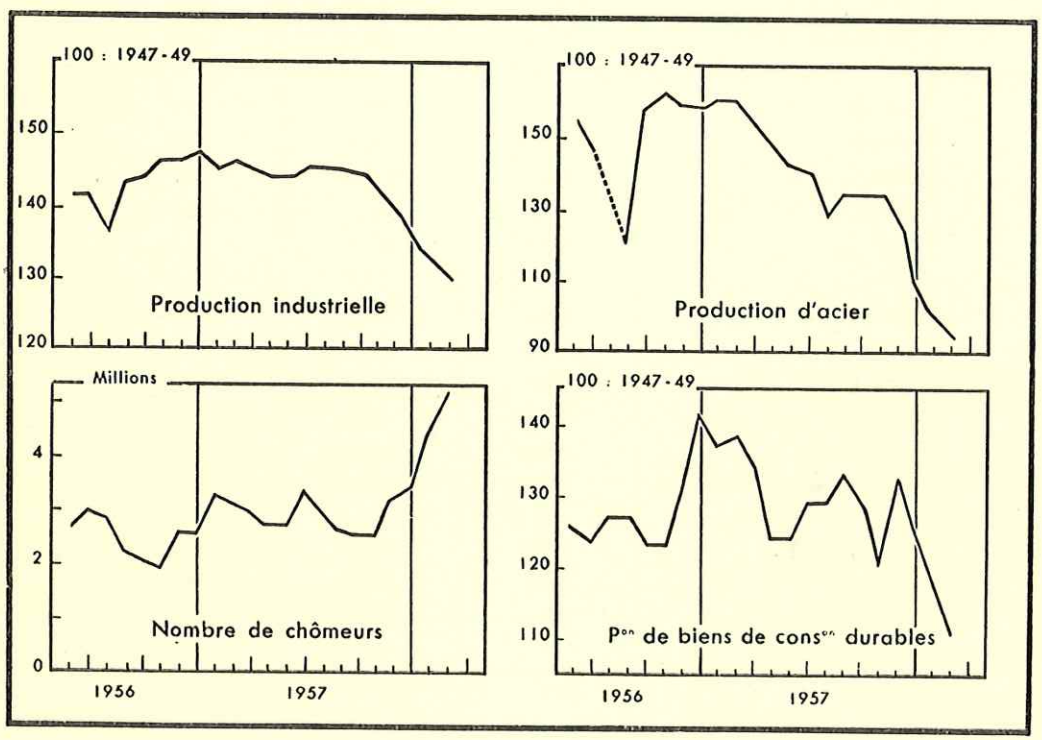
1.1 — LES TRAITS ESSENTIELS DE LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE ET FRANÇAISE EN 1957

1.11. *Les malaises de l'économie internationale.*

S'estimant généralement atteintes d'une trop généreuse propension à consommer, la plupart des « économies pilotes » du monde non collectiviste se sont contraintes en 1956 et 1957 à la lutte contre l'inflation, n'hésitant pas, pour ce faire, à recourir aux plus rigoureux remèdes de la thérapeutique monétaire. L'année 1957 a plus particulièrement enregistré une unanimité dans l'élévation du coût du crédit et la restriction de sa distribution dont on trouverait, sans doute, peu d'exemples.

Que la cure imposée ait été trop forte ou que son mal ait été d'une autre nature, l'économie américaine cessa, vers le milieu de l'année 1957, de progresser au même rythme. De baisse de progression en stagnation, elle en arriva à la « récession », et sur les graphiques où s'inscrivaient les progrès impressionnants de la production, les courbes s'inclinèrent.

Indices de la Conjoncture aux Etats-Unis



L'indice général de la production industrielle, qui avait plafonné à 144/146 (base 100 sur la moyenne 1947/1949) durant le premier semestre 1956, se trouve être de 130 en février 1958.

La production de l'acier a baissé en cours d'année de 40 % et les aciéries qui avaient augmenté leur potentiel ne travaillent plus qu'à 55 % de leur capacité.

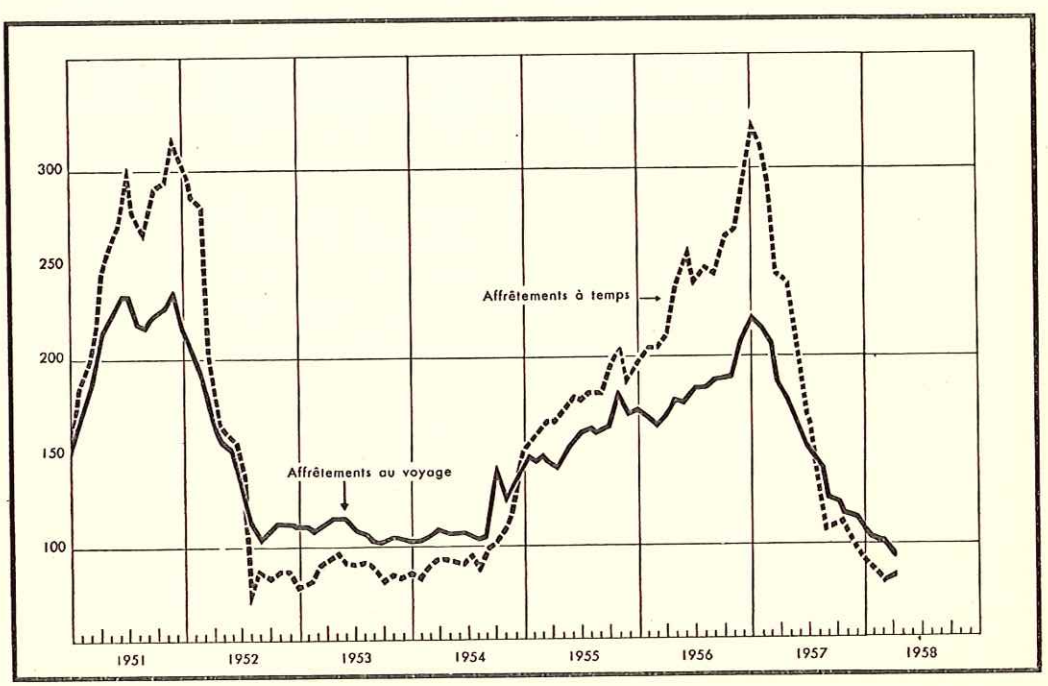
La production des biens de consommation durables (automobiles, appareils ménagers, postes de radio ou de télévision) a diminué de 20 %.

Plus frappante encore et socialement redoutable est la baisse de l'effectif des travailleurs employés dans l'industrie. Le nombre de chômeurs qui était de 3,1 millions en février 1957 est passé à 5,2 millions en février 1958.

Dans le même temps, une évolution particulièrement impressionnante de certaines techniques, des considérations financières et politiques, amenaient les Etats-Unis à restreindre ou modifier leur politique de constitution de stocks de « matières stratégiques » et de dépenses militaires.

La conjugaison de ces facteurs devait faire particulièrement sentir son effet sur les pays producteurs de matières premières industrielles, spécialement de métaux non ferreux et l'évolution des taux d'affrêtement traduit la grande crise du commerce international.

Indices d'Affrêtement de navires pour cargaisons sèches



Du début à la fin de l'année 1957, les cours des principales matières premières sur les marchés internationaux accusèrent des baisses impressionnantes :

Cuivre	— 30 %	Caoutchouc	— 24 %
Plomb	— 38 %	Laine	— 20 %
Zinc	— 40 %		

Seul, le coton, fortement soutenu par le gouvernement américain marque une faible hausse +5 %.

Les prix des principales denrées alimentaires faisant l'objet d'un cours international ont également baissé :

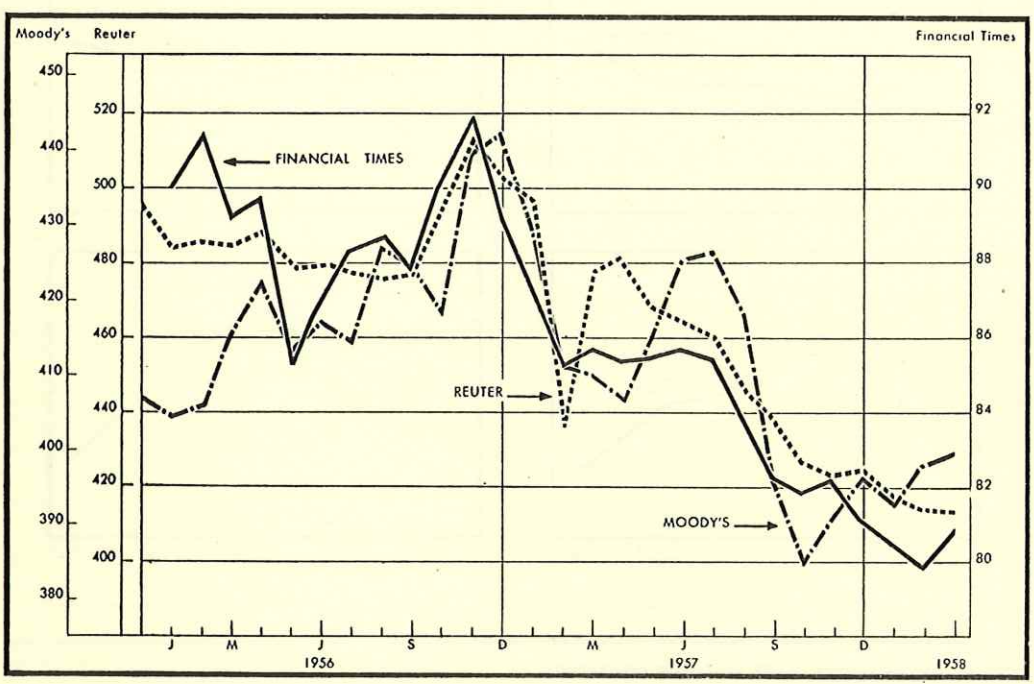
Sucre	— 21 %	Blé	— 8 %
Maïs	— 14 %	Café (a)	— 8 %

Ce mouvement général a été traduit, avec des nuances tenant à leurs pondérations différentes, par les indices généraux des prix des denrées et matières premières :

Indices	Variations (décembre 1956/décembre 1957)
Moody's	— 11,3 %
Reuter	— 15,8 %
Financial Times	— 10,2 %
The Economist	— 11,2 %

a) Café Santos nº 4. La baisse des cours du Robusta, variété produite par nos territoires a été moins accentuée.

Indices des prix des denrées et matières premières



Cette baisse a affecté d'autant plus les producteurs de matières premières et de denrées qu'elles ne s'accompagnait pas d'une diminution des prix de produits manufacturés. Tout au contraire, ces prix n'ont cessé d'augmenter durant l'année 1957, étant pour une plus large part constitués de salaires et de charges sociales, deux facteurs en croissance continue.

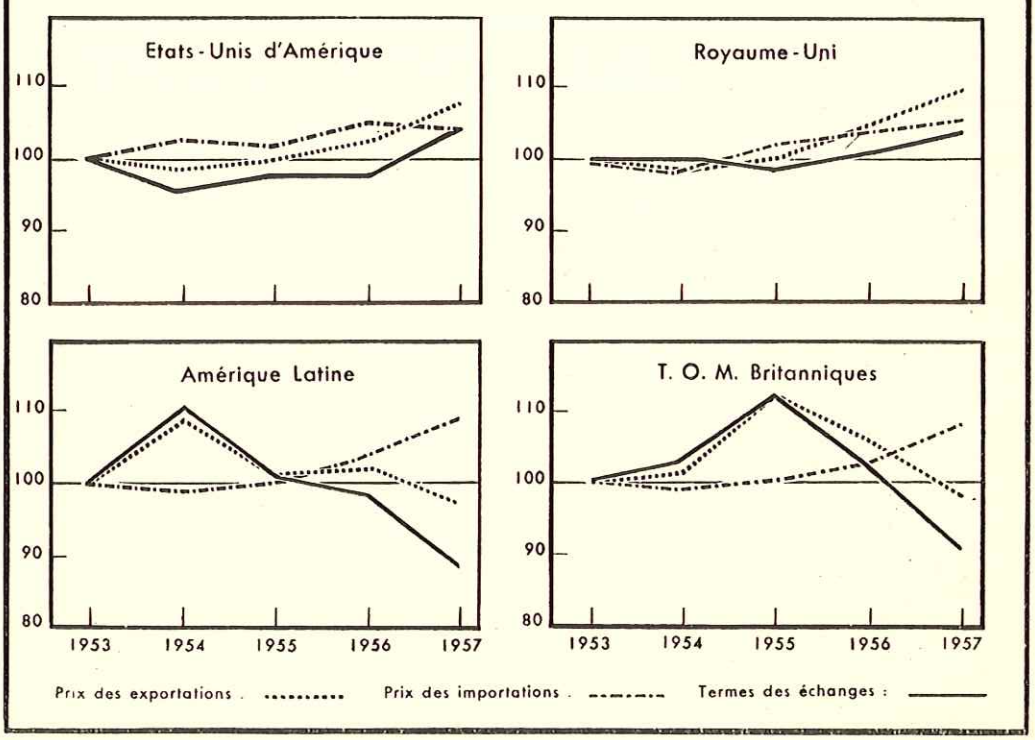
Les pays qui consacrent la majeure partie de leur activité à la production pour l'exportation de denrées et matières premières, s'en remettant à l'importation pour la satisfaction de leurs besoins en produits manufacturés, ont donc vu s'aggraver les conditions de leurs échanges extérieurs sur lesquels repose leur économie.

Cette aggravation est traduite avec sans doute une grande simplification, mais d'une manière particulièrement suggestive, par l'évolution des indices, publiés par le Fonds Monétaire International, des prix des produits à l'exportation et des produits importés, le rapport de ces deux indices définissant le «terme des échanges extérieurs» :

Pays	Terme des échanges extérieurs				
	1953	1954	1955	1956	1957
Etats-Unis	100	96	98	98	104
Amérique Latine.	100	110	101	98	88
Grande-Bretagne.	100	100	99	101	104
Colonies britanniques	100	103	112	103	98
Autres pays de la Zone Sterling	100	101	104	98	95

Mieux qu'un fastidieux commentaire, les graphiques ci-après illustrent cette évolution.

Termes des Échanges Extérieurs



D'après les Indices du Fonds Monétaire International.

Les conséquences immédiates en sont déjà graves, mais leur incidence sur les facteurs de développement des pays d'économie primaire le sont plus encore.

La baisse des matières premières tend à décourager de nouveaux investissements pour le développement de leur production : la réalisation de certains projets a été différée, même lorsqu'ils intéressent des produits que la consommation ne boude point particulièrement.

Plus généralement, les difficultés que connaissent les pays « sous-développés » à équilibrer leur balance des paiements ne favorisent pas les apports de capitaux extérieurs, les prêteurs pouvant justement craindre que ces difficultés, en dépit des bonnes intentions des autorités locales, interdisent tout transfert d'intérêts, à plus forte raison tout remboursement de capital.

Aussi, la plupart des pays d'économie primaire en mal de développement ont-ils été contraints de réduire leurs plans d'équipement voire même de remettre sine die l'amorce de projets dont ils jugent pourtant la réalisation indispensable à leur promotion économique et sociale.

Ainsi que l'ont souligné cette année diverses institutions internationales parmi les plus qualifiées, l'écart entre la condition économique des pays industrialisés et celle des pays d'économie primaire, loin de diminuer, tend à s'accroître et y tend d'autant plus que les pays industriels semblent trouver plus d'intérêt à commercer entre eux qu'avec des pays d'économie moins évoluée.

Cependant, la zone franc a jusqu'ici évité les effets de cette conjoncture déprimante, ayant souffert par ailleurs de maux qui lui sont propres.

1.12. *Les caractères propres de la conjoncture économique française.*

La baisse des matières premières sur les marchés internationaux favorise plus qu'elle n'atteint l'économie française et celle-ci ne se ressent pas encore directement de la récession américaine. Les maux dont elle souffre lui sont particuliers et, pour la plupart, endémiques.

La propension que nous avons à affecter à des satisfactions immédiates le produit des progrès en eux-mêmes souvent remarquables de notre activité économique, nous place périodiquement dans une tragique situation dont nous ne pouvons sortir que par des réajustements plus ou moins douloureux selon l'importance de l'aide que l'étranger veut bien nous consentir.

Il en est d'autant plus ainsi qu'une des grandes faiblesses de la zone franc est de ne point avoir su produire elle-même ces matières indispensables à l'industrie moderne, coton, métaux non ferreux, pétrole, qui font la richesse des pays intertropicaux. Ceux de la zone sterling apportent à celle-ci d'importantes balances positives, tandis que les échanges avec l'étranger des pays d'outre-mer de la zone franc, comme ceux de la France elle-même, se soldent par d'importants déficits.

Une fois de plus, cette année, nous avons acquitté le lourd prix de ces insuffisances. A la fin de l'été 1957, le niveau des réserves en devises étrangères de la zone franc était tel que sa solvabilité pouvait être mise en doute à la fin de chaque mois.

Afin de redresser la situation, le Gouvernement prenait, le 10 août, une série de mesures.

Un décret n° 57-910 établissait le principe d'un prélèvement de 20 % ad valorem sur les règlements à effectuer à l'étranger et d'un versement de 20 % au bénéfice des exportations sur l'étranger. Les importations et exportations de certains produits, limitativement énumérés par un arrêté du 10 août 1957, étaient cependant exclues du champ d'application des nouvelles prescriptions, mais ces dérogations furent abrogées par arrêté du 26 octobre 1957.

Les dispositions ainsi prises, qui ont tous les effets pratiques d'une dévaluation de 20 % de notre monnaie, furent accompagnées de sévères mesures de restrictions de crédit.

La Banque de France qui avait déjà relevé de 3 à 4 % son taux d'escompte le 11 avril, le portait à 5 % le 12 août. Elle abaissait également de 20 %, puis de 15 %, soit au total de 35 %, les plafonds de réescompte accordés aux banques, les facilités octroyées au-delà des limites ainsi réduites supportant des taux très élevés (7 et 10 %).

Le Gouvernement prenait, d'autre part, de rigoureuses mesures budgétaires limitant à 5.300 milliards de francs le montant des dépenses de l'Etat et à 600 milliards "l'impasse" à couvrir par des moyens de trésorerie ; pour que cet objectif puisse être atteint, la France a du renoncer provisoirement à des investissements d'une utilité incontestable pour son développement économique ou social.

Ces affirmations de volonté de redressement ont permis au Gouvernement français d'obtenir d'importants crédits extérieurs.

Les facilités consenties par l'étranger joignant leurs effets aux mesures intérieures prises par le Gouvernement permirent à la zone franc de faire face à ses engagements jusqu'à la fin de 1957, et d'amorcer le redressement de sa balance des paiements extérieurs. Celui-ci exigera pourtant, pour être effectif, des efforts sévères et prolongés.

Ce relèvement peut d'autant plus être espéré que la faculté de progrès que l'économie française a manifestée en ces dernières années ne paraît nullement atteinte ; elle devra d'ailleurs s'exalter encore si la France veut, demain, tenir son rang dans la Communauté Economique Européenne qui vient de naître.

La production industrielle métropolitaine a continué à croître durant l'année 1957 au taux annuel d'expansion de 9 % qu'elle connaît depuis 1953. En cours d'année, le taux des salaires moyens a augmenté de 11,5 % en proportion comparable à celle du coût de la vie (+11 %).

Les débouchés que la consommation française offre aux autres pays de la zone franc ont ainsi conservé leur importance. Les importations françaises en prove-

nance de ces pays ont atteint en 1957 la valeur nominale record de 538,9 milliards de francs métropolitains contre 432,5 en 1956, et 415,0 en 1955. Les exportations françaises vers les pays de la zone franc ont également été d'un chiffre record : 658 milliards de francs contre 522 en 1956.

Cet accroissement appréciable de la valeur des échanges (exportations : +26 % ; importations : +25 %) de la France avec les autres pays de la zone franc, n'est que partiellement imputable à la hausse des prix. Sur la base des échanges de l'année 1956, les indices du volume du commerce extérieur (à prix constants de la France avec le reste de la zone franc) s'établissent en 1957 à 119 pour les exportations et à 109 pour les importations.

Tableau N° 2

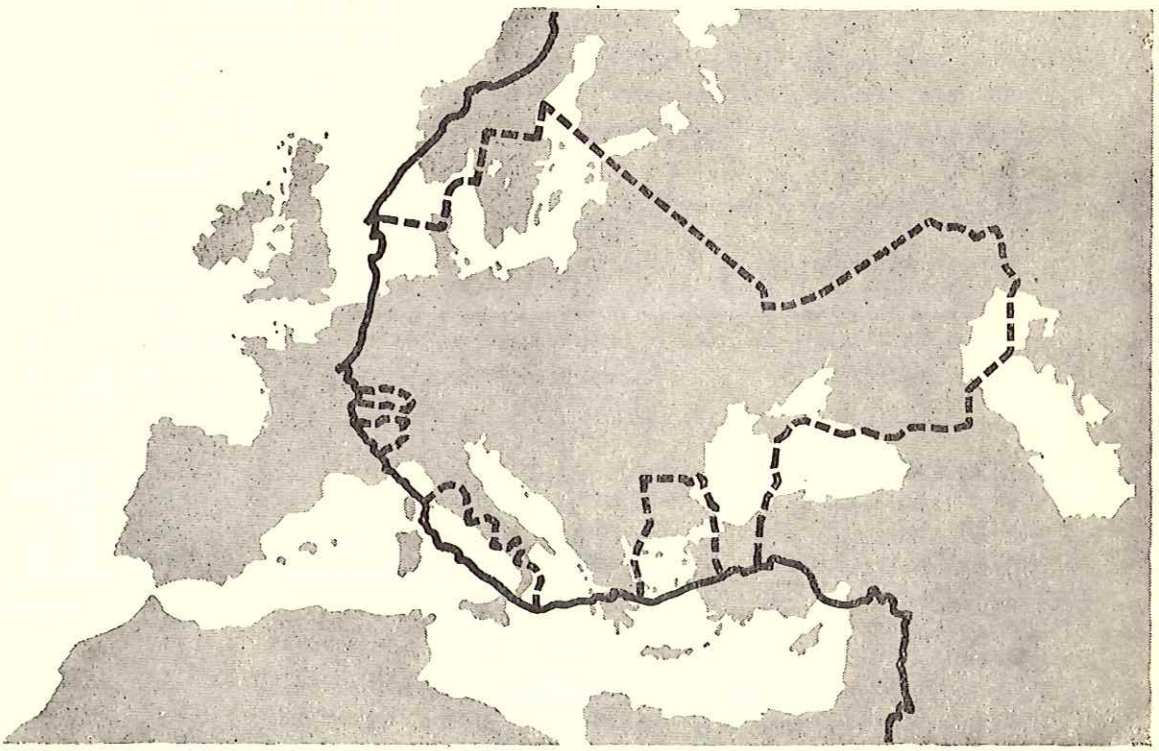
Termes des échanges de la France avec les autres pays de la zone franc

ANNÉES	Indices des valeurs moyennes		Termes de l'échange pour la France
	Exportations de France	Importations en France	
	Base 100 en 1949		
1950	101	105	96
1951	120	127	94
1952	132	126	105
1953	122	121	101
1954	120	120	100
1955	129	116	111
1956	135	132	102
1957	142	141	101

D'après les indices calculés par l'I.N.S.E.E.

Les valeurs moyennes à l'exportation de France ont d'ailleurs moins augmenté que les valeurs moyennes des produits importés du reste de la zone franc. Il en résulte une légère détérioration pour la métropole du terme de ces échanges, au profit des autres pays de la zone franc. Cette situation contraste singulièrement avec celle que présentent les échanges internationaux entre les autres pays de conditions économiques comparables (Graphiques page 6).

La zone franc a ainsi constitué un hâvre de grâce pour les pays qui y sont rattachés, en dépit des difficultés et aussi des inconvénients de cet isolement.



Il y a moins de kilomètres de Paris à Stockholm ou à Istamboul qu'on en compte de notre agence de Dakar à notre dépôt de billets de Zinder, et avec ses 4.689.000 km2 la zone d'émission de notre Institut couvre un peu moins de la superficie de l'Europe (Rapport d'activité 1956).

1.2 — ÉVOLUTION DE L'ÉCONOMIE DE L'A. O. F. ET DU TOGO EN 1957

L'économie d'une contrée aussi vaste que l'est notre zone d'émission ne se transforme point en quelques mois. Ses caractéristiques essentielles, encore que cette année ait vu l'amorce de nouvelles activités propres à transformer la structure économique de certaines régions, restent en 1957 celles que notre premier rapport s'est efforcé de dégager :

a) prédominance dans l'économie monétaire des productions « primaires » destinées à l'exportation ;

b) dépendance de l'extérieur pour la satisfaction des moindres besoins de civilisation moderne ;

c) intégration profonde dans le marché et le système des prix de la France ;

d) rôle déterminant de l'activité financière métropolitaine dans le développement, voire le maintien de l'activité du secteur public comme du secteur privé.

Tableau N° 3 : Superficie et Population de l'Afrique Occidentale Française et du Togo fin 1957

Territoires	Superficie	Population		Densité
		Non autochtone	Autochtone	
A.O.F.	Km²	1.000 habitants		Hab. par km²
Sénégal	197.161	48,6	2.220	11,5
Mauritanie	1.085.805	1,6	622	0,6
Soudan	1.204.021	7,4	3.700	3,0
Guinée	245.857	9,5	2.482	10,1
Côte d'Ivoire	322.463	11,6	2.550 *	7,9
Haute-Volta	274.122	3,7	3.450 *	12,6
Niger	1.188.794	3,0	2.428	2,0
Dahomey	115.762	2,8	1.710	14,8
Total A.O.F.	4.633.985	88,2	19.162	4,1
République du TOGO	55.000	1,2	1.084	19,4
TOTAL A.O.F.-TOGO	4.688.985	89,4	20.246	4,3

* Estimation faute de dénombrement.

1.21. *Production.*

La plus grande partie de la population ouest-africaine couvre ses besoins vitaux par une activité organisée dans le cadre très restreint de la famille, du village. Si une activité d'échange l'anime, elle porte sur quelques rares produits essentiels mais auxquels la poignante pauvreté de l'Afrique a donné un caractère de luxe relatif : le sel, la viande, le poisson, la kola. Ces produits traversent parfois l'ouest-africain pour trouver leurs consommateurs. Mais c'est de beaucoup plus loin encore que l'ouest-africain fait venir la plupart des articles que les aspirations chaque jour plus diversifiées, plus évoluées, de ses populations requièrent pour leur satisfaction.

Le commerce international a mis jusqu'ici tous les produits de l'industrie moderne à la disposition des populations africaines, en échange des produits bruts que leur technique frustre leur permettait de tirer d'une nature ingrate.

Depuis des générations, l'économie ouest-africaine s'est ainsi organisée, et demande à la *daba* de lui procurer la radio. Son développement suppose cependant qu'elle se diversifie, mais la complexité croissante des techniques de production, le désir du consommateur de bénéficier toujours des produits les plus évolués ne facilitent pas une transformation, si nécessaire qu'on puisse la juger.

La production pour l'exportation tient donc aujourd'hui encore un rôle essentiel dans « l'économie d'échanges » de l'ouest-africain, et si l'économie de subsistance perd du terrain, ce n'est point généralement au profit d'une activité locale d'échange mais de l'économie d'import-export.

Cette activité exportatrice de l'ouest-africain est encore principalement alimentée par l'agriculture et elle livre au commerce international à peu près exclusivement des produits bruts ou transformés dans la mesure nécessaire à leur conservation ou à leur expédition.

Tableau N° 4 : Activités exportatrices de l'A. O. F. et du Togo

Activités productrices	Etat des produits exportés			Total	
	Bruts 1/2 Bruts	Transformés artisanal[1]	Transformés industriel[1]	Montant	%
	Millions de francs C. F. A.				
Agriculture (a)	43.025	129	11.406	54.560	89,5
Elevage	1.178	10	—	1.188	1,9
Exploitations forestières (b) .	2.188	3	129	2.320	3,8
Pêche.....	567	—	147	714	1,2
Chasse	68	1	—	69	0,1
Exploitations minières	2.050	—	107	2.157	3,5
TOTAL.....	**49.076**	**143**	**11.789**	**61.008**	100,0
Pourcentages	80,5	0,2	19,3	100,0	

(a) Y compris apiculture. — (b) Y compris ramassage de gommes, résines, etc.

Etabli d'après les statistiques du commerce extérieur pour l'année 1957, le tableau N° 4 montre que les exportations de l'A.O.F. et du Togo ont été, en cette année, alimentées pour 89,5 % de leur valeur totale par des productions agricoles, et composées pour 80,5 % de produits à l'état brut ou peu s'en faut (*a*).

Si les produits transformés figurent pour à peu près douze milliards à ce tableau, c'est presque exclusivement aux huileries modernes du Sénégal qu'il faut l'imputer.

A elle seule, l'arachide, sous ses diverses formes (en coques, décortiquée, en huile brute ou raffinée, en tourteaux) s'inscrit au tableau des exportations de l'A. O. F. et du Togo pour 25,2 milliards de francs c.f.a., soit 40,2 % de la valeur totale des exportations des produits du cru. La récolte d'arachides de 1956, pour sa quasi-totalité commercialisée et exportée au cours de l'année 1957, a été, il est vrai, la plus importante qu'ait connu notre zone d'émission jusqu'à celle de 1957, dont la commercialisation s'achève actuellement. Plus de 900.000 tonnes d'arachides en coques ont, en effet, été commercialisées contre 800.000 lors de la campagne précédente. Cet accroissement du tonnage livré à l'exportation, sans transformation ou après trituration par l'industrie locale, ressort du tableau N° 5, lequel indique les quantités et valeurs des principaux produits exportés par l'ensemble des pays de notre zone d'émission (*b*).

Après l'arachide du Sénégal, du Soudan et du Niger, s'inscrivent, en tête de ce palmarès, le café et le cacao des régions forestières de la Côte d'Ivoire, de la Guinée et du Golfe du Bénin. Pour l'un et l'autre de ces produits, les récoltes commercialisées en 1957 ont été inférieures à celles de la précédente année d'environ 15 % ; du fait que les prix pratiqués n'ont pas complètement compensé cette baisse de quantités, le revenu des territoires producteurs a subi une réduction voisine de 12 %. Ces conditions adverses ont été aggravées en leurs conséquences par une diminution plus accentuée encore des exportations sur l'étranger, source profitable de devises appréciées.

Les exportations de café sur l'étranger sont, en effet, tombées de 26.000 tonnes en 1956 à 15.800 tonnes en 1957 (celles à destination des Etats-Unis de 23.446 tonnes à 14.696 tonnes). Cette réduction a été moins marquée pour le cacao, dont les ventes à l'étranger ont cependant diminué de 46.961 tonnes à 41.520 tonnes, entraînant une diminution sensible des gains en devises étrangères de notre zone d'émission; l'exportation du cacao constitue en effet le principal élément de notre commerce avec l'étranger : sur un total de 12.925 millions de francs c.f.a. d'exportations sur l'étranger, le cacao s'inscrit pour 4.083 millions, soit 31 %, dépassant le café (1.877 millions), le bois (801 millions) et les produits minéraux (1.204 millions). (Cf. tableau N° 6).

---

a) Ce tableau n'a pas pris en considération les réexportations en l'état ou après transformation des produits d'origine extérieure. Les réexpéditions après transformation, difficiles à déterminer, ont une valeur vraisemblablement inférieure à 300 millions de francs C.F.A. et consistent surtout en produits de meunerie, biscuiterie.

b) Les plus importants de ces produits, dont la commercialisation affecte plus particulièrement l'activité économique et spécialement les opérations de notre Institut, font l'objet de notes spéciales annexées au présent rapport.

Tableau N° 5 :

Principaux produits exportés de l'A. O. F. et du Togo en 1956 et 1957

QUANTITÉS		Indice de Variation (1)	PRODUITS	Indice de Variation (1)	VALEURS	
1956	1957				1956	1957 (2)
Tonnes					Millions Fr. C.F.A.	
12.396	5.284	43	Arachides en coques	52	367	192
287.516	349.835	122	Arachides décortiquées	126	11.678	14.688
87.327	86.123	99	Huile brute d'arachide	99	7.400	7.315
11.433	13.359	117	Huile raffinée d'arachide	115	1.037	1.196
138.679	139.464	101	Tourteaux	90	1.942	1.745
97.951	85.116	87	Amandes de palme	95	2.125	2.011
19.694	12.521	64	Huile de palme	66	815	518
6.580	3.896	59	Amandes de karité	74	82	61
2.434	764	31	Beurre de karité	48	90	43
5.088	3.964	78	Coprah	81	160	130
3.378	5.919	175	Graines de coton	158	33	52
137.530	117.964	86	Café vert	93	17.594	16.387
80.309	69.597	87	Cacao en fèves	75	8.889	6.674
115.742	107.869	93	Bananes fraîches	112	1.643	1.839
2.051	2.707	132	Ananas frais	158	59	93
1.588	2.462	155	Fruits en conserves (sans alcool)	159	128	203
2.570	3.548	138	Jus de fruits (sucrés ou non)	154	134	206
97	180	186	Essence d'orange	133	121	161
5.046	5.770	114	Gomme arabique	136	267	362
214.621	263.128	123	Bois	154	1.268	1.950
2.437	3.349	137	Coton en masse	147	244	358
41.810	36.312	87	Animaux vivants	88	988	866
3.530	2.968	84	Cuirs et peaux bruts	103	318	328
9.085	9.080	100	Poissons salés, séchés, fumés.	102	491	500
3.831	7.439	194	Chlorure de sodium	178	9	16
63.500	73.435	116	Phosphates	118	181	213
832.712	1.019.443	122	Minerai de fer	105	733	773
457.063	375.364	82	Minerai d'aluminium	86	475	408
19.887	21.047	106	Minerai de titane	153	64	98
92	77	84	Minerai d'étain	107	14	15
99.058	111.051	112	Diamants (3)	156	307	479
104.701	122.621	117	Autres produits	101	2.701	2.733
2.770.678	2.950.605	106	TOTAL GÉNÉRAL	100	62.357	62.613

(1) Base 100 : année 1956. — (2) Compte non tenu des rajustements monétaires intervenus en août 1957. — (3) Quantités exprimées en grammes.

Les autres productions de la partie sud de notre zone d'émission, secondaires si l'on en juge dans l'ensemble des exportations, mais essentielles souvent pour les régions de production, ont également marqué une sensible régression : produits du palmier à huile, du karité.

Il faut par contre souligner le très appréciable renouveau des exportations de bois qui se sont élevées à 263.000 tonnes contre 215.000 en 1956 et 74.000 seulement en 1953.

Dans un autre ordre d'activité, il convient de mentionner le développement des exportations d'ananas frais ou conservés, tant de Guinée que de Côte d'Ivoire, et la chute des exportations de bananes de la Guinée compensée en partie seulement par l'accroissement du tonnage exporté de la Côte d'Ivoire.

Tableau N° 6 : Répartition par zones monétaires des exportations de l'A. O. F. et du Togo en 1957

PRODUITS	VALEUR TOTALE	VALEUR des exportations sur les ZONES				Exportations sur l'étranger
		Franc	Sterling	Dollar	Autres	
	Millions de francs C. F. A.					%
Produits de l'arachide (1)	25.147	22.844	568	—	1.735	9,2
Palmistes et huile de palme	2.529	2.489	—	—	40	1,6
Amandes et beurre de karité	104	40	1	—	63	61,5
Café vert	16.387	14.510	57	1.747	73	11,5
Cacao en fèves	6.674	2.591	57	1.913	2.113	61,2
Bananes fraîches	1.839	1.628	—	—	211	11,5
Produits du manioc	177	104	33	40	—	41,2
Gomme arabique	362	358	2	—	2	1,1
Bois	1.950	1.149	54	192	555	41,1
Coton en masse	358	358	—	—	—	—
Animaux vivants	866	23	814	10	19	97,3
Peaux et cuirs bruts	328	172	10	33	113	47,6
Poissons séchés, salés, fumés	500	184	312	—	4	63,2
Phosphates (2)	235	219	8	—	8	6,8
Bauxite	408	1	303	—	104	99,8
Minerai de fer	773	—	451	—	322	100,0
Minerai de titane	98	90	5	—	3	8,2
Diamants	479	323	82	13	61	32,6
Autres produits	3.399	2.622	208	343	226	22,8
TOTAL	**62.613**	**49.705**	**2.965**	**4.291**	**5.652**	20,6
Importance relative des zones destinataires (%)	100	79,4	4,7	6,9	9,0	20,6

(1) Arachides, huiles et tourteaux. — (2) Phosphates de calcium et d'alumine, engrais phosphatés.

Annonçant l'avenir prochain de la Guinée, les produits minéraux s'inscrivent déjà en tête de ses exportations. Les expéditions de bauxite des îles de Loos ont cependant marqué une baisse sensible en 1957 (375.000 tonnes contre 457.000 en 1956) provoquée par la grève prolongée du personnel des usines canadiennes transformant ce minerai.

Sur la base des renseignements communiqués par la Direction des Mines de l'Afrique occidentale française, le tableau N° 7 présente l'évolution de la production minière de ce groupe de territoires au cours des trois dernières années.

Tableau N° 7 : Production minière de l'A. O. F.

SUBSTANCES	PRODUCTION			VALEUR de la PRODUCTION (1)		
	1955	1956	1957*	1955	1956	1957*
	Tonnes			Millions de francs C. F. A.		
Minerai de cuivre (2)	550	360	—	26,5	10,6	—
Cassitérite (3)	68	81	72	17,0	19,3	17,8
Minerais titanifères :						
— Ilménite	27.600	19.700	35.900			
— Zircon	—	1.150	2.900	50,0	82,8	202,0
— Rutile	—	590	220			
Minerai de fer	657.000	853.000	1.089.000	587,0	712,0	963,0
Bauxite	493.000	451.500	366.000	487,6	480,9	410,0
Phosphates d'alumine & calcium						
— Phosphate d'alumine brute.	104.400	68.200	89.800			
— Phosphate d'alumine déshydraté	29.800	—	—	180,0	224,2 (5)	232,8 (6)
— Phosphate de chaux rocheux	5.600	5.300	1.100			
	Grammes					
Or (3)	17.900	13.400	10.300	4,4	3,2	2,4
	Carats					
Diamants	318.500	389.600	247.100 (7)	499,4	525,0	625,0

* Les chiffres de 1957 sont provisoires.

(1) ESTIMATION : la valeur des produits exportés, ou vendus localement, est considérée au stade FOB. Ces valeurs sont des valeurs moyennes au cours de l'année considérée. — (2) Concentré de cuivre à 25/27 % de cuivre métal, plus or récupérable. La valeur indiquée est celle du cuivre seul. — (3) Concentrés à 71 % Sn. — (4) Y compris or récupéré dans les concentrés de cuivre. — (5) Y compris la valeur de 1.400 tonnes de " Phospal " alumino-calcique et de 2.650 tonnes de " Baylifos " chaux moulue. — (6) Y compris la valeur de 18.800 tonnes de phosphate d'alumine déshydraté de 600 tonnes de " Phospal " et de 2.100 tonnes de " Baylifos ". — (7) Non compris la production de la coopérative de Bekima (Guinée).

L'excellente récolte d'arachide, les progrès de certaines productions secondaires n'ont pourtant pas compensé la baisse de recettes provenant du café et du cacao. La valeur totale des exportations de notre zone d'émission en 1957 a été d'un montant très voisin de celui de l'année 1956 : selon les chiffres officiels, 62,6 milliards de francs c.f.a. contre 62,4 milliards en 1956 (tableau N° 8).

Ce résultat peut apparaître quelque peu décevant si on considère qu'il a été obtenu dans un système de prix particulièrement favorable pour les productions de notre zone d'émission.

Tableau N° 8 : Exportations de l'Afrique Occidentale et du Togo

ANNÉES	Valeurs des Exportations en francs courants			Indice A. O. F.-Togo		
	A. O. F.	Togo	A. O. F.-Togo	Valeur des Exportations	Volume des Exportations	Prix moyen
	Millions de francs C.F.A.			Base 100 en 1949		
1949	27.405	845	28.250	100	100	100
1950	30.965	1.528	32.493	115	105	112
1951	38.703	2.699	41.402	147	97	141
1952	40.166	2.081	42.247	150	101	148
1953	46.783	2.735	49.518	175	126	143
1954	58.264	4.274	62.538	221	135	165
1955	53.277	3.882	57.159	202	133	151
1956	60.021	2.336	62.357	221	161	136
1957.....	60.449	2.164	62.613	222	156*	142*

(a) Données non encore disponibles.
* Chiffres provisoires.

1.22. *L'évolution des prix des produits exportés.*

La majeure partie de la production de notre zone d'émission trouve son écoulement dans la zone franc. Cette intégration s'est encore accentuée en 1957 : les exportations de l'A. O. F. et du Togo à destination de la France et des autres pays de la zone franc ont atteint 79,4 % du total de leur valeur, alors que cette proportion avait été de 76 % en 1956. Pour certaines des plus importantes productions, les marchés français et algérien constituent à peu près l'unique débouché.

	Proportion des exportations vers la zone franc
Coton.	100 %
Palmiste et huile de palme. .	97,8 %
Produits de l'arachide. . . .	90,8 %
Café	88,8 %
Banane	88,5 %
Cacao.	38,8 %

Seul des grands produits agricoles d'exportation de l'ouest-africain, le cacao trouve la majeure partie de ses débouchés à l'étranger. Les conditions climatiques, l'action du Gouvernement brésilien ont fait qu'en 1957 ce produit a été une des très rares denrées ou matières faisant l'objet d'un commerce international dont le prix n'a pas baissé. Ses cours, bien au contraire, ont connu une très forte hausse, à peu près continue depuis le mois de mai 1957.

Soutenus par le Gouvernement américain, les cours du coton ont peu varié en 1957, marquant vers la fin de l'année une très légère tendance à la hausse.

Quant aux cours du café, ils se sont maintenus, pendant le premier semestre de l'année peu en dessous du niveau relativement élevé atteint à la fin de 1956 ; la baisse qu'ils ont enregistrée ensuite a été arrêtée par les mesures de limitation des exportations décidées par les pays de l'Amérique latine.

Plus marquée a été la baisse des oléagineux sur les marchés mondiaux, après les cours très élevés de la fin de l'année 1956 et des tous premiers mois de 1957.

Le tableau N° 9 et les graphiques insérés au présent rapport permettent de saisir de façon plus précise l'évolution sur les marchés mondiaux des cours des principales productions exportées par l'ouest-africain et de juger de leur niveau relativement élevé par rapport à la tendance générale à la baisse des prix des autres denrées et matières premières.

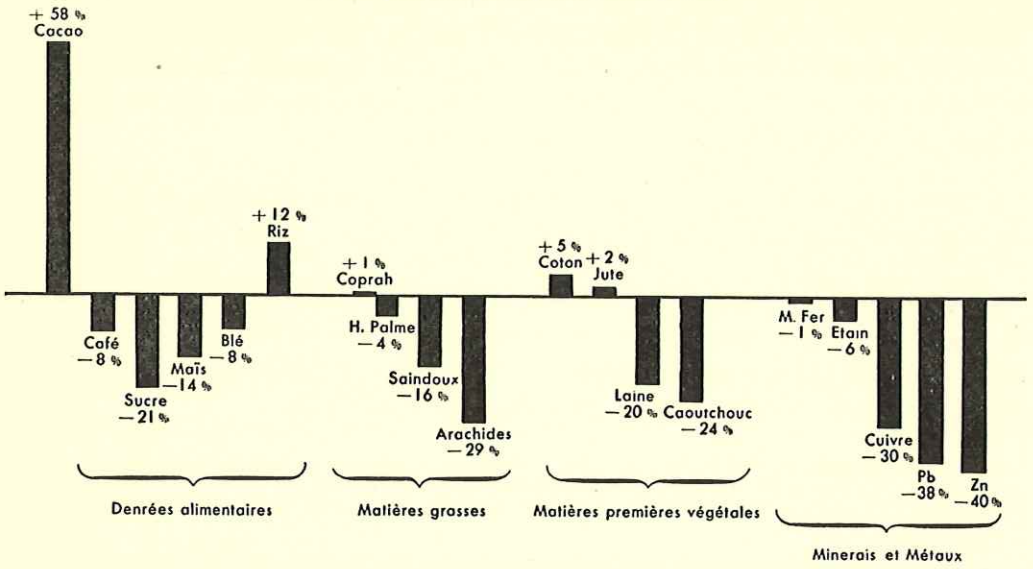
Tableau N° 9

Prix moyens mensuels sur les marchés internationaux

Mois	Arachides décortiquées (a)			Cacao (b)			Café (c)		
	1956	1957	Variation	1956	1957	Variation	1956	1957	Variation
	L/s par tonne		%	U. S. cents par lb		%	U. S. cents par lb		%
Janvier.....	67/7	92/16	+ 37,8	29,3	23,1	— 21,2	53,5	61,0	+ 14,0
Février	70/18	96/19	+ 36,7	27,5	23,4	— 15,0	57,5	60,9	+ 5,9
Mars	78/6	74/13	— 4,6	26,5	22,3	— 15,8	56,0	59,9	+ 7,0
Avril	84/7	74/2	— 12,7	26,3	25,5	— 3,1	56,5	59,3	+ 5,0
Mai.....	85/0	70/2	— 17,5	26,0	30,5	+ 17,3	57,3	59,3	+ 3,5
Juin	79/8	67/9	— 15,1	26,1	30,5	+ 16,9	58,0	58,3	+ 0,5
Juillet.....	72/0	69/12	— 3,3	29,0	30,5	+ 5,2	58,8	56,5	— 4,0
Août.....	67/16	70/8	+ 3,8	28,3	32,1	+ 13,4	60,3	54,5	— 9,6
Septembre ...	70/4	68/16	— 2,0	27,8	34,6	+ 24,4	61,5	53,2	— 13,5
Octobre	74/12	67/4	— 10,0	25,5	35,4	+ 38,8	60,3	54,0	— 10,5
Novembre ...	81/12	67/13	— 16,9	26,6	41,6	+ 56,4	60,0	55,3	— 7,8
Décembre....	92/19	66/7	— 28,6	27,0	40,7	+ 50,7	60,3	55,3	— 7,3

(a) Arachides décortiquées de Nigeria, CIF port européen.
(b) Cacao, Accra disponible à New-York.
(c) Café, Santos n° 4 disponible à New-York.

Evolution des prix internationaux des denrées et matières premières du 1er janvier au 31 décembre 1957



Pour apprécier l'incidence de cette évolution sur l'économie de la zone franc, il convient naturellement de tenir compte de l'ajustement monétaire réalisé partiellement le 12 août et généralisé le 26 octobre 1957. Son effet a été de relever de 20 % l'expression en francs des cours des devises étrangères. Le gain en francs, réalisé par les exportateurs sur l'étranger, ne s'est cependant pas augmenté dans la même proportion car, dans le même temps, a été supprimée l'aide à l'exportation sur l'étranger dont bénéficiaient certaines productions de notre zone d'émission (notamment le café pour lequel cette aide atteignait 12 % environ pour les exportations sur la zone dollar) (*a*).

L'effet principal des mesures monétaires de la fin de 1957 a été de réduire l'écart entre les prix mondiaux et ceux dont bénéficient les productions de la zone franc sur le marché intérieur de celle-ci. Le « surprix » supporté par le consommateur de la zone franc s'en est trouvé réduit et l'intervention des organismes de soutien des cours français en a été facilitée ou rendue moins onéreuse.

Ces conséquences, pour heureuses qu'elles soient, ont pu échapper au producteur que seule sa rémunération intéresse.

---

a) L'importance de l'aide accordée aux exportations sur l'étranger de certains produits de l'A. O. F. et du Togo ne doit cependant pas être surestimée : le montant de l'aide versée en 1956 a atteint seulement 203,2 millions de francs c.f.a., ainsi répartis selon les produits :

Café	192,7	Essence d'oranges	1,4
Bananes	0,3	Poisson	0,9
Bois	1,2	Fécule de manioc	0,5
Amandes et beurre de karité	6,2		

Comme le montre le tableau N° 10 le prix minimum d'achat de l'arachide au producteur a été maintenu au même taux nominal durant les trois dernières campagnes, aussi bien au Sénégal qu'au Niger. Si le volume de la récolte a favorisé les producteurs d'arachide, les délais mis à la détermination du prix d'achat ou de la garantie d'écoulement les ont souvent privés du plein bénéfice des cours fixés.

Défavorisés par un plus faible tonnage de la récolte, les producteurs de café et de cacao ont par contre bénéficié de prix d'achat plus favorables qui ont parfois, même, largement dépassé dans la pratique les cours prévus par les organismes de soutien.

Tableau N° 10 : Prix minimum officiel d'achat au producteur

Produits — Lieu de vente	Campagnes commerciales		
	1955/56	1956/57	1957/58
	En francs c.f.a. le kilo		
Arachides en coques :			
Dakar	22,00	22,00	22,00
Kaolack	21,25	21,25	21,25
Ziguinchor	20,50	20,50	20,50
Kita	15,50	15,50	15,50
Arachides décortiquées :			
Maradi	21,50	21,50	21,50
Zinder	21,00	21,00	21,00
Cacao :			
Abidjan	•	70,00	75,00
Café (Robusta, courant) :			
Abidjan	105,00	110,00	122,00
Coton (Allen 1re qualité) (a) :			
Office du Niger	33,00	33,00	33,00
Haute-Volta/Soudan	33,00	33,00	33,00
Nord Dahomey (Kandi)	28,00	28,00	30,00

(a) La différence entre les prix pratiqués en A. O. F. et ceux en vigueur en A. E. F. et au Cameroun tient essentiellement à l'existence dans ces deux pays de « prime à l'ensemencement ».

1.23. *La stabilisation des prix des produits exportés.*

A l'exception de la banane toutes les grandes productions agricoles de notre zone d'émission ont actuellement soit un marché privilégié et organisé à l'intérieur de la zone franc, soit une organisation de soutien des cours.

Le soutien des prix des produits agricoles d'outre-mer a pour cadre juridique le décret N° 54-1021 du 14 octobre 1954, prévoyant l'institution de *caisses de stabilisation des prix* (*a*).

Ces caisses constituent des établissements publics dotés de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Elles sont gérées par un comité de gestion composé par tiers des représentants des autorités territoriales, des producteurs et des exportateurs.

Les ressources de ces caisses proviennent essentiellement des ristournes sur le produit des taxes à l'exportation ; peuvent s'y ajouter éventuellement des recettes résultant de leurs interventions sur le marché des produits et notamment, en totalité ou partiellement, de la différence entre le prix à l'exportation correspondant au prix de soutien et le prix réel lorsque ce dernier lui est supérieur.

Depuis 1956, dix caisses de stabilisation des prix ont été ainsi constituées dans notre zone d'émission, ayant pour objet le soutien des prix d'une production dans le ressort géographique, soit d'un seul territoire, soit de plusieurs d'entre eux. Il a été ainsi créé :

1) *pour le cacao :*
   - — Caisse de stabilisation des prix du cacao de la Côte d'Ivoire (décret du 30 septembre 1955) ;
   - — Caisse de stabilisation des prix du cacao du Togo (décret togolais 56-4 du 12 novembre 1956).

2) *pour le café :*
   - — Caisse de stabilisation des prix du café de la Côte d'Ivoire (décret du 30 septembre 1955) ;
   - — Caisse de stabilisation des prix du café de la Guinée (décret du 30 septembre 1955).

3) *pour le coton :*
   - — Caisse de stabilisation des prix du coton de l'A. O. F. (décret du 30 septembre 1955) ;
   - — Caisse de stabilisation des prix du coton du Togo (décret du 30 septembre 1955).

4) *pour le karité :*
   - — Caisse de stabilisation des prix des amandes de karité de l'A. O. F. (décret du 12 novembre 1956).

5) *pour l'arachide :*
   - — Caisse de stabilisation des prix de l'arachide du Sénégal (Arrêté n° 46 en Conseil de Gouvernement du 6 janvier 1958) ;
   - — Caisse de stabilisation des prix des arachides et des transports du Niger (arrêté en Conseil de Gouvernement du 14 septembre 1957) ;
   - — Caisse de stabilisation des prix de l'arachide du Togo (décret togolais n° 57-140 du 3 décembre 1957).

a) Ce décret a été modifié par un décret n° 56-1138 du 13 novembre 1956. La création et l'organisation des caisses, dévolues à l'origine au Gouvernement central, relève maintenant de la compétence des chefs de territoires, conformément aux dispositions du décret n° 57-817 du 22 janvier 1957 portant déconcentration administrative.

L'arachide, dont le débouché essentiel est la France, bénéficie également de l'organisation du marché des graines oléagineuses fluides alimentaires mise sur pied par décret du 13 novembre 1954. Les interventions nécessaires à la régularisation des cours de ces produits sont confiées à la *Société Interprofessionnelle des Oléagineux Fluides Alimentaires* (S. I. O. F. A) et leur financement assuré par le *Fonds de soutien et de régularisation du marché des oléagineux fluides alimentaires*, compte ouvert dans les écritures du Trésor et alimenté par des cotisations professionnelles (*a*).

Le financement des actions de soutien des cours conduites par les caisses de stabilisation peut bénéficier du concours du *Fonds national de régularisation des prix des produits d'outre-mer* créé par décret nº 55-185 du 2 février 1955.

Le soutien des cours des matières premières textiles est cependant du ressort du *Fonds de soutien des textiles des territoires d'outre-mer*, institué par décret nº 56-1139 du 13 novembre 1956 (modifié par décret nº 57-212 du 23 février 1957). Ces deux fonds ont pour principales ressources des dotations consenties sur le budget de l'Etat. Le fonds de soutien des textiles s'est vu affecter, pour cinq ans (1957-1961 inclus) trente pour cent du produit de la taxe d'encouragement à la production des textiles instituée par la loi du 15 septembre 1943. Depuis sa création, en 1956, le *Fonds de soutien des textiles d'outre-mer* a ainsi reçu 4.520 millions de francs métropolitains sur lesquels il a distribué, en 1957, 3.292,8 millions dont 161,5 à la caisse de stabilisation des prix du coton de l'A. O. F. et 150,3 à celle du Togo. L'action de cet organisme, au bénéfice de notre zone d'émission, est donc modeste en raison de sa production malheureusement très faible de fibres textiles.

La conjoncture économique et aussi les ressources transmises aux nouvelles caisses par divers comptes hors budget instituées, dès avant 1954, par les autorités territoriales pour le soutien des cours des produits, ont également permis aux caisses de stabilisation des prix des autres productions de notre zone d'émission de ne recourir que très modérément au concours du Fonds national de régularisation des cours des produits d'outre-mer.

Sur une dotation de 5.750 millions de francs métropolitains qui lui a été faite par le budget de l'Etat en 1956, 1.100 millions avaient été utilisés au 31 décembre de cette même année. Sur le solde, soit 4.650 millions, il a été consenti en 1957, 2.750 millions de prêts à 2,5 % d'intérêt, dont 500 millions de francs métropolitains à la caisse de stabilisation des prix du cacao de la Côte d'Ivoire et 100 (dont 80 seulement ont été utilisés) à la caisse de stabilisation des prix du cacao du Togo. De plus, une avance de 200 millions de francs métropolitains a été consentie le 31 décembre 1957 à la caisse de stabilisation des prix des arachides et des transports du Niger.

---

a) En ce qui concerne les « oléagineux concrets » des accords inter-professionnels assurent l'écoulement de la production des territoires d'outre-mer sur le marché métropolitain par un système de jumelage des importations.

La Caisse de stabilisation des prix du cacao de la Côte d'Ivoire se propose de rembourser l'avance de 500 millions de francs métropolitains qu'elle avait obtenue pour parer aux conséquences de la dépression des cours du cacao durant la première moitié de l'année 1957. Les cours élevés atteints depuis lors par ce produit se sont traduits, au profit de cette caisse, par de très substantielles recettes ayant atteint parfois 40 francs c.f.a. par kilo de cacao exporté. A la clôture de la campagne 1956-1957, la *Caisse de stabilisation des prix du cacao de la Côte d'Ivoire* ne disposait cependant que d'un fonds de réserve d'un million de francs c.f.a., mais elle espère équilibrer, sans concours extérieur, son compte prévisionnel pour l'exercice 1957-1958 à 1.955.469.857 francs c.f.a.

Quant à la *Caisse de stabilisation des prix du café de la Côte d'Ivoire*, après avoir remboursé l'avance de 500 millions de francs c.f.a. dont elle avait bénéficié en 1956, elle disposait à la fin de la campagne d'un fonds de réserve de 909,2 millions de francs c.f.a., et le compte prévisionnel de ses opérations pour 1957-1958 s'équilibre, également sans concours extérieur, à 1.079.049.056 francs c.f.a.

Ces chiffres donnent une idée de l'ampleur des opérations conduites par les organismes de stabilisation des prix des productions de notre zone d'émission. Ils montrent également que la conjoncture économique et aussi leur gestion correcte leur ont permis d'atteindre leur objectif sans recours exagéré à une assistance métropolitaine.

La capacité que les caisses de stabilisation auront de faire face à des conditions adverses dépendra naturellement de la modération dont feront preuve les autorités responsables, soit pour fixer les cours de soutien, soit pour éviter de se décharger sur elles d'activités financées par les budgets territoriaux. Elle dépend aussi des ressources qu'ils auront su accumuler dans les périodes de cours élevés, et il est de ce point de vue regrettable que la situation financière de la Côte d'Ivoire ait amené la réduction de 33 à 25 % de la ristourne affectée aux caisses sur les produits des droits à l'exportation du cacao et du café.

L'organisation des caisses de stabilisation des prix de l'arachide du Sénégal et du Niger est postérieure à la clôture de la campagne 1956-1957. La production de cette campagne dépassant la capacité d'absorption du marché métropolitain, le Gouvernement du Sénégal a dû intervenir directement pour couvrir les exportateurs des frais supplémentaires résultant du lent écoulement de leurs achats. L'excédent de récolte a pu être écoulé sur l'étranger, mais à des prix bien inférieurs à ceux du marché français ; les pertes qui en ont résulté pour la S. I. O. F. A. ont été couvertes par un prélèvement de 700 millions de francs métropolitains sur le Fonds de soutien et de régularisation du marché des oléagineux fluides.

La difficulté que rencontre à nouveau le bon écoulement de la production de l'arachide ouest-africaine, difficulté qui menace d'ailleurs la plupart des autres productions, montre une fois de plus la précarité de la politique de soutien des cours lorsqu'elle veut se suffire à elle-même et ne se fixe pas comme but essentiel la réforme des conditions de production. Sa réussite même la fait succomber. Elle peut conduire la production à se développer sans considération de débouchés possibles, sans souci du rendement ni de la bonne utilisation des terres et des hommes.

L'ouest-africain en est arrivé à cette étape de son histoire où, s'il veut progresser encore, il lui faut se tourner vers d'autres activités.

Les productions agricoles qu'il exporte aujourd'hui consistent principalement en denrées alimentaires consommées dans l'état ou peu s'en faut.

L'exploitation des richesses minérales apportera, certes, une très appréciable contribution au revenu de ses territoires, mais occupera peu leurs hommes. La transformation des productions minérales, pour aller jusqu'à son stade ultime, requiert un complexe d'industries dont l'implantation ne peut se réaliser rapidement.

1.24. *L'accroissement des importations.*

Si grands que soient ses besoins en matériel d'équipement, c'est pourtant à la satisfaction de ses consommations les plus élémentaires que notre zone d'émission consacre les deux tiers environ de ses importations (tableau N° 11).

Les produits alimentaires à eux seuls présentent un peu moins du quart de la valeur totale des importations.

L'Afrique Occidentale Française (principalement le Sénégal) a importé, en 1957 pour 470 millions de francs c.f.a. de tomates en conserves, soit trois fois plus que de machines-outils (160 millions).

Les importations de fruits et légumes frais dépassent le milliard de francs c.f.a. Celles de riz ont été de 3,7 milliards en valeur et 151.537 tonnes en quantité, chiffres jamais encore atteints : les importations 1955, particulièrement élevées, avaient été de 112.000 tonnes seulement et celles de l'année 1956 de 96.315 tonnes. Ces chiffres expriment tout l'intérêt que présente le développement de la riziculture dans notre zone d'émission. Il en est de même de l'accroissement de la production et d'une meilleure organisation de la commercialisation des autres aliments végétaux de base : manioc, ignames, bananes plantain. L'ouest-africain manquerait de sagesse à demander à d'autres pays, d'autres climats, de nourrir sa population.

Tableau N° 11 : Importance relative des différentes catégories de biens importés

Catégories de biens	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957
	En % de la valeur totale des importations						
Biens de consommation.	60,0	57,0	64,4	67,3	63,2	60,6	61,5
dont : *Alimentation*	*20,0*	*19,3*	*24,9*	*21,9*	*22,6*	*22,8*	*23,9*
Autres	*40,0*	*37,7*	*39,5*	*45,4*	*40,6*	*37,8*	*37,6*
Energie	3,9	4,4	4,3	3,9	3,9	4,5	4,3
Matières premières, 1/2 produits	16,1	17,8	14,0	12,4	14,2	15,0	15,6
Biens d'équipement	20,0	20,8	17,3	16,4	18,7	19,9	18,6
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Après les productions alimentaires, les tissus constituent le poste le plus considérable des biens de consommation importés. Les goûts des acheteurs manifestent en cette matière une évolution accélérée que les importateurs paraissent avoir quelques difficultés à suivre et il est à craindre que certaines importations n'excèdent manifestement la demande et ne pèsent sur le marché. Comme le montre le tableau N° 12 les importations en A. O. F. de tissus de coton unis ont augmentées en quantité de 40 % en 1956-1957, celles de tissus imprimés diminuant par contre de 7 % mais ce tableau ne tient compte que des importations officiellement enregistrées.

La tendance des importations des biens de consommation à l'emporter sur celles des biens d'équipement s'est marquée aussi dans le secteur des moyens de transport. Les importations de véhicules destinés au transport des personnes, en quasi totalité des voitures de tourisme, sont passées de 4.275 véhicules en 1956 à 6.999 en 1957 (soit +64 %), tandis que les importations de camions et camionnettes ont marqué une légère régression (5.450 véhicules contre 5.509). Sans doute, en l'état présent de l'activité économique, le parc des camions affecté à des transports généraux paraît suffire aux besoins, s'il n'est pas toujours rationnellement utilisé. Le dénouement des ventes à crédit de véhicules automobiles n'a pas été sans quelques difficultés l'année dernière.

Les livraisons à la consommation intérieure de combustibles liquides ont continué à augmenter, passant pour l'essence pour automobiles de 252.000 à 274.000 m³ (+9 %) et pour le gas oil de 83.000 à 91.000 m³ (+9,6 %).

La fermeture du canal de Suez n'a apporté aucune restriction à la vente des produits pétroliers dans notre zone d'émission tout au plus a-t-elle mis en relief la situation privilégiée du port de Dakar comme « station service » de l'Atlantique Sud.

Tableau N° 12 : Importations de tissus de coton en Afrique Occidentale Française

ZONES	Tissus unis					Tissus façonnés	Tissus imprimés	Autres
	Ecrus	Blanchis	Teints	Fils couleur	Total			
	Tonnes métriques							
ANNÉE 1956								
Zone Franc	1.059	2.335	1.037	1.611	6.042	542	3.538	•
Zone Sterling	549	155	379	171	1.254	69	483	•
Zone Dollar	—	—	2	—	2	2	2	•
Autres Zones	151	94	656	730	1.631	255	327	•
Total	**1.759**	**2.584**	**2.074**	**2.512**	**8.929**	**868**	**4.350**	•
ANNÉE 1957								
Zone Franc	1.330	2.059	716	1.291	5.396	206	2.932	58
Zone Sterling	2.158	564	714	303	3.739	29	571	36
Zone Dollar	—	—	3	3	6	—	2	—
Autres Zones	751	279	1.287	628	2.945	189	254	73
Total	**4.239**	**2.902**	**2.720**	**2.225**	**12.086**	**424**	**3.759**	**167**

N.-B. — La nouvelle nomenclature n'ayant été appliquée en A. O. F. qu'au 1er janvier 1957, la comparaison des importations de tissus de coton effectuées en 1956 et 1957 n'est qu'approximative.

Tableau N° 13 : Principales importations en A. O. F. et au Togo

QUANTITÉS 1956	QUANTITÉS 1957	Indice de Variation (1)	PRODUITS	Indice de Variation (1)	VALEURS 1956	VALEURS 1957 (2)
Tonnes			**Produits alimentaires, Boissons, Tabacs**		Millions Fr. C. F. A.	
97.938	153.078	156	Riz	166	2.262	3 763
62 813	105.613	168	Froment	149	1.092	1.630
45.551	28.616	63	Farine de froment	67	1.196	806
12.743	9.859	77	Gruaux, semoules, préparations à base de farines	95	510	487
65.848	100.667	153	Sucres raffinés	135	3.076	4.148
37.417	35.115	94	Légumes, fruits comestibles	98	1.181	1.158
9.224	11.014	119	Conserves de fruits ou légumes	146	524	767
11.130	13.362	120	Produits laitiers, œufs	116	1.194	1.383
3.557	3.904	110	Conserves de viandes et poissons	130	551	714
53.948	39.280	73	Vins de consommation courante	112	982	1.099
21.756	24.115	111	Autres boissons	112	1.227	1.379
3.519	3.638	103	Tabacs	106	1.007	1.071
			Biens de consommation divers			
897	772	86	Fils de coton	92	403	370
114	171	150	Tissus de laine	125	55	69
602	749	124	Tissus de rayonne	132	362	479
4.454	4.040	91	Tissus de coton imprimés	89	3.000	2.666
11.913	15.459	130	Autres tissus de coton	135	4.323	5.827
4.504	6.723	149	Autres tissus	150	1.497	2.240
4.049	6.983	172	Articles confectionnés en tissus (3)	139	1.923	2.682
1.437	1.890	132	Chaussures	138	756	1.043
331	303	92	Chapellerie	114	313	358
3.006	3.043	101	Parfumerie	111	506	564
1.931	1.934	100	Produits pharmaceutiques	118	937	1.104
			Matériel de transport			
4.701	7.172	153	Automobiles	164	1.353	2.217
11.096	13.332	120	Camions et camionnettes	126	2.451	3.088
5.585	3.529	63	Pièces détachées d'automobiles	88	1.693	1.492
3.134	3.417	109	Cycles et motocycles	108	1.087	1.173
12.509	9.511	76	Autre matériel de transport	75	2.475	1.867
5.811	6.169	106	Pneumatiques et chambres à air	108	1.352	1.457
			Combustibles			
37.174	1.659	4	Combustibles minéraux solides	13	189	25
450.696	502.317	111	Produits pétroliers	117	3.574	4.183
			Matériaux de construction			
237.292	271.521	114	Liants et ciments	124	942	1.169
12.956	9.101	70	Autres matériaux de construction	86	66	57
28.892	33.153	115	Pierres, céramique, verrerie	119	1.073	1.275
94.096	100.276	107	Métaux commune	117	3.004	3.509
20.605	18.915	92	Fabrications métalliques diverses	99	1.604	1.585
			Outillage et Machines			
11.760	12.475	106	Outils et quincaillerie	117	1.578	1.845
12.720	13.470	106	Machines et appareils	117	3.886	4.532
7.080	6.984	99	Construction électrique	105	2.260	2.369
825	500	61	Instruments de précision	79	729	577
140.142	208.552	149	**Autres produits**	109	11.210	12.196
1.555.756	**1.792.381**	**115**	**TOTAL DES IMPORTATIONS**	**116**	**69.403**	**80.423**

(1) Base 100 : Année 1956. — (2) Compte non tenu des rajustements monétaires intervenus en août 1957. — (3) Non compris les sacs d'emballage.

Tableau N° 14 : Importations de l'Afrique Occidentale Française et du Togo

Années	Valeur des importations en francs courants			Indice A. O. F.-TOGO		
	A. O. F.	Togo	A. O. F.-Togo	Valeur des importations	Volume des importations	Prix moyen
	Millions de francs C. F. A.			Base 100 en 1949		
1949	34.480	1.454	**35.934**	100	100	100
1950	42.170	1.625	**43.795**	122	118	103
1951	61.336	2.331	**63.667**	177	153	116
1952	61.193	2.331	**63.524**	177	136	130
1953	55.242	2.079	**57.321**	160	136	118
1954	66.550	2.719	**69.269**	193	175	110
1955	67.199	3.209	**70.408**	196	172	114
1956	66.730	2.673	**69.403**	193	173	112
1957	77.535	2.888	**80.423**	224	(a)	(a)

(a) Données non encore disponibles.

L'ensemble des importations de notre zone d'émission a atteint, en 1957, le montant jamais approché de 80,5 milliards de francs c.f.a., soit 10 milliards de plus qu'en 1955 et 11 milliards de plus qu'en 1956. Cette augmentation de 16 % de la valeur totale des importations correspond-elle à un accroissement des quantités importées ou à une majoration des prix de ceux-ci? Il est assez difficile d'en décider en l'absence d'indices détaillés du volume des importations que les services officiels n'ont pas encore publiés. Du tableau N° 13, on peut, semble-t-il, déduire qu'il y a eu à la fois un accroissement des quantités importées et des prix.

1.25. *La hausse des prix des produits importés.*

Ainsi que nous l'avons déjà noté, les exportations des pays industriels ont enregistré, au cours de l'année dernière, une hausse notable des prix. Selon les indices des valeurs moyennes à l'exportation calculés par le Fonds Monétaire International, cette hausse serait de +4,8 % pour les ventes extérieures des Etats-Unis et de +4,7 % pour la Grande-Bretagne.

Dans tous les pays industriels le niveau des prix intérieurs a d'ailleurs sensiblement augmenté et les indices du coût de la vie ont enregistré de décembre 1956 à décembre 1957 des variations de plusieurs points :

Allemagne occidentale	+3,5 %
Belgique	+2,9 %
Grande-Bretagne	+4,6 %
Italie.	+3,7 %
Etats-Unis	+3,1 %

Tableau N° 15 : Evolution des prix en France

Désignation	Indices base 100 en 1949				Variation Décembre à Décembre	
	1955 Décembre	1956 Décembre	1957 Juillet	1957 Décembre	1956/55	1957/56
Indices des Prix de gros						
Indice général	137,7	144,3	147,5	164,4	+ 4,8	+ 13,9
Produits alimentaires	124,0	130,0	131,6	156,0	+ 4,8	+ 20,0
Vins du Midi	75,2	94,2	122,9	190,4	+25,3	+102,1
Salaisons et charcuterie	128,2	125,0	126,0	148,0	— 2,5	+ 18,4
Conserves de poissons	107,1	117,0	118,0	127,0	+ 9,2	+ 8,5
Conserves de légumes	117,9	118,0	120,0	121,0	—	+ 2,5
Produits métallurgiques	167,9	170,5	172,8	188,2	+ 1,5	+ 10,4
Matières premières industrielles importées	141,8	150,8	148,2	157,8	+ 6,3	+ 4,6
Produits industriels transformés	141,1	146,7	150,4	159,7	+ 4,0	+ 8,9
Fils et Tissus	116,7	129,7	137,9	141,2	+11,1	+ 8,9
Indices des Prix de Vente aux consommateurs			(Juin)			
Véhicules à moteur	144,4	148,3	152,5	158,6	+ 2,7	+ 6,9
Voitures de tourisme	140,3	143,4	147,1	152,5	+ 2,2	+ 6,3
Véhicules utilitaires	158,9	162,3	169,7	176,0	+ 2,1	+ 8,4
Machines et outillage pour exploitations agricoles	138,4	140,1	143,1	150,1	+ 1,2	+ 7,1

Source : I.N.S.E.E.

Tableau N° 16 : Nature et provenance des importations effectuées par l'A.O.F. en 1957

Produits \ Provenance	Zone Franc	Zone sterling	Zone Dollar	Autres zones (1)	TOTAL
	Millions de francs C. F. A.				
Alimentation humaine	14.391	638	970	2.545	18.544
Energie	429	108	926	1.876	3.339
Matières premières et demi-produits	9.716	307	518	1.577	12.118
Produits finis :					
— pour l'équipement :					
agricole	283	76	38	50	447
industriel	10.506	592	1.796	1.085	13.979
— pour la consommation.	20.734	2.990	608	4.776	29.108
TOTAL	**56.059**	**4.711**	**4.856**	**11.909**	**77.535**
	Pourcentage				
Pourcentages des zones monétaires dans l'ensemble	72,3	6,1	6,3	15,3	100

(1) Y compris les provisions de bord.

Cette augmentation était encore plus marquée en France : l'indice des prix de détail de l'agglomération parisienne des 250 articles est passé de 100,9 en décembre 1956 à 111,1 en décembre 1957 (soit une hausse de +10,9 %). Cette forte augmentation ne s'est cependant manifestée qu'à partir du mois de mai, l'indice de ce mois étant encore de 100,8 (tableau N° 17).

L'ampleur du mouvement varie d'ailleurs sensiblement selon les produits. Le tableau N° 15 montre que si le prix du vin a connu l'extraordinaire hausse de 102 %, celui des conserves de légumes n'a monté que de 2,5 %.

Si l'on s'en rapporte aux indices des valeurs moyennes annuelles des exportations de la France sur les autres pays de la zone franc, on constate que cet indice a augmenté de 5 %, pour l'ensemble des exportations, cette proportion étant de :

3 % pour les produits alimentaires, les boissons et le tabac,
9 % pour les produits bruts,
13 % pour les combustibles,
5 % pour les produits manufacturés.

Le mouvement des prix français affecte particulièrement l'économie de notre zone d'émission dont les achats extérieurs s'effectuent pour une très large part en France, encore que cette proportion ait légèrement diminué au cours de ces dernières années, ayant été de :

75,8 % en 1955
72,4 % en 1956
71,8 % en 1957

pour l'ensemble de l'A. O. F. et du Togo.

Cette importance relative des approvisionnements d'origine française varie d'ailleurs selon les catégories de produits (elle est ainsi relativement faible pour les combustibles liquides) ; en ce qui concerne plus spécialement l'Afrique occidentale française, la part des importations de l'étranger est de :

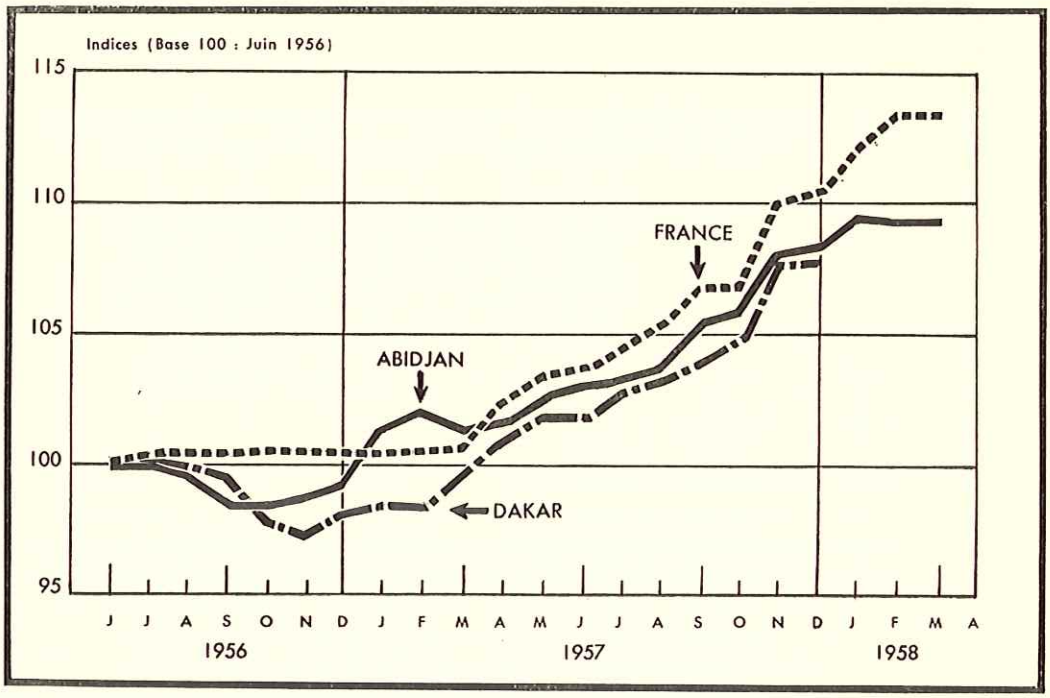
22,4 % pour les denrées alimentaires,
28,8 % pour les autres articles de consommation,
24,5 % pour les matières premières et demi-produits,
25,2 % pour les biens d'équipement.

Un examen détaillé des postes d'importation montrerait des variations beaucoup plus importantes d'un produit à l'autre.

Les produits étrangers tiennent donc un rôle appréciable dans l'approvisionnement de l'A. O. F. et l'on comprend que les autorités locales, surprises par les décisions d'ajustement monétaire d'août 1957, aient éprouvé de vives inquiétudes sur leur incidence.

Dans le souci légitime d'éviter des spéculations sur les stocks et des majorations des prix de vente dépassant celles des prix de revient, elles ont tenu à s'assurer de la consistance des approvisionnements et à en bloquer les prix pour n'autoriser leur majoration que sur justification. Les conditions locales n'en justifient pas toujours la diversité des dispositions prises et il faut regretter qu'aucune organisation d'assistance technique, en une matière aussi délicate que la réglementation des prix, n'ait été à même d'éclairer les divers gouvernements de l'ouest-africain et de faciliter la coordination de leur action.

Indices des prix des matériaux de construction



Si les nouvelles dispositions ont donné des armes aux Pouvoirs publics leur permettant de réprimer les abus, elles ne sauraient cependant empêcher les majorations de prix imposées par les fournisseurs. Ces majorations sont sensibles, nous l'avons déjà noté, et le mouvement des prix des produits importés dans notre zone d'émission les reflète.

C'est ainsi que les prix des matériaux de construction ont connu une évolution parallèle en France et en A. O. F. Dans la mesure où ces variations sont correctement traduites par les indices calculés par notre Institut, l'augmentation a été la suivante, de décembre 1956 à décembre 1957 :

France : +10 % — Dakar : +10 % — Abidjan : + 9,1 %

Dans le même temps, l'indice des prix à la construction à Dakar, calculé par le Service des travaux publics de cette ville a marqué une augmentation de 10,8 %, du même ordre que celle de l'indice du coût de la construction des immeubles à usage d'habitation, calculé pour la France par l'I. N. S. E. E. (+10 %).

Le prix de revient des nouveaux équipements a donc subi dans notre zone d'émission une sensible augmentation qui diminue d'autant le rendement réel des investissements effectués.

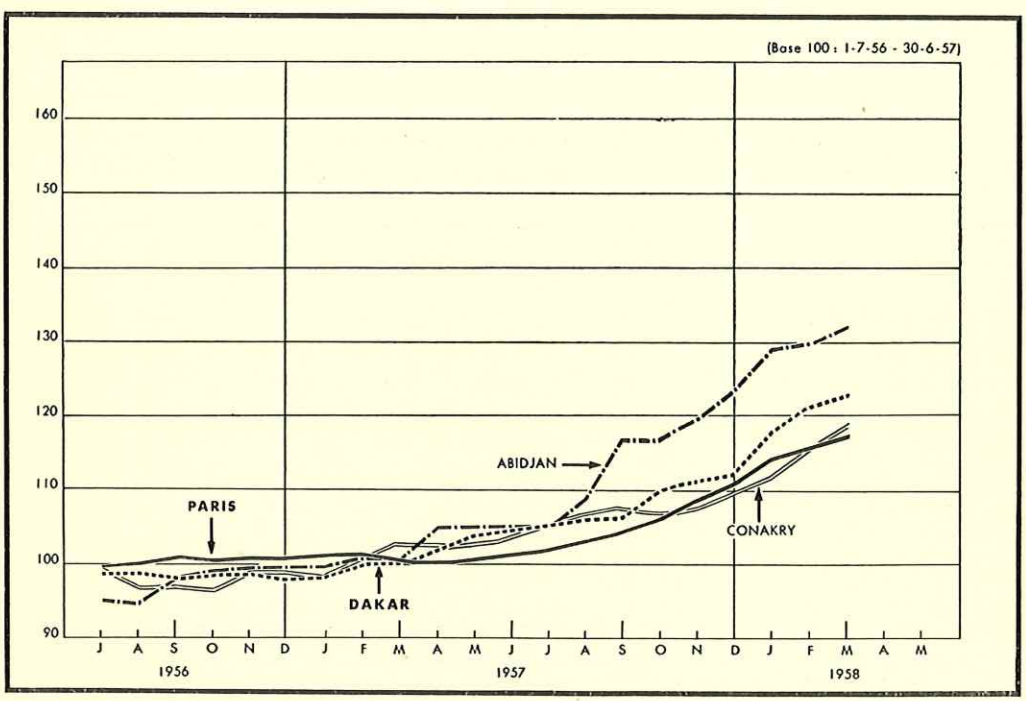
Le coût de la vie semble avoir connu une hausse plus forte encore. Celle enregistrée par les indices calculés par les services officiels est de 11,2 % à Conakry, 14,4 % à Dakar et 23,8 % à Abidjan (tableau N° 17). Ces indices, il est vrai, se rapportent à une « consommation de type européen » dont le coût est particulièrement affecté par le coût de la domesticité et des denrées alimentaires importées.

Tableau N° 17 : Indices des prix à la consommation familiale

Mois	PARIS (250 articles)	Indice type "européen"		
		DAKAR	ABIDJAN	CONAKRY
	Base 100 : 1er Juillet 1956 - 30 Juin 1957			
Juillet 1956	99,9	98,7	94,6	98,4
Août »	100,2	98,7	94,2	97,3
Septembre »	101,0	98,2	98,0	97,3
Octobre »	100,8	98,7	98,8	96,7
Novembre »	101,0	98,7	99,5	98,9
Décembre »	100,9	98,2	99,5	98,9
Janvier 1957	101,2	98,4	99,5	98,4
Février »	101,4	100,0	100,7	100,6
Mars »	100,3	100,0	100,7	102,8
Avril »	100,2	102,0	104,9	102,8
Mai »	100,8	104,0	104,9	103,4
Juin »	101,5	104,5	104,9	104,5
Juillet »	102,2	105,3	104,9	105,6
Août »	103,4	106,0	108,7	107,3
Septembre »	104,7	106,3	116,7	107,8
Octobre »	106,3	109,8	116,7	107,3
Novembre »	108,8	111,3	119,4	107,8
Décembre »	111,1	112,3	123,2	110,0
Janvier 1958	114,9	117,6	129,3	112,3
Février »	116,2	121,2	130,0	116,2
Mars »	117,7	122,7	131,9	118,9

D'après les indices calculées par l'I.N.S.E.E. et les Services de Statistiques de l'A.O.F.

Indices des prix à la consommation



L'incidence du renchérissement des produits importés devrait être plus faible pour les autres catégories de la population. L'absence de toutes données précises en la matière ne permet malheureusement pas d'en juger. Faute de mieux, le tableau N° 18 présente la répartition moyenne, au milieu de l'année 1957, des différents postes du budget dit du « minimum vital » du manœuvre salarié. Les produits importés, vendus en l'état n'y entrent que pour 12,4 %, ceux revendus après transformation locale pour 12,9 %. Pour plus des 2/3, le minimum vital tel qu'il est officiellement établi est dans la dépendance de prix et services de production locale. Il est extrêmement regrettable que l'absence de données sérieuses ne permette pas de suivre l'évolution de ces prix et de juger de la hausse réelle du coût de la vie pour les diverses parties de la population ouest-africaine.

En ce qui concerne les salariés, on peut espérer que la hausse du coût de la vie a été pour eux inférieure à celle de la rémunération, cette dernière s'étant accrue de 20 % à peu près en cours d'année, à en juger par la seule variation du taux du salaire minimum vital garanti.

La hausse des salaires moyens a été vraisemblablement plus forte, mais ici encore il nous est difficile d'en juger faute de données convenables.

Pour une part, le supplément des revenus des salariés tant du secteur public que du secteur privé a été consacré à l'acquisition des biens d'importation.

Hausses des prix, accroissement de la demande ont ainsi concouru à augmenter le montant des importations. Il en a été ainsi, d'autant plus que le développement des importations de toute nature provenant de la zone franc n'est gêné par aucune restriction des échanges ou considération d'équilibre de la balance des paiements.

Tableau N° 18 : Répartition moyenne des dépenses du budget « minimum vital du manœuvre célibataire » (a)

Postes	Alimentation	Combustible	Habillement	Ameublement	Divers	TOTAL
Achats de produits :						
importés	1,3	1,0	2,6	2,7	4,8	12,4
locaux	41,6	4,1	0,6	2,9	1,4	50,6
d'origine mixte (b)	5,4	—	5,0	0,2	2,3	12,9
Services			0,7	—	1,9	2,6
Loyer					17,0	17,0
Impôts directs					2,4	2,4
Divers					2,1	2,1
TOTAL	48,3	5,1	8,9	5,8	31,9	100

(a) D'après les budgets du minimum vital établis dans les différents territoires de l'A. O. F. au milieu de 1957.
(b) Matières importées transformées localement.

1.26. *L'aggravation du déficit de la balance commerciale.*

La stagnation des exportations, le gonflement des importations ont eu pour conséquence d'aggraver le déficit des échanges extérieurs de notre zone d'émission : de 7 milliards de francs c.f.a. en 1956, il est passé à 17 milliards.

Tableau N° 19 : Balance commerciale de l'A.O.F. et du Togo

Années	Importations	Exportations	Balance (E — I)	Valeur relative de la balance $\frac{E-I}{1/2\ (E+I)}$	Couverture des Importations par les exportations
	Millions de francs C.F.A.				
1949	35.934	28.250	— 7.684	— 24 %	78,6 %
1950	43.795	32.493	— 11.302	— 30 %	74,2 %
1951	63.667	41.402	— 22.265	— 42 %	65,0 %
1952	63.524	42.247	— 21.277	— 40 %	66,5 %
1953	57.321	49.518	— 7.803	— 15 %	86,4 %
1954	69.269	62.538	— 6.731	— 10 %	90,3 %
1955	70.408	57.159	— 13.249	— 21 %	81,2 %
1956	69.403	62.357	— 7.046	— 11 %	89,8 %
1957	80.423	62.613	— 17.810	— 25 %	77,9 %

Le tableau N° 20 qui répartit les échanges des trois dernières années selon la zone monétaire des pays intéressés montre que ce déficit affecte désormais les relations de notre zone d'émission avec chacune des zones monétaires.

Les échanges avec les pays de la zone dollar qui présentaient depuis 1954 un solde positif en notre faveur, accusent un déficit de 627 millions de francs c.f.a. Ce renversement est dû moins à un accroissement des importations passées de 4.687 millions de francs c.f.a. en 1956 à 4.918 millions, qu'à une baisse des exportations de 5.729 millions à 4.291 millions de francs c.f.a. en 1957. Cette baisse résulte essentiellement d'une chute des exportations de café sur les Etats-Unis d'Amérique, de 23.446 tonnes en 1956 à 14.696 tonnes en 1957.

L'aggravation du déficit des échanges avec les pays étrangers non compris dans la zone sterling ou la zone dollar, paraît avoir été principalement provoquée par des importations de tissu de coton en provenance de ces pays.

Quant aux échanges de l'A. O. F. et du Togo avec la zone sterling, les statistiques officielles n'en enregistrent qu'une partie et le déficit qu'elles montrent est vraisemblablement beaucoup moins important qu'il n'est en réalité.

Pour une part difficile à préciser, le bétail, le poisson séché ou fumé, les produits vivriers que l'A. O. F. et le Togo exportent en grande quantité vers les territoires étrangers de l'ouest-africain, échappent à tout contrôle tant à la sortie de notre zone d'émission qu'à l'entrée dans les territoires étrangers. En sens inverse, l'A. O. F. et le Togo importent de nombreux objets manufacturés en Europe ou en Asie dont les prix sur les marchés des territoires voisins sont moins élevés en raison surtout d'une moindre fiscalité à l'entrée. Ces importations en A. O. F. et au Togo, bénéficiant souvent de franchises frontalières, échappent pour une très large part au contrôle douanier. Le développement pris par ce trafic porte une grave atteinte à l'organisation économique des pays de notre zone d'émission et prive leurs finances publiques de ressources très appréciables dont elles auraient le plus grand besoin.

Tableau N° 20 : Balance du commerce extérieur de l'A. O. F. et du Togo

Désignation	Année 1955	Année 1956	Année 1957 (1)
	Millions de francs C. F. A.		
Exportations			
Zone Franc	39.444	47.803	49.705
Zone Sterling	3.286	2.899	2.965
Zone Dollar	5.907	5.729	4.291
Autres zones	8.522	5.926	5.652
Total	57.159	62.357	62.613
Importations			
Zone Franc	53.395	50.242	57.741
Zone Sterling	4.838	4.487	5.331
Zone Dollar	3.882	4.687	4.918
Autres zones	8.293	9.987	12.433
Total	70.408	69.403	80.423
Balance			
Zone Franc	— 13.951	— 2.439	— 8.036
Zone Sterling	— 1.552	— 1.588	— 2.366
Zone Dollar	+ 2.025	+ 1.042	— 627
Autres zones	+ 229	— 4.061	— 6.781
Total	— 13.249	— 7.046	— 17.810
Pourcentage de couverture des importations par les exportations		Pourcentages	
Zone Franc	74	95	86
Zone Sterling	67	65	56
Zone Dollar	152	122	87
Autres zones	81	59	45
ENSEMBLE	81	90	78

(1) Compte non tenu des rajustements monétaires intervenus en août 1957.

Le déficit de la balance commerciale n'est pas une caractéristique nouvelle de notre zone d'émission, mais c'est un trait par lequel elle se distingue des autres parties de l'ouest-africain (a).

Le pourcentage moyen de couverture des importations (valeur CAF) par les exportations (valeur FOB) durant la période 1951/1956, a été de 80 % seulement; en 1957 il s'est même réduit à 77 %, alors qu'il s'était relevé à 90 % en 1955 et 1956 (93 % durant la période 1935-1938).

Dans un pays dont la principale source normale de revenus extérieurs est l'exportation, un tel déficit n'a pu s'établir en permanence que par un soutien financier extérieur massif rétablissant l'équilibre nécessaire de la balance des paiements. Cette aide, ce sont les finances publiques métropolitaines qui l'ont consentie.

Tableau N° 21 : Pourcentage de couverture des importations par les exportations

Années	A. O. F.-Togo	Angola	Congo Belge	Ghana	Libéria	Nigéria
	%	%	%	%	%	%
1951	65,0	146,0	124,8	131,1	305,9	141,8
1952	66,5	105,5	96,8	115,5	205,5	114,5
1953	86,3	129,5	109,6	109,2	163,2	114,8
1954	90,3	107,3	106,0	147,7	113,0	131,3
1955	81,1	105,4	120,3	99,2	165,4	97,4
1956	89,8	103,6	129,5	89 1	166 7	88,1
1957	77,8	93,3	111,2	79,8		

SOURCE (pour les pays étrangers) : Fonds Monétaire International.

1.27. *L'accroissement de l'assistance financière métropolitaine.*

Ainsi que l'a déjà noté notre précédent rapport, il n'a jamais été possible d'établir un tableau complet des dépenses de fonctionnement et d'équipement intéressant les pays d'outre-mer de la zone franc et financées sur fonds publics métropolitains (b).

La plus importante masse des dépenses financées par la métropole s'enregistre cependant dans la comptabilité des trésoriers-payeurs d'outre-mer ; le tableau N° 22 en présente le montant pour notre zone d'émission et pour chacune des années 1953 à 1957.

(*a*) Ou plus exactement "qui l'a distingué"; en effet, en plusieurs pays de l'ouest-africain, les balances commerciales excédentaires ont fait place à des déficits importants qui mangent les réserves antérieurement accumulées.

(*b*) La principale raison en est la multiplication des services publics inscrits directement au budget de l'Etat, et aussi des organismes et institutions de statuts divers financés par lui dont l'activité s'étend maintenant outre-mer. Aucun document budgétaire ne rassemble même les crédits ouverts au titre des différents départements ministériels et la difficulté d'extraire des comptes des différents établissements publics les opérations intéressant un territoire n'a pas été surmontée.

Quant aux seules dépenses directement imputées au budget de l'Etat, il n'est pas toujours aisé de déterminer la nature et le montant de celles directement réglées dans la métropole, quoique intéressant indiscutablement l'outre-mer (traitements et frais de transport de personnel en congé, matériels prélevés sur des stocks, etc.). Enfin les procédés comptables d'enregistrement des dépenses entraînent un décalage très appréciable entre la date des règlements effectués et celle de l'imputation définitive après une « régularisation » aux modalités plus ou moins complexes.

Tableau N° 22 : Dépenses réglées sur fonds publics métropolitains en Afrique Occidentale Française et au Togo par les trésoriers-payeurs de ces territoires

DÉPENSES	1953	1954	1955	1956	1957
	Millions de francs métropolitains				
A - DÉPENSES DES SERVICES ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DE L'ÉTAT					
a) Dette publique et viagère (a)	8.135	6.595	6.674	7.111	7.287
b) Services militaires (b)	22.020	24.366	27.348	31.570	43.343
c) Services civils de l'Etat (b)	5.338	5.521	6.137	7.258	17.451
d) Budgets annexes, Etablissements publics	14	16	7	8	197
Total	35.507	36.498	40.166	45.947	68.278
Recettes en A. O. F.-Togo	2.693	4.098	3.816	3.774	7.501
Dépenses nettes	32.814	32.400	36.350	42.173	60.777
B - INVESTISSEMENTS PUBLICS					
a) F. I. D. E. S. (c)	24.361	17.848	18.831	22.853	22.896
b) Caisse centrale de la F. O. M. (c)..	306	1.435	1.272	927	—
c) Caisse des Dépôts et Consignations	—	300	60	—	—
Total	24.667	19.583	20.163	23.780	22.896
Remboursement d'avances et prêts (c).	101	3	3	5	—
Total net	24.566	19.580	20.160	23.775	22.896
C - AIDE FINANCIÈRE AUX BUDGETS TERRITORIAUX (d)					
a) Avances consenties	—	1.260	3.681	1.291	4.402
b) Remboursements effectués	1.349	1.592	5.149	519	4.436
Solde net	— 1.349	— 332	— 1.468	+ 772	— 34
D - OPÉRATIONS DIVERSES ET A CLASSER					
Solde net	— 2.476	+ 6.531	+ 734	— 2.355	— 2.066
TOTAL DES DÉPENSES NETTES....	53.555	58.179	55.776	64.365	81.573

(a) En quasi-totalité dettes viagères.
(b) Dépenses de fonctionnement et d'équipement ainsi que subventions aux budgets locaux.
(c) Opérations effectuées par les Trésoriers payeurs seulement.
(d) Non compris subventions aux budgets locaux incluses dans A § c.

Le montant net des dépenses réglées par les trésoriers-payeurs de l'A. O. F. et du Togo sur fonds publics métropolitains a été en 1957 de 40,8 milliards de francs c.f.a. contre 32,2 en 1956, soit en augmentation d'une année à l'autre de 8,6 milliards de francs c.f.a. (+26,7 %).

L'importance de cette ressource extérieure s'apprécie mieux en la comparant à celle que procurent les exportations des produits.

A eux seuls, les droits acquis par les anciens combattants et militaires pensionnés procurent à notre zone d'émission un revenu égal au double de ses exportations de bananes ou de bois, aux deux tiers de toutes ses exportations de produits minéraux ou à la moitié de ses exportations de cacao.

L'apport des finances publiques métropolitaines aux revenus de l'Afrique occidentale française et du Togo a atteint, en 1957, près des deux tiers de celui des exportations de produits du cru. Ce très fort pourcentage a déjà été enregistré en 1952; mais cette dernière année, charnière entre deux plans quadriennaux, avait vu des règlements particulièrement importants de travaux financés par le F.I.D.E.S.

Les règlements, par les trésoriers-payeurs, au titre des plans d'équipement, ont représenté, en 1952, 72 % du total des dépenses nettes sur fonds métropolitains ; cette proportion est tombée à 40 % en 1955, 37 % en 1956 et seulement 28 % en 1957. On ne saurait cependant déduire de ces seules données un ralentissement du financement public métropolitain d'investissements en A. O. F. et au Togo : en effet une partie croissante de ce financement ne transite plus par les trésoriers-payeurs d'outre-mer, mais est réglée directement en France aux organismes chargés de les exécuter.

Le tableau N° 22 fait ressortir le considérable développement des services publics inscrits au budget de l'Etat. Si l'on ajoute que le F. I. D. E. S. lui-même a dû prendre en charge bien des « dépenses de fonctionnement » et que tous les budgets des pays de notre zone d'émission consacrent à cette même catégorie de dépenses la quasi totalité de leurs ressources, on peut conclure, sans craindre d'erreur, que l'entretien des services publics absorbe une très large part et toujours croissante du revenu de ces pays.

Les dépenses de fonctionnement des services publics civils ont été, en 1957, du même ordre de grandeur que la valeur des exportations (une soixantaine de milliards).

Certes, nos territoires offrent à leur élite des réalisations scolaires, sanitaires, scientifiques ou des édifices publics que des pays plus prospères peuvent nous envier. Il serait cependant erroné d'en conclure que la masse de la population rurale dispose, à la mesure de ses plus stricts besoins, des services publics élémentaires que sont l'eau potable, l'état-civil, l'école primaire, le dispensaire, une piste viable en toute saison ou les conseils d'un vulgarisateur de meilleure technique de production. Ce n'est point « d'excès de services publics » que souffrent l'A. O. F. et le Togo, mais d'un prix de revient trop élevé de la fonction publique eu égard à leurs possibilités et à leurs besoins.

Qu'elles soient demandées au contribuable métropolitain ou à la fiscalité locale, les ressources qu'il faut affecter à ce secteur de la dépense publique sont en partie perdues pour le développement de l'économie.

Bien plus, l'inéluctable accroissement parallèle de la fiscalité et des dépenses de fonctionnement n'encourage guère les capitaux et les hommes à concourir au développement de l'économie ouest-africaine.

Pour surmonter leur crainte, les pouvoirs publics, tant de la métropole que des pays de notre zone d'émission, ont dû leur reconnaître une situation fiscale particulière.

L'efficacité et le maintien de celle-ci se trouveraient singulièrement renforcés si les dépenses publiques pouvaient être maintenues à un niveau raisonnable et satisfaites par les ressources disponibles.

1.28. *L'appel aux investissements privés.*

La limitation, voire la réduction de la faculté des finances publiques locales ou métropolitaines de contribuer au développement économique a rendu plus que jamais indispensable l'appel à l'entreprise privée pour financer et animer de nouvelles activités économiques. Le Parlement a sanctionné, au début de l'année 1957, une série de dispositions prises par le Gouvernement à la fin de l'année 1956, pour stimuler ou faciliter les investissements privés dans les territoires d'outre-mer.

Un décret n° 56-1249 du 10 décembre 1956 (modifié par décret n° 57.386 du 27 mars 1957) a ainsi institué un régime de faveur pour inciter les entreprises métropolitaines à constituer des réserves spéciales destinées à des investissements de caractère productif dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun ou dans la République du Togo.

Sous certaines conditions, ces entreprises pourront obtenir la mise à leur disposition de sommes équivalentes au versement effectué par elles au titre de la taxe proportionnelle ou de l'impôt sur les sociétés ayant frappé les réserves spéciales constituées. L'application de ces dispositions était subordonnée à l'ouverture des crédits budgétaires nécessaires. Le budget de l'Etat pour l'exercice 1958 y pourvoira, comportant à cet effet l'inscription d'un crédit de 700 millions de francs métropolitains.

Un décret n° 56-1131 du 13 novembre 1956 (modifié par décret n° 57-206 du 23 février 1957) s'est attaché à offrir un statut spécial assorti d'avantages particuliers aux « sociétés françaises par actions ayant pour objet de concourir au financement des entreprises notamment agricoles, industrielles, minières ou de transports contribuant directement à l'exécution des plans dans les territoires d'outre-mer ».

La première agréée de ces sociétés financières pour le développement des territoires d'outre-mer est la *Compagnie Financière pour l'Outre-Mer* (COFIMER), constituée le 17 novembre 1957 et qui se propose de participer au financement de plusieurs grandes entreprises minières et énergétiques de notre zone d'émission.

Les sociétés de ce type peuvent, très heureusement recueillir les épargnes individuelles pour les affecter à des investissements d'outre-mer, complétant ou relayant l'aide apportée par les banques françaises au financement à long terme des entreprises de grande envergure.

Les conditions offertes à celles-ci ont encore été améliorées.

Un décret n° 56-1134 du 13 novembre 1956, dérogeant à notre législation, a autorisé exceptionnellement les sociétés ayant leur siège social dans un territoire d'outre-mer et y exerçant leur activité, à créer des actions disposant de droits de vote privilégiés ou restreints. Un autre décret n° 56-1132, de même date, a porté de 15 à 25 ans la durée des conventions fiscales que les territoires d'outre-mer peuvent conclure avec les entreprises effectuant des investissements agréés.

Un troisième décret n° 56-1133 du 13 novembre 1956 (modifié par décret 57-207 du 23 février 1957) permet la conclusion de « conventions fixant et garantissant pour une durée déterminée et en ce qui concerne les matières comprises dans la compétence des Assemblées Territoriales, les conditions de l'établissement et du fonctionnement d'entreprises concourant à l'exécution des plans de développement ».

La République du Togo a adopté des mesures analogues, sanctionnées par une loi togolaise n° 57-036 du 11 novembre 1957.

Ces dispositions ont déjà reçu des applications

— au Togo, avec la *Compagnie Togolaise des Mines du Bénin*, qui a entrepris l'exploitation d'un gisement de phosphates dans le Sud-Togolais ;

— au Sénégal avec la *Compagnie Sénégalaise des Phosphates de Taïba* ;

— en Guinée, avec la *Société des Bauxites du Midi*, pour les réalisations de ses projets d'exploitation minière de la région de Boké ;

— et la *Compagnie Internationale pour la Production de l'Alumine « FRIA »*, ainsi que ses filiales, la Société des Transports et des Installations Portuaires de Fria (TRANSFRIA) et la Société Immobilière de Fria (SIFRIA).

Ces entreprises sont trop connues pour qu'il soit nécessaire de rappeler leur objet et l'importance des investissements qu'entraîne leur réalisation.

Celle-ci est entrée en une phase active et l'année 1957 ouvre pour plusieurs parties de notre zone d'émission, et particulièrement la Guinée, une étape nouvelle de leur transformation économique.

L'ampleur des travaux déjà entrepris, l'ardeur avec laquelle ils sont menés constituent le meilleur témoignage qui puisse être de foi en l'avenir de l'ouest-africain, la preuve aussi que cet avenir trouve dans la zone franc les meilleures possibilités de s'affirmer.

2ème PARTIE

LA MONNAIE ET LE CRÉDIT

EN A.O.F. ET AU TOGO

EN 1957

DEUXIÈME PARTIE

LA MONNAIE ET LE CRÉDIT EN AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE ET AU TOGO EN 1957

L'évolution économique décrite précédemment s'est bien entendu traduite dans l'émission monétaire et la distribution du crédit.

Avant d'aborder l'étude de ces deux facteurs, qui constituent plus particulièrement le domaine propre de l'Institut, il paraît indispensable de préciser au préalable les incidences en ce domaine des importantes réformes institutionnelles entrées en vigueur au cours de l'année 1957 en Afrique Occidentale Française et dans la République du Togo. L'évolution générale de la masse monétaire, celle du crédit, puis l'action de notre établissement à cet égard seront ensuite examinées successivement.

2.1. LES INSTITUTIONS MONÉTAIRES ET DE CRÉDIT

2.11. *La réforme des institutions politiques et le régime monétaire.*

L'année 1957 est le début d'une nouvelle ère politique pour les divers pays de notre zone d'émission. Leurs institutions ont connu une véritable révolution et l'esprit que l'a animée a semé les germes d'une évolution aux perspectives plus larges encore que celles que délimitent actuellement les textes.

L'autonomie de gestion des affaires intérieures reconnue aux autorités locales a entraîné une définition restrictive des compétences du pouvoir central. Mais un accord unanime a inscrit parmi celles-ci le **régime monétaire.**

L'article 27 du décret nº 58-187 du 22 février 1958 modifiant le décret du 24 août 1956 portant statut de la *République du Togo* reconnaît à la République française « la responsabilité des relations extérieures, de la *politique monétaire* et de la défense de la République togolaise ».

Le même article précise : « en conséquence, la législation et la réglementation relatives..., à la monnaie et aux changes..., sont de la compétence de la République française », et il prévoit que : « des conventions entre les gouvernements français et togolais détermineront autant que de besoin les modalités des dispositions précédentes ».

C'est ainsi qu'a été conclue entre les deux gouvernements et signée à Lomé, le *24 février 1958*, une *convention franco-togolaise relative à la monnaie et au commerce extérieur.*

Concernant les *territoires d'outre-mer* dont fait partie le groupe des huit territoires de l'Afrique Occidentale Française, le décret nº 56-1227 du 3 décembre 1956 (modifié par décret nº 57-479 du 4 avril 1957) stipule dans son article premier :

« Dans les territoires d'outre-mer, les relations extérieures, la défense, la garantie « des libertés publiques, le maintien de la solidarité des éléments constituant la République « et son expansion dans les domaines économique, social et culturel, son *régime monétaire* et financier ainsi que la représentation du pouvoir central constituent des intérêts « généraux de la République gérés et administrés par des services de l'Etat ou des offices « ou *établissements publics de l'Etat* ».

L'émission de la monnaie et les attributions qui s'y rattachent sont des compétences du pouvoir central dont l'exercice peut être confié par lui à un établissement public.

Les statuts de notre institut d'émission permettaient très aisément de lui faire prendre place dans ce nouvel aménagement des institutions. Il a suffi qu'un décret nº 57-239 du 24 février 1957 sanctionne sa qualité d'établissement public d'Etat.

Nos statuts ont seulement été affectés par des mesures de déconcentration administrative décidées par décret nº 57-817 du 22 juillet 1957 en ce qu'elles ont délégué au Haut Commissaire de la République en Afrique Occidentale Française :

« — la nomination des administrateurs représentant les territoires au Conseil d'admi- « nistration des banques ou instituts d'émission (a). »

« — la fixation du mode de calcul de la fraction revenant à chaque territoire sur les « versements statutaires des établissements chargés du service de l'émission (b) ».

Dans les matières du ressort de l'Institut, les problèmes fondamentaux semblent avoir déjà trouvé une solution satisfaisante dans les institutions actuelles, dans leur état présent ou sous réserve de quelques légères modifications.

— une conjonction des actions sans laquelle il n'y aurait point de zone franc et sans laquelle ne pourrait point s'exercer l'assistance financière de ses parties les plus avancées au profit des plus déshéritées ;

— des institutions monétaires propres à chacune des régions économiques de cette zone franc, suffisamment autonomes pour répondre aux conditions particulières sans nuire à la cohésion de l'ensemble ;

— une association étroite des représentants qualifiés des divers pays à la gestion des institutions monétaires les intéressant.

(a) L'article 4 du décret nº 55-103 du 20 janvier 1955 confiait cette détermination à une décision conjointe des Ministres des Finances et de la France d'Outre-Mer.

(b) Aux termes de l'article 5 du décret du 20 janvier 1955, portant réforme du régime de l'émission monétaire en Afrique Occidentale Française et au Togo et des articles 25 et 26 des statuts de l'Institut, les représentants des territoires étaient nommés par le Ministre de la France d'Outre-Mer. Cette nomination a pu être déléguée au Haut-Commissaire, mais cette délégation n'affecte pas les dispositions de l'article 7 du décret du 20 janvier 1955 et l'article 27 des statuts selon lesquels les administrateurs représentant les territoires sont nommés « après désignation par le Grand Conseil de l'Afrique Occidentale Française sur des listes présentées par le Haut-Commissaire de la République et comportant trois fois plus de noms que d'administrateurs à nommer ».

2.12. *La réforme du régime de l'émission de la monnaie métallique.*

Cette faculté d'adaptation des institutions monétaires de l'ouest africain aux conditions nouvelles s'est encore manifestée par l'abandon d'errements, cependant plusieurs fois séculaires, qui réservaient au seul Trésor public l'émission des monnaies métalliques.

Cette règle remontait à la lointaine période où le Prince se réservait le droit de garantir par sa marque le poids et le titre du petit lingot de métal précieux qu'était essentiellement la monnaie métallique.

Mais il n'y a plus aujourd'hui, circulant pour leur valeur nominale, de monnaies en or, et les pièces de métaux divers ayant cours légal ont une valeur marchande bien inférieure à leur valeur nominale ; elles sont, tout autant que le billet de banque, une « monnaie fiduciaire ».

Aussi, se dégageant de traditions européennes dont le respect ne s'imposait pas dans les pays neufs, les institutions monétaires de l'ouest et l'est africain britannique comme celles du Congo belge avaient-elles, depuis longtemps, confié au même organisme l'émission de toutes les espèces monétaires, que leur support soit de papier ou de métal.

S'inspirant de ces exemples et parachevant ainsi la réforme de l'émission de la monnaie dans l'ouest africain français, le décret n° 57-244 du 24 février 1957 (modifié par le décret n° 57-749 du 3 juillet 1957) a autorisé le transfert de l'émission de la monnaie métallique aux établissements publics et banques assurant l'émission des billets dans les territoires et pays relevant du Ministère de la France d'outre-mer.

Faisant une première application de ces nouvelles dispositions, un décret du 31 août 1957 a confié à notre Institut l'émission des monnaies métalliques en Afrique Occidentale Française et au Togo. Les modalités de prise en charge de cette nouvelle fonction ont fait l'objet d'une convention du 8 octobre 1957 approuvée par décret du 12 octobre 1957.

Depuis le 1er octobre 1957 notre Institut assume « l'émission des monnaies métalliques au même titre et dans les mêmes conditions que des billets au porteur » dans l'ensemble de notre zone d'émission (décret du 24 février 1957, article 1er).

L'unité du régime de l'émission monétaire ainsi réalisée, outre les avantages techniques qui l'ont fait adopter dans la plupart des pays étrangers ayant récemment revisé leurs institutions monétaires, a aussi pour conséquence d'associer les représentants qualifiés des territoires à la gestion de l'ensemble des émissions de signes monétaires.

2.13. *La réglementation du crédit et de la profession bancaire.*

Le crédit bancaire est lui aussi créateur de monnaie ; aussi convient-il que les établissements qui le dispensent soient soumis à des règles voisines dans toute l'étendue d'une zone monétaire à l'intérieur de laquelle les transferts ne connaissent aucune restriction. Cette uniformité nécessaire des règles d'organisation du crédit a été réalisée, sous réserve d'adaptation nécessitée par les conditions locales, par l'extension outre-mer de la réglementation française.

Décidée par décret n° 55-625 du 20 mai 1955, cette extension n'avait reçu en 1956 qu'un début d'exécution, un décret n° 56-495 du 14 mai ayant précisé les règles de fonctionnement des banques de dépôts installées dans les territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo.

Dans le courant de l'année 1957, ont pu être promulguées les dispositions réglementaires auxquelles était encore suspendue l'application complète de la législation prévue :

— décret n° 57-286 du 9 mars 1957 fixant les conditions d'application dans les territoires d'outre-mer du décret n° 55-625 du 20 mai 1955 ;
— décret n° 57-287 du 9 mars 1957 fixant les conditions d'application dans la République autonome du Togo du décret n° 55-625 du 20 mai 1955 ;
— décret n° 57-284 du 9 mars 1957 relatif au Comité Monétaire de la Zone Franc siégeant en commission restreinte, en application du décret n° 55-625 du 20 mai 1955 pour les affaires intéressant les territoires d'outre-mer, le Cameroun et la République autonome du Togo ;
— arrêtés ministériels du 21 mai 1957 fixant le capital minimum des banques et établissements financiers dans les territoires d'outre-mer et la République autonome du Togo.

Ces dispositions réglementaires promulguées, demeurent encore à prendre les dernières décisions nécessaires pour permettre notamment à la Commission de Contrôle des Banques d'assumer complètement, à l'égard des banques installées outre-mer, les fonctions de surveillance et de juridiction professionnelle qu'elle exerce en France.

La réglementation du crédit et de la profession bancaire associe étroitement à son application l'Institut d'émission. C'est ainsi qu'elle appelle notre Président à siéger à la commission restreinte, instituée par décret n° 57-284 du 24 mars 1957 pour exercer outre-mer les attributions dévolues en matière d'organisation du crédit, au Comité Monétaire de la zone franc. Elle le fait également siéger à la Commission de Contrôle des Banques pour les affaires intéressant notre zone d'émission.

Confirmant l'article 22 de nos statuts, le décret du 14 mai 1956 fixant les règles de fonctionnement des banques de dépôts établies en Afrique Occidentale Française et au Togo a confié à l'Institut le soin d'assurer la centralisation des risques bancaires. Celle-ci est réalisée, depuis le 31 janvier 1957, dans des conditions nouvelles, améliorées et codifiées par un nouveau règlement établi après consultation des banques intéressées et avec la collaboration du Secrétariat du Comité Monétaire de la zone franc.

Pour inciter à un meilleur respect des règles relatives à l'émission des chèques, deux décrets du 23 mars 1957 ont étendu, l'un aux territoires d'outre-mer, l'autre au Togo les dispositions du décret du 20 mai 1955 relatif aux conditions de fonctionnement des comptes sur lesquels il peut être disposé par chèque. Cette réglementation prévoit notamment une déclaration obligatoire des chèques impayés faute de provision ou autres irrégularités et confie à l'Institut la centralisation de ces déclarations. Divers motifs ayant différé en Afrique Occidentale Française la promulgation du décret du 23 mars 1957, cette nouvelle réglementation n'a pu être appliquée qu'au cours du dernier trimestre de l'année. Il est encore trop tôt pour juger de son efficacité.

2.14. *L'inscription des établissements de crédit spécialisés.*

En application de la réglementation sur la profestion bancaire rappelée plus haut, la commission restreinte « territoires d'outre-mer » du Comité Monétaire de la zone franc a inscrit, au cours de sa réunion du 7 juin 1957, sur la liste des banques françaises, la *Société Immobilière et Financière Africaine* (S. I. F. A.), société anonyme au capital de 100 millions de francs c.f.a. dont le siège social est à Dakar. Cet établissement, spécialisé dans le crédit à moyen terme, entretient des agences dans notre zone d'émission à Bamako, Kaolack, Ziguinchor, Conakry, Abidjan, Gagnoa et Cotonou.

La commission restreinte a également pris acte, au 18 novembre 1957, de la déclaration d'activité du *Crédit Foncier de l'Ouest Africain*, société anonyme au capital de 84 millions de francs c.f.a., dont les agences de Dakar et d'Abidjan pratiquent des opérations de crédits immobiliers et prêts hypothécaires dans le cadre des dispositions particulières des décrets du 22 avril 1937 et 13 décembre 1952.

Enfin, en cette même réunion du 18 novembre 1957, la commission a enregistré comme établissements financiers :

— l'*Union Africaine Agricole et Industrielle* (U. A. A. I.) Société anonyme, capital de 125 millions de francs c.f.a., siège social à Dakar ;
— la *Société Auxiliaire de l'Afrique Française* (S. A. U. X. A. F.) Société anonyme, capital de 50 millions de francs c.f.a., siège social à Dakar ;
— la *Société Immobilière de l'Afrique Occidentale*, Société anonyme, capital de 100 millions de francs c.f.a., siège social à Dakar ;
— la *Société Africaine de Crédit Automobile* (S. A. F. C. A.) Société anonyme, capital de 40 millions de francs c.f.a., siège social à Dakar.

2.15. *Les organismes publics de crédit.*

Tandis que ces diverses entreprises privées s'inscrivaient dans le cadre de la nouvelle réglementation de leur activité, la mise en place des « organismes publics de crédit polyvalents » se poursuivait.

La création du *Crédit du Togo* avait été approuvée par l'Assemblée législative et le Gouvernement togolais à la fin de l'année 1956 (loi togolaise n° 56-11 du 28 décembre). Le nouvel organisme a pu entrer en fonction vers le milieu de l'année 1957 et son activité est déjà appréciable.

Au même moment, mais à l'autre extrémité de notre zone d'émission, le *Crédit du Sénégal* commençait ses premières opérations. Le réseau des organismes publics de crédit polyvalents a été d'autre part complété, en cours d'année, par la création approuvée par arrêté du 16 août 1957 du Ministre de la France d'outre-mer, du *Crédit de la Haute-Volta*, du *Crédit du Niger* et du *Crédit du Soudan*. Le Conseil d'administration de ce dernier a pu tenir sa première réunion constitutive en février 1958 à Bamako et celui du Crédit du Niger s'est réuni le 27 mars dernier.

Ainsi, à l'exception de la Mauritanie où cette création ne paraît pas s'imposer dans l'immédiat, chacun des pays de notre zone d'émission est doté d'un organisme public de crédit pouvant assurer le financement d'opérations qui ne peuvent être du ressort normal des établissements privés de crédit.

NOUVEAUX GUICHETS OUVERTS EN A. O. F. ET AU TOGO ENTRE LE 1er JANVIER 1957 ET LE 1er JUIN 1958

Territoires	Localités	Banques	Date d'ouvert.	Jours d'ouverture
MAURITANIE	Port-Etienne	Banque de l'Afrique Occidentale	26 décem. 1957	*Guichet perman.*
GUINÉE	Boké	Banque de l'Afrique Occidentale	21 janvier 1958	mardi et jeudi
	Fria	*a*) Société Générale	1er janvier 1958	mercredi et vendredi
		b) Crédit Lyonnais	24 janvier 1958	vendredi
		c) B. N. C. I.	1er mars 1958	Deux jours par semaine
		d) Banque Commerciale Africaine	28 mars 1958	2e et 4e vendredi de chaque mois
		e) Banque de l'Afrique Occidentale	7 mai 1958	Mercredi et jeudi
	Kankan	Banque de l'Afrique Occidentale	21 janvier 1958	mardi et vendredi
	Kerouané	Banque de l'Afrique Occidentale	24 janvier 1958	mardi et vendredi
COTE D'IVOIRE	Divo	Crédit Lyonnais	16 janvier 1958	jeudi et vendredi
	Kotobi	Société Générale	3 déc. 1957	mardi et vendredi
NIGER	Magaria	B. N. C. I.	6 nov. 1957	mardi et jeudi
	Zinder	B. N. C. I.	1er nov. 1957	*Guichet perman.*

Le financement des grandes entreprises concourant à la réalisation des plans de développement est naturellement resté du ressort direct de la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer. Par leur importance, ces opérations excèdent considérablement les possibilités propres de notre zone d'émission et leur financement doit nécessairement faire appel à des ressources extérieures. Quant au financement de l'activité économique courante, il est plus spécialement du ressort des banques de dépôts.

2.16. *Les banques de dépôts et le réseau bancaire.*

Ainsi que l'indiquait notre précédent rapport (page 95) cinq banques de dépôts exercent leur activité dans notre zone d'émission :

— la *Banque de l'Afrique Occidentale* (B. A. O.),
— la *Banque Commerciale Africaine* (B. C. A.),
— la *Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie* (B. N. C. I.),
— le *Crédit Lyonnais* (C. L.),
— la *Société Générale pour favoriser le développement du Commerce et de l'Industrie en France* (S. G.).

Ces cinq banques entretiennent, dans notre zone d'émission, soixante agences (guichets permanents) accueillant le public tous les jours ouvrables de l'année et une vingtaine de guichets temporaires ou périodiques ouverts pendant la période de grande activité commerciale ou seulement certains jours de la semaine.

Quarante trois centres de l'Afrique Occidentale Française et du Togo possèdent au moins un guichet de banque, vingt-neuf d'entre eux, en permanence.

Le tableau page 48 précise la répartition des nouveaux guichets bancaires, mettant à jour à fin mai 1958 les documents insérés dans notre premier rapport d'activité.

Tableau N° 23 : Répartition territoriale des guichets des banques de dépôts ouverts le 1er juin 1958

TERRITOIRES	B. A. O.	B. C. A.	B. N. C. I.	C. L.	S. G.	TOTAL
Sénégal	3	4	3	2	2	14
Mauritanie	1	—	—	—	—	1
Soudan	1	1	3	2	—	7
Guinée	7	2	8	5	2	24
Côte d'Ivoire	2	4	5	5	4	20
Haute-Volta	1	—	1	—	—	2
Niger	4	—	3	—	—	7
Dahomey	1	1	2	1	—	5
Total A. O. F.	20	12	25	15	8	80
République du Togo	1	—	1	1	—	3
Total A. O. F.-Togo	**21**	**12**	**26**	**16**	**8**	**83**

Dans la période sous revue (1er janvier 1957-1er avril 1958) trois guichets périodiques ont cessé d'être desservis ; par contre, deux guichets permanents et onze guichets périodiques ont été ouverts.

Les **guichets fermés** sont :

— le guichet périodique d'*Akjoujt* (Mauritanie) de la *B. N. C. I.*
— le guichet périodique de *Kissidougou* (Guinée) de la *B. N. C. I.*
— le guichet périodique de *Macenta* (Guinée) du *Crédit Lyonnais.*

Les **nouveaux guichets** ouverts au public depuis le 1er janvier 1957 sont portés au tableau ci-joint. L'ouverture de ces guichets a trouvé son motif dans la desserte :

— des chantiers de construction de l'infrastructure des futures exploitations minières de Guinée *(Fria, Boké)* ou de Mauritanie *(Port-Etienne) ;*
— des placers diamantifères de *Kérouané* (Guinée) ;
— des « acheteurs » de café et de cacao de la Côte d'Ivoire *(Divo, Kotobi)* ou d'arachides du Niger *(Zinder).*

La contexture actuelle du réseau bancaire de l'Afrique Occidentale Française et du Togo répond aux besoins présents de la clientèle. On peut même penser que ceux-ci sont largement satisfaits dans bien des centres, en ce qui concerne tout au moins le nombre des guichets. Les résidents des petites localités ont à leur disposition, pour leurs opérations de caisse et mouvements de fonds, un réseau déjà assez dense de bureaux de poste.

Tableau N° 24 : Nombre de localités possédant un guichet de banque

TERRITOIRES	Nombre de localités ayant au moins			TOTAL
	un guichet permanent	un guichet semi-permanent	un guichet périodique	
Sénégal	5	1	1	7
Mauritanie	1	—	—	1
Soudan	4	—	—	4
Guinée	6	1	4	11
Côte d'Ivoire*	6	1	3	10
Haute-Volta	2	—	—	2
Niger	3	1	—	4
Dahomey	1	—	1	2
Togo	1	—	—	1
	29	4	9	42

*Treichville n'étant pas considéré comme une localité distincte d'Abidjan.

2.17. *La réorganisation des services postaux.*

La réforme de l'organisation administrative des territoires d'outre-mer a entraîné celle de leurs services postaux ; ceux-ci ont été constitués en offices dont l'action est coordonnée et assistée par un office administratif central (décret nº 56-1219 du 3 décembre 1956).

La gestion des services postaux et télégraphiques des huit territoires de l'Afrique Occidentale a été ainsi transférée à un *Office des Postes et Télécommunications de l'Afrique Occidentale Française,* établissement public à caractère industriel et commercial, doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Les règles de fonctionnement de ce nouvel organisme ont été fixées par divers décrets et arrêtés du Ministre de la France d'outre-mer, du Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer et du Haut Commissaire de la République, promulgués au cours des deuxième et troisième trimestres de l'année 1957, la nouvelle organisation ayant pour point de départ le 1er juillet (décret nº 57-622 du 15 mai 1957 et arrêté ministériel du 15 mai 1957).

Conçus sur le mode européen, les services postaux de l'Afrique Occidentale Française ne se limitent pas à la transmission des articles postaux et à l'exécution des mouvements de fonds de faible montant (mandats postes) mais offrent aussi au public un service complet de conservation et de mouvements de fonds : le *services des chèques et comptes courants postaux* auxquels participent plus de 339 bureaux de postes.

L'organisation comptable actuelle limite malheureusement les services que peut rendre ce réseau aux huit grandes villes, sièges des centres comptables (Dakar, Saint-Louis, Bamako, Conakry, Abidjan, Ouagadougou, Niamey et Porto-Novo) (1).

(1) Diverses raisons matérielles ont retardé l'organisation au Togo d'un service de chèques postaux. Le centre de chèques postaux de Lomé vient cependant d'être ouvert aux usagers le 1er mai 1958.

Tableau Nº 25 : Répartition territoriale des bureaux de postes participant au service des chèques et comptes courants postaux au 1er janvier 1958

TERRITOIRES	BUREAUX				Total
	CH P	CH P1	CH P2	CH P3	
Sénégal	10	4	53	3	70
Mauritanie	—	1	22	1	24
Soudan	4	1	40	9	54
Guinée	5	3	22	11	41
Côte d'Ivoire	8	8	39	—	55
Haute-Volta	2	—	19	14	35
Niger	3	—	15	6	24
Dahomey	2	—	22	12	36
Total	34	17	232	56	339

CH P : Bureau ouvert à l'émission et au paiement des chèques postaux d'un montant illimité.
CH P1 : Bureau ouvert à l'émission et au paiement des chèques postaux jusqu'au maximum de 2 millions de francs.
CH P2 : Bureau ouvert à l'émission et au paiement des chèques postaux jusqu'au maximum de 500.000 francs.
CH P3 : Bureau ouvert à l'émission et au paiement des chèques postaux jusqu'au maximum de 100.000 francs

2.18. *Le service du Trésor et le réseau des caisses publiques.*

La réforme des institutions politiques et administratives des *territoires d'outre-mer*, issue de la loi du 23 juin 1956, a classé le service du Trésor parmi les « services d'Etat » (décret nº 56-1227 du 3 décembre 1956, modifié par décret nº 57-479 du 4 avril 1957) et, à la demande de la *République du Togo*, le service du Trésor togolais est assuré par le service du Trésor de la République Française (décret du 22 février 1958, article 22).

Ces textes laissent, par contre, indéterminé le statut des « agences spéciales » auxquelles sont confiés, hors des grands centres, la perception des recettes et le paiement des dépenses publiques.

Pour l'heure, une trésorerie générale (Dakar), 8 trésoreries, 24 paieries ou perceptions et 227 agences spéciales constituent le réseau des caisses publiques de l'Afrique Occidentale Française et de la République du Togo.

Ce réseau, faut-il le rappeler, joue un rôle considérable dans le mouvement de fonds, la diffusion ou la collecte des espèces monétaires dans un pays où l'usage de la monnaie scripturale est encore peu répandu. Aussi, notre Institut se félicite-t-il particulièrement des étroites liaisons qu'il a pu établir avec les services du Trésor et de la collaboration que ceux-ci lui apportent en dépit de moyens souvent fort restreints dont la modernisation est d'autant plus souhaitable qu'elle rendrait plus efficace le très large concours financier de la métropole comme la mobilisation et l'utilisation des ressources publiques locales.

Tableau Nº 26 : Réseau des Caisses Publiques en Afrique Occidentale Française et au Togo

TERRITOIRES	Trésoreries	Paieries	Perceptions	Agences spéciales
Mauritanie	» (a)	—	2	20
Sénégal (b)	2	7	—	18
Soudan	1	4	—	30
Guinée	1	3	—	23
Côte d'Ivoire	1	1	—	46
Haute-Volta	1	2	—	33
Niger	1	1	—	22
Dahomey	1	4	—	22
Total A.O.F.	8	22	2	214
République du Togo	1	—	—	13
Total A.O.F.-TOGO	9	22	2	227

(a) Du ressort de la Trésorerie du Sénégal et de la Mauritanie dont le siège est à Saint-Louis du Sénégal.
(b) Y compris Trésorerie Générale de l'A. O. F. à Dakar.

2.2. L'ÉVOLUTION DES DISPONIBILITÉS MONÉTAIRES DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE ET DU TOGO EN 1957

Une étude des phénomènes monétaires doit nécessairement embrasser l'ensemble des disponibilités monétaires, qu'elles se présentent sous la forme :

— de monnaie fiduciaire (billets ou monnaies métalliques).

— ou de monnaie scripturale (dépôts dont il peut être disposé par chèques ou virements de comptes).

La monnaie fiduciaire conserve encore dans l'ouest africain la première place et son émission étant l'objet propre de l'activité de l'Institut, elle retiendra d'abord notre attention.

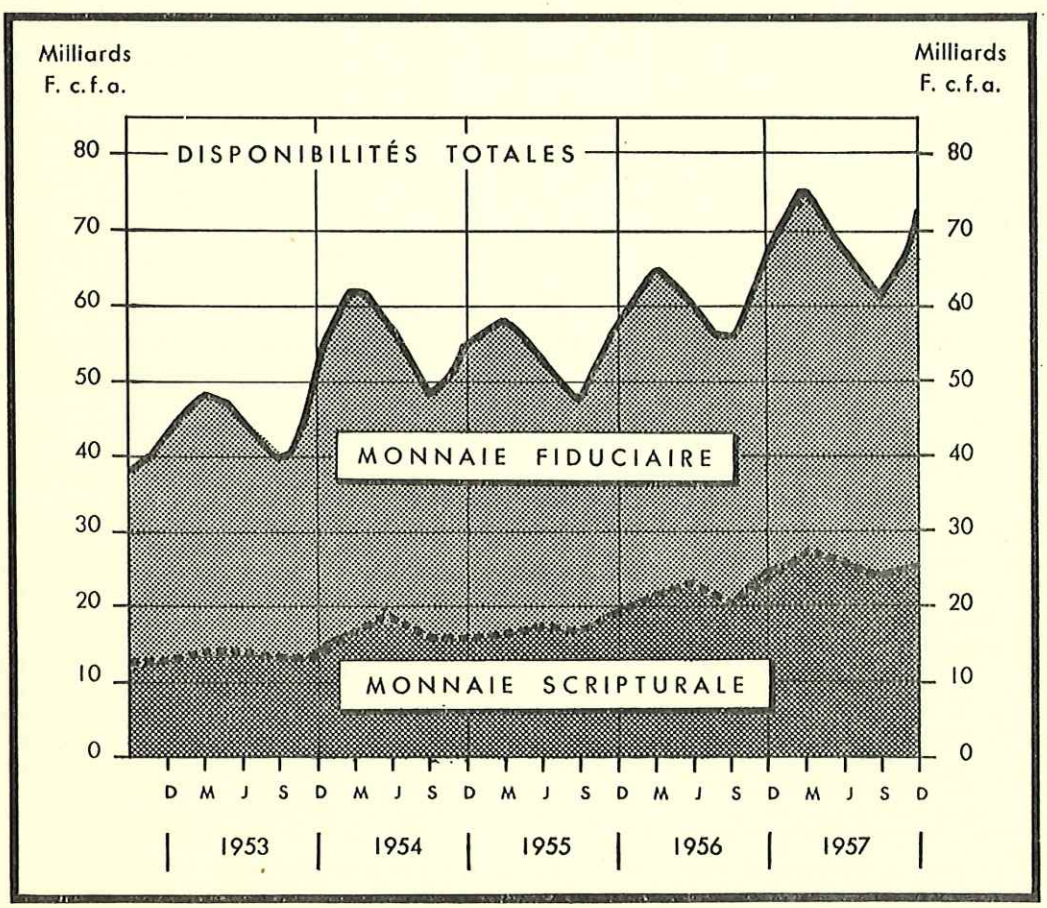


Tableau N° 27 : Montant moyen des billets en circulation en Afrique Occidentale Française et au Togo

MOYENNES ANNUELLES			MOYENNES PAR CAMPAGNE*		
Années	Circulation moyenne		Campagnes	Circulation moyenne	
	Millions francs C.F.A.	Indice		Millions francs C.F.A.	Indice
1949	16.852	100	1948-49	16.322	100
1950	19.237	114	1949-50	18.355	112
1951	25.691	152	1950-51	26.376	162
1952	28.132	167	1951-52	27.408	168
1953	31.151	185	1952-53	29.884	183
1954	38.363	228	1953-54	37.435	230
1955	36.354	216	1954-55	36.681	225
1956	38.436	229	1955-56	37.498	230
1957	42.606	253	1956-57	41.822	256

*Moyenne du 1er octobre au 30 septembre.

Tableau N° 28 : Billets en circulation en Afrique Occidentale Française et au Togo (a)

Années	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Moyen.
	Montant en fin de mois. En millions de francs (b)												
1926	676	666	631	592	560	508	492	465	442	443	531	582	549,0
1927	622	621	572	528	491	460	421	403	380	397	523	622	503,3
1928	706	669	623	589	552	494	460	437	426	431	527	622	544,7
1929	670	667	605	563	523	484	453	418	403	423	526	604	528,2
1930	636	615	585	558	509	463	429	402	388	382	393	435	482,9
1931	447	457	454	430	400	375	359	256	242	236	245	273	347,8
1932	274	280	267	264	239	222	196	176	176	174	203	241	226,0
1933	248	235	235	221	206	189	174	166	166	159	173	242	201,2
1934	246	258	236	220	198	181	163	152	151	147	176	243	197,6
1935	307	302	292	248	240	220	208	196	189	189	255	321	247,2
1936	381	378	351	326	310	283	268	247	238	202	318	535	319,8
1937	666	665	650	603	565	512	473	459	446	453	518	726	561,3
1938	766	764	722	691	679	645	607	598	605	585	671	902	686,2
1939	922	965	897	866	841	793	761	792	824	782	824	1.048	859,6
1940	1.144	1.168	1.167	1.116	1.104	1.132	1.108	1.080	1.048	1.023	1.037	1.166	1.107,7
1941	1.306	1.397	1.441	1.424	1.459	1.454	1.464	1.465	1.486	1.544	1.654	1.903	1.499,7
1942	2.265	2.392	2.513	2.643	2.724	2.778	2.842	2.914	3.004	3.172	3.411	3.603	2.855,1
1943	3.831	4.018	4.137	4.193	4.244	4.260	4.207	4.116	4.082	4.094	4.192	4.266	4.136,9
1944	4.360	4.479	4.453	4.365	4.311	4.262	4.247	4.206	4.179	4.164	4.499	4.692	4.351,4
1945	4.878	5.009	5.083	5.060	5.005	4.975	4.963	5.005	5.105	5.176	5.566	6.055	5.156,6
1946	6.391	6.483	6.445	6.423	6.366	6.258	6.167	6.048	5.937	5.940	6.411	7.375	6.353,7
1947	8.052	8.370	8.328	8.255	8.022	7.826	7.602	7.364	7.200	7.102	7.748	9.070	7.911,6
1948	9.791	9.929	10.732	11.236	11.307	11.113	10.790	10.726	10.536	11.209	12.860	17.440	11.472,4
1949	18.641	19.049	19.009	18.212	17.325	16.533	15.873	15.107	14.603	14.283	14.778	18.816	16.852,4
1950	20.384	20.546	20.467	20.305	20.013	18.955	17.947	17.096	16.674	17.096	18.721	22.641	19.237,0
1951	28.331	29.909	29.760	28.726	27.028	25.716	24.597	22.706	22.051	21.669	22.569	25.223	25.691,0
1952	27.907	30.720	31.895	31.221	30.381	28.862	26.934	26.340	25.182	24.679	25.052	28.407	28.131,7
1953	32.999	34.948	34.202	33.332	32.048	30.482	28.613	27.588	26.264	27.278	29.457	36.605	31.151,3
1954	42.313	45.025	45.377	43.349	40.393	37.344	35.632	34.201	32.242	32.241	33.980	38.263	38.363,3
1955	42.147	42.822	41.414	39.984	37.780	35.401	33.804	31.529	30.809	30.208	32.620	37.733	36.354,2
1956	40.711	42.687	42.995	41.089	39.435	37.744	35.809	34.813	34.129	34.095	34.807	42.912	38.436,0
1957	48.121	49.590	48.206	45.956	43.558	41.803	38.745	37.549	36.527	36.622	38.556	46.039	42.606,0

(a) De janvier 1926 à septembre 1955 : Billets en circulation de la Banque de l'Afrique Occidentale. Emissions nettes des Agences d' A. O. F et du Togo à partir d'octobre 1955.

(b) En francs C. F. A depuis décembre 1945 :
Du 25 décembre 1945 au 18 octobre 1948 : 1 franc C.F.A. = 1,70 franc métropolitain.
Depuis le 18 octobre 1948 : 1 franc C.F.A. = 2 francs métropolitains.

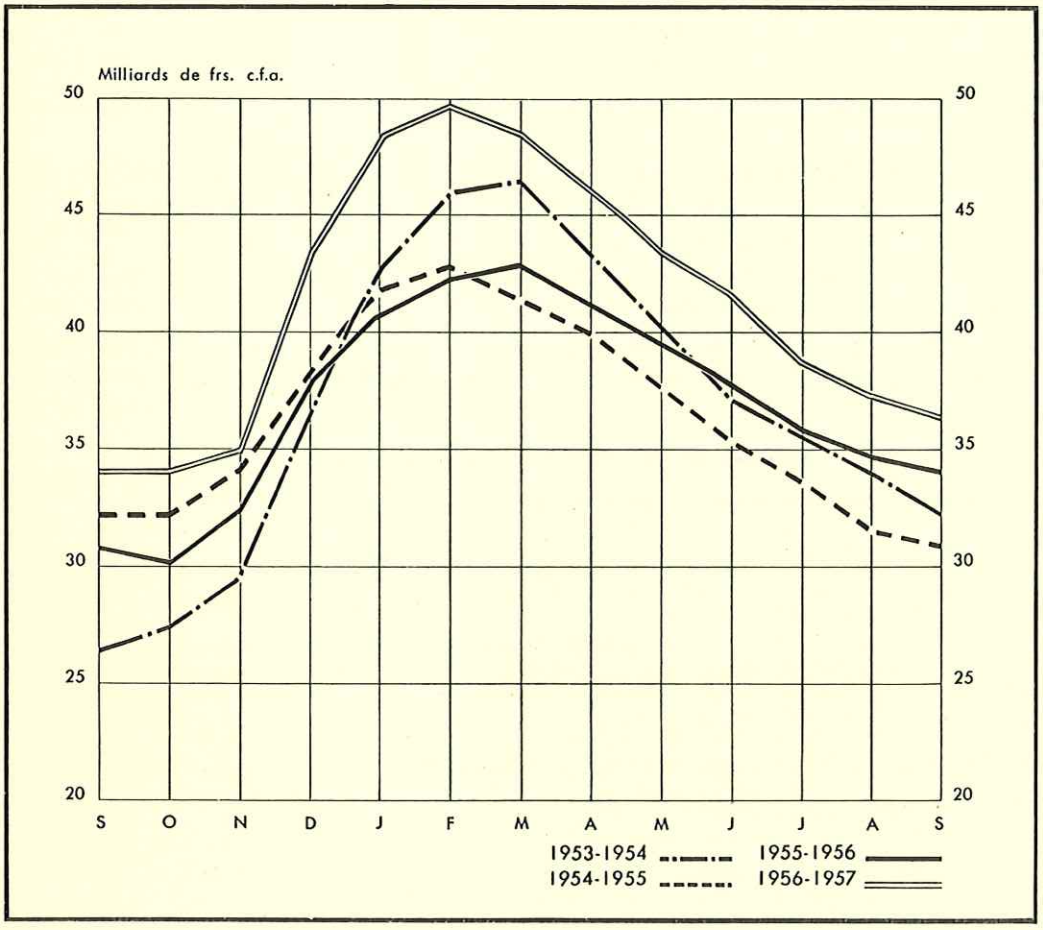
2.21. *La monnaie fiduciaire.*

En dix ans, de 1948 à 1958, le montant des billets en circulation en Afrique Occidentale Française et au Togo est passé de 10 à 50 milliards de francs c.f.a.

Sauf un léger recul en 1955, cette augmentation a été continue et le montant journalier de la circulation fiduciaire s'établit, en 1957, à 42.030 millions de francs c.f.a. contre 37.685 millions de francs c.f.a. en 1956, soit un niveau supérieur de 11,5 %, alors que l'accroissement enregistré de 1955 à 1956 avait été de 5,7 % seulement.

Tout le long de l'année 1957 le montant de la circulation fiduciaire est demeuré bien au-dessus de celui enregistré à la même époque les années précédentes, ainsi que le fait ressortir le graphique ci-après.

Evolution de la circulation fiduciaire



Celui-ci illustre également l'importance de la variation saisonnière liée à la commercialisation d'une production essentiellement agricole. De 34 milliards de francs c.f.a. fin octobre 1956, au début de la campagne commerciale 1956-1957, le montant de la circulation fiduciaire a atteint près de 50 milliards (49,6) fin février 1957, pour retomber à 36,5 milliards fin septembre. L'amplitude de la « montée » de la circulation du début de la campagne à son zénith a atteint 45 %, dépassant celle enregistrée au cours des deux précédentes campagnes.

Tableau N° 29 : Amplitude de la variation saisonnière de la circulation fiduciaire

Campagnes	Minimum de départ	Pointe	Différence	
			Montant	Pourcentage
	Millions de francs C. F. A.			
1951-1952	21.669	31.895	+ 10.226	+ 47
1952-1953	24.679	34.948	+ 10.269	+ 42
1953-1954	26.264	45.377	+ 19.113	+ 73
1954-1955	32.241	42.822	+ 10.581	+ 33
1955-1956	30.208	42.995	+ 12.787	+ 42
1956-1957	34.095	49.590	+ 15.495	+ 45

Le facteur déterminant de cette variation saisonnière et de son amplitude est toujours la commercialisation de la récolte des arachides. Cette influence est particulièrement mise en relief par le montant brut des émissions effectuées par les diverses agences de l'Institut (c'est-à-dire compte non tenu des reversements). Le tableau ci-après compare l'importance relative de ces émissions brutes effectuées par les différentes agences de l'Institut, groupées par zone de production agricole ; celles effectuées par les agences des « pays de l'arachide » atteignent 61 % du total.

Tableau N° 30 : Emissions brutes de billets

Agences	Campagnes		Agences	Campagnes	
	1955/56	1956/57		1955/56	1956/57
	Pourcentage du total des émissions brutes.				
Dakar	34,9	38,8	Abidjan	15,7	20,6
Bamako	9,1	10,0	Conakry	6,0	9,8
Niamey-Zinder	12,5	9,7	Cotonou	12,1	5,9
Bobo-Dioulasso	4,4	2,9	Lomé	5,3	2,3
Total	60,9	61,4	**Total**	39,1	38,6

La commercialisation de l'arachide est également responsable du foudroyant « démarrage », en début de campagne, de la circulation fiduciaire. Le meilleur témoin en est le volume des émissions nettes (c'est-à-dire des émissions déduction faite des reversements) enregistré par notre agence du Sénégal au cours des décades suivant l'ouverture de la campagne de commercialisation.

Campagne 1956/57	Emissions nettes par décade
	millions de francs c.f.a.
1re décade :	2.115
2e décade :	1.489
3e décade :	1.033
4e décade :	2.399
5e décade :	386
6e décade :	62

La soudaineté et le volume considérable de ces sorties de fonds imposent aux organismes chargés de leur distribution, et particulièrement à l'Institut d'émission, un travail beaucoup plus considérable que le montant moyen annuel des opérations le donnerait à penser. Ils imposent également l'entretien d'un matériel d'émission beaucoup plus important. La rénovation de celui-ci ne peut être réalisée que progressivement ; aussi la plupart des billets en circulation sont-ils encore du type conçu par la Banque de l'Afrique Occidentale et pris en charge par l'Institut à son entrée en fonction le 1er octobre 1955.

Au début de la campagne 1956/1957 a pu être émis un billet de 50 francs conforme à la maquette des billets de même type de la Banque de l'Afrique Occidentale mais portant la raison de l'Institut et la signature de son Président et de son Directeur général.

L'élaboration et la fabrication de nouvelles coupures de 50, 100, 500, 1.000 et 5.000 francs se sont poursuivies en collaboration avec les services techniques de la Banque de France. Nos agences ont déjà pu être approvisionnées en coupures de 50 et 100 francs du nouveau type arrêté par notre Conseil d'administration et ces billets ont été mis en circulation au début de la campagne 1957/1958.

Tableau N° 31 : Décomposition par coupures des billets de l'Institut en circulation

COUPURES	31 octobre 1956	31 décembre 1956	28 février 1957	30 septembre 1957	31 décembre 1957
	Pourcentage du montant total de la circulation				
5.000	19,2	16,5	14,9	21,8	18,9
1.000	42,9	45,6	47,1	41,5	44,0
500	6,3	7,6	7,6	6,3	7,2
100	19,6	19,9	20,7	20,5	21,3
50	5,2	4,7	4,6	4,5	5,2
25	3,8	3,3	3,0	3,0	1,8
10	1,7	1,5	1,4	1,6	1,0
5	1,3	0,9	0,7	0,8	0,6
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

En ce qui concerne les petites coupures de 10, 25 et 50 francs, il a été décidé de leur substituer des pièces de bronze d'aluminium.

Cette substitution, qui répond aux conditions des petites transactions et satisfait l'hygiène, pourra se réaliser dans des conditions d'autant meilleures que la pleine responsabilité de l'émission de la monnaie métallique a été confiée à l'Institut, à compter du 1er octobre 1957, par une législation nouvelle dont nous avons déjà signalé l'importance.

La diligence apportée par l'Administration des Monnaies et Médailles à la réalisation des commandes de l'Institut a permis à celui-ci de mettre en circulation, dès la fin de l'année 1957, des pièces en bronze d'aluminium de 10 et 25 francs dont le dessin est dû à M. Bazor, graveur de la Monnaie de Paris.

Ces pièces, qui portent la raison de l'Institut se trouvent devoir circuler avec les monnaies précédemment émises par le Trésor. Qu'il s'agisse de billets ou de pièces, les espèces monétaires en circulation de notre zone d'émission présentent donc actuellement une certaine hétérogénéité de types. Il en est ainsi dans tous les pays modifiant le régime d'émission de leur monnaie ; les expériences étrangères, certaines très voisines de notre territoire, démontrent que la période transitoire doit être de quelque durée si l'on veut éviter des troubles inutiles pour les porteurs et des frais trop élevés qui amputent d'autant les possibilités pour l'organisme émetteur de satisfaire ses autres obligations. Il est cependant de l'intention de notre Conseil de pousser aussi activement que possible la substitution aux anciens signes monétaires de nouveaux types uniformes.

Tableau N° 32 : Billets et pièces de 5, 10 et 25 francs en circulation

En circulation	31 Décembre 1955	31 Décembre 1956	31 Décembre 1957
Nombre de billets	En milliers de coupures ou pièces		
5	95.858	76.416	52.038
10	61.945	64.882	44.600
25	59.428	57.124	31.436
Nombre de pièces			
5	—	17.800*	48.218
10	—	—	20.865
25	—	—	13.007
Montant total	En millions de francs C. F. A.		
Billets 5, 10, 25	2.584	2.459	1.492
Pièces 5, 10, 25	—	89	775
TOTAL	2.584	2.548	2.267
Montant des pièces (%)	—	3,5	34,2

* Evaluation.

Jusqu'à la fin de l'année 1956, la circulation métallique de l'Afrique Occidentale et du Togo ne dépassait pas une cinquantaine de millions de francs c.f.a. en pièces de 1 franc et 2 francs. Elle s'est beaucoup développée en 1957 avec la substitution des pièces de 5, 10 et 25 francs aux coupures jusqu'alors en usage.

L'émission de la monnaie métallique transférée le 1er octobre 1957 à l'Institut est assurée par lui dans les mêmes conditions que l'émission des billets : au passif de son bilan s'inscrit donc aujourd'hui la totalité de la monnaie fiduciaire ayant légalement cours en Afrique Occidentale Française et au Togo. Le transfert s'est, en effet, accompagné de la prise en charge par l'Institut des monnaies précédemment émises dans ces pays par le Trésor métropolitain et ayant encore cours légal, savoir :

Pièces	Francs c.f.a.
1 franc	40.310.000
2 francs	38.130.000
5 francs	217.125.000
10 francs	112.600.000
25 francs	205.040.000
Total	613.205.000

Le montant des pièces en circulation au 1er octobre 1957 est égal au montant ci-dessus, diminué de celui des pièces dans les caisses de l'Institut :

Monnaies métalliques	Francs c.f.a.
Prises en charge	613.205.000
Dans les caisses de l'Institut	69.922.149
En circulation	543.282.851

Ce dernier montant comprend notamment les monnaies métalliques détenues par les diverses caisses publiques.

Cette précision n'est pas sans importance pour une bonne analyse des phénomènes monétaires de l'ouest africain. Les conditions locales obligent, en effet, les caisses publiques à conserver des encaisses relativement plus considérables que dans les pays économiquement plus développés où les facilités de communication et l'usage plus répandu de la monnaie scripturale permettent de les réduire à de très faibles montants.

Cependant les encaisses ainsi « stérilisées » comprennent surtout des billets puisque ceux-ci constituent la majeure partie des signes monétaires en circulation.

Le tableau N° 33 tente une estimation du montant des *billets effectivement entre les mains du public* par déduction des encaisses des caisses publiques et des banques du montant total des billets en circulation au regard de l'Institut.

Selon ces données, le montant des billets entre les mains du public à la fin du mois de juillet 1957 n'est que de 82 % du montant total des billets en circulation ; encore peut-on penser que le pourcentage réel des encaisses privées est inférieur à ce chiffre si l'on tient compte des billets définitivement perdus (brûlés, mangés par les termites, etc.).

L'importance des encaisses publiques connaît une variation saisonnière à peu près inverse de celle de l'ensemble de la circulation fiduciaire, le recouvrement des impôts directs gonflant les encaisses des « agences spéciales » durant les deuxième et troisième trimestres de l'année.

Il en résulte que la variation saisonnière des encaisses privées est encore plus accusée que le donne à penser la seule considération du montant total de la monnaie fiduciaire. Cette évolution propre des encaisses privées mérite d'être suivie avec d'autant plus d'attention qu'elle reflète surtout celle des disponibilités monétaires de la masse de la population africaine qui fait encore très peu usage de la monnaie scripturale.

Tableau N° 33 : Estimation des encaisses des particuliers et entreprises en billets de l'Institut d'émission

A la fin du mois de :	Billets en circulation	Encaisses publiques			Encaisses des Banques	Billets dans le public (a)	Importance relative des encaisses privées
		Trésor	Agences spéciales	Total			
	Millions de francs C.F.A.						Pourcentage
1956							
Janvier.....	40.711	1.718	3.005	4.723	635	**35.353**	86,8
Février	42.687	1.878	2.851	4.729	613	**37.345**	87,5
Mars	42.995	1.819	3.595	5.414	540	**37.041**	86,2
Avril	41.089	2.156	4.401	6.557	470	**34.062**	82,9
Mai	39.435	2.298	4.529	6.827	410	**32.198**	81,6
Juin	37.744	2.460	4.549	7.009	427	**30.308**	80,3
Juillet	35.809	2.762	4.725*	7.487*	392	**27.930**	78,0
Août	34.813	2.501	4.713*	7.214*	380	**27.219**	78,2
Septembre ...	34.129	2.891	3.891	6.782	415	**26.932**	78,9
Octobre	34.095	2.781	3.585	6.366	408	**27.321**	80,1
Novembre ...	34.807	1.964	2.830	4.794	626	**29.387**	84,4
Décembre ...	42.912	1.879	2.554	4.433	843	**37.636**	87,7
1957							
Janvier	48.121	2.377	3.045	5.422	835	**41.864**	87,0
Février.....	49.590	2.706	3.137	5.843	821	**42.926**	86,6
Mars.....	48.206	2.459	3.785	6.244	631	**41.331**	85,7
Avril.....	45.956	2.350	4.106	6.456	502	**38.998**	84,9
Mai.....	43.558	2.190	4.300	6.490	476	**36.592**	84,0
Juin	41.803	2.314	4.628	6.942	464	**34.397**	82,3
Juillet	38.745	2.205	4.338	6.543	422	**31.780**	82,0
Août	37.548	2.225	3.937	6.162	436	**30.950**	82,4
Septembre...	36.526	1.797	3.837	5.634	416*	**30.476**	83,4
Octobre.....	36.622	1.654	3.391	5.045	472	**31.105**	84,9
Novembre....	38.556	1.938	3.137	5.075	647	**32.834**	85,2
Décembre ...	46.039	1.898	3.069	4.967	886*	**40.186***	87,3

(a) Ensemble des billets en circulation diminué du total des Encaisses publiques et privées.

(*) Estimation.

2.22. *La monnaie scripturale.*

La modernisation croissante de l'économie ouest africaine a cependant pour conséquence que le rythme d'accroissement des disponibilités en monnaie scripturale y est plus grand que celui de la monnaie fiduciaire. Alors que de 1956 à 1957 le montant moyen annuel des encaisses en billets et monnaies a augmenté d'à peu près 8 %, celui des dépôts des particuliers et entreprises s'est accru de 15 % environ.

Ce taux d'accroissement est toutefois variable selon que l'on considère les dépôts en comptes courants postaux ou les dépôts en banque.

L'*avoir en compte courant postal des entreprises et particuliers* est passé de 3,4 milliards de francs c.f.a. à la fin de l'année 1956 à 3,8 milliards à la fin de l'année 1957, enregistrant ainsi une augmentation de 6 % seulement (tableau n° 34). En l'absence de données, il est difficile de préciser si cette relative stagnation est dûe à une saturation de la capacité présente des centres comptables, aux perturbations que le service postal a connues ces derniers mois ou à des modifications apportées au mode de paiement de certains agents de la fonction publique qui constituent une bonne partie de la clientèle du service.

Tableau N° 34 : Dépôts en comptes courants postaux en Afrique Occidentale Française.

DATES	TITULAIRES DES COMPTES				Total
	Comptables publics	Banques et organismes de crédit	Particuliers et entreprises privées	Entreprises publiques	
	Millions de francs C.F.A.				
1955					
31 décembre	1.277,7	439,4	2.936,2	208,3	**4.861,6**
1956					
31 mars	1.649,1	349,0	2.950,4	91,8	**5.040,3**
30 juin	1.609,9	375,8	3.096,4	122,6	**5.204,7**
30 septembre	1.562,7	355,1	3.106,0	104,9	**5.128,7**
31 décembre	1.397,1	571,5	3.265,9	139,8	**5.374,3**
1957					
31 janvier	1.421	194	3.916	91	**5.748**
28 février	1.821	448	3.560	61	**6.172**
31 mars	1.781	478	3.546	73	**5.878**
30 avril	1.919	608	3.562	45	**6.134**
31 mai	2.006	429	3.460	61	**5.956**
30 juin	1.622	464	3.313	58	**5.457**
31 juillet	1.355	323	3.470	59	**5.207**
31 août	1.605	324	3.428	66	**5.423**
30 septembre	1.579	238	3.546	60	**5.423**
31 octobre	1.325	354	3.233	44	**4.956**
30 novembre	1.568	385	3.642	97	**5.692**
31 décembre	1.066	674	3.519	135	**5.394**

Source : Service des Postes et Télécommunications de l'A. O. F.

Le montant moyen, en fin de mois, des *dépôts en banque de la clientèle privée* a été par contre, en 1957, de 19 % supérieur à celui de l'année précédente (tableau N° 35). Il faut cependant noter que le taux d'accroissement des dépôts en banque de la clientèle privée a marqué cette année un certain ralentissement : de fin 1955 à fin 1956 il avait été de 23 % et seulement de 13 % de fin 1956 à fin 1957.

Ces dépôts mettent à la disposition des banques de notre zone d'émission quelque 20 milliards de francs c.f.a. de ressources qu'elles peuvent utiliser en crédits à l'économie locale. Ces ressources sont encore bien insuffisantes comparées aux besoins de financement d'un pays en expansion. Une meilleure vulgarisation de l'usage de la monnaie scripturale est donc à souhaiter, mais elle n'est susceptible

Tableau N° 35 : Dépôts en banques en Afrique Occidentale Française et au Togo

DATES	PARTICULIERS ET ENTREPRISES (a)					TRÉSOR PUBLIC (b)
	Dépôts à vue			Dépôts à terme	Total	
	Comptes chèques	Comptes courants	Total			
	Millions de francs C.F.A.					
1955						
31 décembre	5.060	9.951	15.010	114	**15.124**	1.028
1956						
31 janvier	5.108	10.637	15.745	129	**15.874**	1.649
29 février	5.489	11.053	16.542	146	**16.688**	1.608
31 mars	5.648	11.017	16.665	141	**16.807**	2.221
30 avril	5.930	11.239	17.169	212	**17.381**	1.860
31 mai	6.041	10.963	17.004	228	**17.232**	1.575
30 juin	6.198	11.371	17.569	237	**17.806**	1.611
31 juillet	6.083	10.518	16.601	275	**16.876**	1.332
31 août	5.897	9.873	15.770	798	**16.568**	1.314
30 septembre	5.873	10.320	16.193	1.031	**17.224**	854
31 octobre	5.471	10.103	15.574	1.498	**17.072**	1.188
30 novembre	5.678	10.609	16.287	1.388	**17.675**	1.223
31 décembre	6.010	11.186	17.196	1.379	**18.575**	1.298
1957						
31 janvier	6.408	11.566	17.974	1.456	**19.430**	1.513
28 février	6.753	12.034	18.787	1.526	**20.313**	1.820
31 mars	6.767	13.013	19.780	1.658	**21.438**	1.852
30 avril	6.800	12.146	18.946	1.751	**20.697**	1.297
31 mai	6.584	12.104	18.688	1.838	**20.526**	1.236
30 juin	6.581	12.478	19.059	1.833	**20.892**	784
31 juillet	6.130	11.345	17.475	1.872	**19.347**	765
31 août	6.026	11.962	17.988	2.023	**20.011**	572
30 septembre	6.204	11.788	17.992	1.999	**19.991**	652
31 octobre	6.185	11.845	18.030	1.993	**20.023**	809
30 novembre	6.335	12.528	18.863	1.997	**20.860**	1.035
31 décembre	6.688	12.296	18.984	1.953	**20.937**	666

(a) Ensemble des cinq banques : B. A. O., B. C. A., B. N. C. I., C. L., S. G.
(b) B. A. O.

de porter des fruits que par une éducation patiemment conduite du nombre chaque jour plus grand des Africains auxquels le montant de leur revenu ou de leurs transactions permettrait d'utiliser les services bancaires.

Pour l'heure, la part de la monnaie scripturale dans les disponibilités monétaires totales de notre zone d'émission demeure modérée (37 % environ).

2.23. *Evolution de l'ensemble des disponibilités monétaires.*

L'évolution monétaire d'un pays doit naturellement s'apprécier en prenant en considération l'ensemble des disponibilités, qu'elles soient détenues sous forme de pièces, de billets ou d'avoirs en dépôts en banque ou en comptes courants postaux.

Tableau N° 36 : Disponibilités monétaires totales en A. O. F.-Togo

DATE	Billets et monnaies	Dépôts en Banques			Dépôts en C. C. P. (a)	Total monnaie scripturale	Total	Proportion de la monnaie scripturale
		Trésor	Particuliers à vue	Particuliers à terme				
	Milliards de francs C.F.A.							%
1952								
30 septembre ...	25,2	0,9	10,1	—	2,1	13,1	38,3	34,2
31 décembre	28,4	0,9	10,3	—	2,3	13,5	41,9	32,2
1953								
31 mars	34,2	1,0	10,9	—	2,5	14,4	48,6	29,6
30 juin	30,5	1,1	11,2	—	2,4	14,7	45,2	32,5
30 septembre ...	26,3	1,4	10,0	—	2,0	13,4	39,7	33,7
31 décembre	36,6	0,9	10,4	—	2,1	13,4	50,0	26,8
1954								
31 mars	45,4	2,9	11,5	—	2,5	16,9	62,3	27,1
30 juin	37,3	3,0	12,8	—	2,6	18,4	55,7	33,0
30 septembre ...	32,2	2,4	11,4	—	2,3	16,1	48,3	33,3
31 décembre	38,3	1,3	12,3	—	2,7	16,3	54,6	29,8
1955								
31 mars	41,4	1,1	13,1	—	2,6	16,8	58,2	28,9
30 juin	35,4	1,6	13,9	—	2,6	18,1	53,5	33,8
30 septembre ...	30,8	1,0	13,1	—	2,6	16,7	47,5	35,1
31 décembre	37,7	1,0	15,0	0,1	3,1	19,2	56,9	33,7
1956								
31 mars	43,0	2,2	16,7	0,1	3,0	22,0	65,0	33,8
30 juin	37,8	1,6	17,6	0,2	3,2	23,0	60,4	38,1
30 septembre ...	34,2	0,9	16,2	1,0	3,2	21,3	55,5	38,4
31 décembre	43,2	1,3	17,2	1,4	3,4	23,3	66,4	35,1
1957								
31 mars	48,4	1,9	19,8	1,7	3,6	27,0	75,4	35,8
30 juin	42,1	1,0	19,1	1,8	3,4	25,3	67,4	37,5
30 septembre ...	36,8	0,8	18,0	2,0	3,6	24,4	61,2	39,9
31 décembre	46,8	1,1	19,0	2,0	3,6	25,7	72,5	35,4

(a) Des particuliers et entreprises.

C'est cet inventaire complet des disponibilités monétaires de notre zone d'émission que présente le tableau N° 38, décomposant la masse monétaire à la fin de chacun des mois de l'année 1957, non seulement selon la forme de la monnaie détenue (fiduciaire ou scripturale), mais encore selon que le détenteur en est le Trésor public ou l'ensemble des particuliers et entreprises. Il y a en effet intérêt à dégager les disponibilités propres des particuliers et entreprises. Le montant des disponibilités maintenues par le Trésor public outre-mer dépend de facteurs qui n'ont pas toujours de lien avec l'activité économique des territoires considérés et ce montant peut être au surplus affecté par des événements n'ayant aucun rapport avec elle, telle par exemple l'ouverture de dépôts de billets par l'Institut.

La conclusion la plus importante à tirer du tableau des disponibilités monétaires est donc l'accroissement de celles détenues par les entreprises et particuliers. Mesuré d'une fin d'année à l'autre, cet accroissement a été de 9,2 % ; il est du même ordre que celui enregistré durant la même période en France (10,1 %) ; mais en raison de l'importante fluctuation saisonnière que connaissent tous les phénomènes économiques de l'ouest africain, il est peut-être plus significatif de noter que d'un creux annuel à l'autre, de fin septembre 1956 à fin septembre 1957, les disponibilités monétaires des particuliers et entreprises de notre zone d'émission ont augmenté de 14,4 %. Cet accroissement ne peut s'apprécier que par l'examen des causes qui l'ont provoqué, causes dont l'action se manifeste sur les « *contreparties* » de l'émission monétaire. (a)

Tableau N° 37 : Variations des disponibilités monétaires 1956-1957

Postes	Fin Septembre		Variation	Fin Décembre		Variation
	1956	1957		1956	1957	
DISPONIBILITÉS MONÉTAIRES	Milliards fr. C. F. A.			Milliards fr. C. F. A.		
a) **des particuliers et entreprises :**						
en monnaie fiduciaire	27,5	31,2	+13,4%	38,6	41,6	+ 7,8%
en monnaie scripturale	20,4	23,6	+16,0%	22,0	24,6	+12,7%
Total	47,9	54,8	+14,4%	60,6	66,2	+ 9,2%
b) **du Trésor public**						
en monnaie fiduciaire	6,8	5,6	—17,6%	4,4	5,2	+18,2%
en monnaie scripturale	0,8	0,8	—	1,4	1,1	—21,4%
Total	7,6	6,4	—15,8%	5,8	6,3	+ 8,6%
TOTAL GÉNÉRAL.....	**55,5**	**61,2**	**+10,4%**	**66,4**	**72,5**	+ 9,2%

(a) Pour permettre de suivre dans le temps l'évolution des disponibilités monétaires les données trimestrielles 1955 et 1956 ont été reprises au tableau n° 38.

Tableau N° 38 : Disponibilités monétaires et contreparties en Afrique Occidentale Française et au Togo

1955 - 1956

POSTES	30 Sept. 1955 *	31 Déc. 1955	31 Mars 1956	30 Juin 1956	30 Sept. 1956	31 Déc. 1956
	Millions de francs C.F.A.					
A - DISPONIBILITÉS MONÉTAIRES						
a) des particuliers et entreprises						
a 1 - Monnaie métallique	50*	52	54	54	103	162
a 2 - Billets	26.000*	33.365	37.581	30.735	27.347	38.483
a 3 - Dépôts à vue en banque	13.081	15.010	16.665	17.569	16.193	17.196
a 4 - Dépôts à terme en banque	100*	114	142	237	1.031	1.379
a 5 - Dépots en C. C. postaux	2.583	3.144	3.042	3.219	3.211	3.406
Total a)	41.814*	51.685	57.484	51.814	47.885	60.626
b) du Trésor						
b 2 - Billets	4.809	4.368	5.414	7.009	6.782	4.429
b 3 - Comptes courants	1.014	1.028	2.221	1.611	854	1.345
Total b)	5.823	5.396	7.635	8.620	7.636	5.774
TOTAL A = a + b	**47.637***	**57.081**	**65.119**	**60.434**	**55.521**	**66.400**
B - CONTREPARTIES						
1 - Disponibilités en francs métropolitains de l'Institut d'Emission	6.799	7.915	9.135	10.087	11.579	14.862
2 - Créances sur le Trésor (a)	2.633	3.196	3.096	3.273	3.314	3.568
3 - Crédits à l'économie	37.000*	44.776	49.789	44.736	38.753	46.501
4 - Différence entre les éléments non retenus du passif et de l'actif des banques et de l'Institut	+1.205	+1.494	+3.099	+2.338	+1.875	+1.469
TOTAL B	**47.637***	**57.081**	**65.119**	**60.434**	**55.521**	**66.400**

(a) Contre-valeur des monnaies métalliques en circulation émises par le Trésor et des dépôts en comptes courants postaux des particuliers et entreprises.

* Estimation.

Tableau N° 38 : Disponibilités monétaires et contreparties en Afrique Occidentale Française et au Togo 1957

Désignation	31 Janvier 1957	28 Février 1957	31 Mars 1957	30 Avril 1957	31 Mai 1957	30 Juin 1957
	Millions de francs C. F. A.					
A - DISPONIBILITÉS MONÉTAIRES						
a) des particuliers et entreprises						
a 1 - Monnaie métallique	171	205	216	251	260	265
a 2 - Billets	42.699	43.747	41.962	39.500	37.068	34.861
a 3 - Dépôts à vue en banque .	17.974	18.787	19.780	18.946	18.688	19.059
a 4 - Dépôts à terme en banque.	1.456	1.526	1.658	1.751	1.838	1.833
a 5 - Dépôts en C. C. postaux .	4.007	3.621	3.619	3.604	3.521	3.371
Total a).....	66.307	67.886	67.235	64.052	61.375	59.389
b) du Trésor						
b 2 - Billets	5.422	5.843	6.244	6.456	6.490	6.943
b 3 - Comptes courants	1.513	1.820	1.852	1.298	1.236	994
Total b)	6.935	7.663	8.096	7.754	7.726	7.936
TOTAL A = a — b	73.242	75.549	75.331	71.806	69.101	67.325
B - CONTREPARTIES						
1 - Disponibilités en francs métropolitains de l'Institut d'Emission	14.656	16.016	14.753	15.431	16.618	15.601
2 - Créances sur le Trésor (a).	4.178	3.826	3.835	3.855	3.781	3.636
3 - Crédits à l'économie	51.961	52.276	53.206	50.375	48.970	47.456
4 - Différence entre les éléments non retenus du passif et de l'actif des banques et de l'Institut	+2.447	+3.431	+3.537	+2.145	—268	+632
TOTAL B	73.242	75.549	75.331	71.806	69.101	67.325

(a) Contre-valeur des monnaies métalliques en circulation émises par le Trésor et des dépôts en comptes courants postaux des particuliers et entreprises.

Tableau N° 38 : Disponibilités monétaires et contreparties en Afrique Occidentale Française et au Togo 1957

Postes	31 Juillet 1957	31 Août 1957	30 Sept. 1957	31 Octobre 1957	30 Nov. 1957	31 Déc. 1957
A - DISPONIBILITÉS MONÉTAIRES	Millions de francs C. F. A.					
a) des particuliers et entreprises						
a 1 - Monnaie métallique	275	280	302	335	418	548
a 2 - Billets	32.202	31.386	30.892	31.577	33.481	41.101
a 3 - Dépôts à vue en banque .	17.475	17.988	17.992	18.030	18.863	18.984
a 4 - Dépôts à terme en banque.	1.872	2.023	1.999	1.993	1.997	1.953
a 5 - Dépôts en C. C. postaux .	3.529	3.494	3.606	3.277	3.739	3.654
Total a).....	55.353	55.171	54.791	55.212	58.498	66.240
b) du Trésor						
b 1 - Monnaie métallique	—	—	—	226	260	246
b 2 - Billets	6.543	6.162	5.634	5.045	5.075	4.938
b 3 - Comptes courants	1.186	884	767	1.117	1.381	1.104
Total b)	7.729	7.046	6.401	6.388	6.716	6.288
TOTAL A = a —b.....	63.082	62.217	61.192	61.600	65.214	72.528
B - CONTREPARTIES						
1 - Disponibilités en francs métropolitains de l'Institut d'Emission	13.399	13.355	15.846	16.526	16.069	17.587
2 - Créances sur le Trésor (a) .	3.804	3.774	3.908	3.277	3.739	3.654
3 - Crédits à l'économie	45.601	43.529	41.461	41.472	44.600	54.340
4 - Différence entre les éléments non retenus du passif et de l'actif des banques et de l'Institut	+278	+1.559	—23	+325	+806	—3.053
TOTAL B	63.082	62.217	61.192	61.600	65.214	72.528

(a) Contre-valeur des monnaies métalliques en circulation émises par le Trésor et des dépôts en comptes courants postaux des particuliers et entreprises.

2.3. LES CAUSES DIRECTES DE L'EXPANSION DE LA MASSE MONÉTAIRE

2.31. *Les contreparties de l'émission monétaire.*

Les disponibilités monétaires du public, inscrites au passif des organismes émetteurs de monnaie, ont leurs contreparties à l'actif du bilan de ces derniers.

L'évolution de ces contreparties nous renseigne donc sur les causes immédiates du mouvement de la masse monétaire.

Comme l'indique le tableau 38 les composantes principales de ces contreparties sont :

— les crédits consentis à l'économie locale et portés, soit directement par les banques soit par réescompte par l'Institut d'émission ;
— les avoirs extérieurs de ce dernier.

Les premiers provoquent une émission de monnaie sans autre gage, souvent, que l'espérance d'un bon dénouement à échéance des opérations financées.

Les seconds représentent, au contraire, une garantie certaine déjà acquise, extérieure à la zone d'émission.

En simplifiant à l'extrême, l'émission de la monnaie s'effectue « à crédit » dans le premier cas et « au comptant » dans le second (1).

L'importance relative des avoirs extérieurs et des crédits à l'économie locale a donc une particulière signification dans l'appréciation d'une circulation monétaire dont les « avoirs extérieurs » sont en quelque sorte les « globules rouges ».

Les données du tableau ci-après qui se rapportent *aux seules disponibilités monétaires des particuliers et entreprises* permettent d'apprécier les causes immédiates de l'évolution des deux dernières années.

Évolution des disponibilités monétaires des particuliers et entreprises

Variations	De septembre à septembre 1955-1956	1956-1957	1955-1957
	milliards de francs c.f.a.		
A) des disponibilités monétaires			
en monnaie fiduciaire	+1,4	+3,7	+ 5,1
en banque (dépôts)	+4,0	+2,8	+ 6,8
en comptes courants postaux .	+0,6	+0,4	+ 1,0
Total . . .	+6,0	+6,9	+12,9
B) des « contreparties »			
en crédits à l'économie . . .	+1,8	+2,7	+ 4,5
en avoirs extérieurs	+3,6	+6,1	+ 9,7
diverses	+0,6	—1,9	— 1,3
Total . . .	+6,0	+6,9	+12,9

(1) Sans doute observera-t-on qu'à l'exception de l'or et des devises convertibles, les autres valeurs mobilières présentent généralement un caractère « fiduciaire » marqué.

L'accroissement des disponibilités enregistré depuis deux ans paraît imputable pour le *tiers* à une augmentation des crédits consentis à l'économie locale et pour les *deux tiers* à un financement extérieur dont l'apport a augmenté les avoirs de l'Institut hors de sa zone d'émission.

La part de ces avoirs dans la couverture de l'ensemble des disponibilités monétaires en Afrique Occidentale Française et au Togo n'a cessé d'augmenter de fin 1955 au 30 septembre 1957 comme le montre le tableau ci-après :

Contreparties de l'ensemble des disponibilités monétaires

Date	Avoirs extérieurs de l'Institut	Crédits à l'Economie	Autres
	Pourcentage du total		
1955			
31 décembre. . .	13,9	77,9	8,2
1956			
31 mars	14,0	76,5	9,5
30 juin	16,7	74,0	9,3
30 septembre. . .	20,9	69,8	9,3
31 décembre . . .	22,4	70,0	7,6
1957			
31 mars	19,5	70,4	10,1
30 juin	23,2	70,5	6,3
30 septembre . .	25,9	67,8	6,3
31 décembre . . .	24,2	72,7	3,1

2.32. *L'évolution des disponibilités extérieures de l'Institut.*

C'est dans le cadre de la situation propre de l'Institut que l'importance des avoirs extérieurs de celui-ci peut le mieux s'apprécier et leur évolution s'expliquer.

Le tableau n° 51 résume l'évolution de la situation de l'Institut ramenée à ses principaux postes, de la fin de 1955 à la fin de 1957. Il montre que la couverture des engagements à vue de l'Institut par les disponibilités extérieures a dépassé 30 % tout le long de l'année 1957. La « couverture moyenne » de la circulation fiduciaire par le solde créditeur du compte d'opérations a été de 26,7 % en 1956 et de 36,1 % au cours de l'année 1957.

La fonction essentielle des disponibilités extérieures de l'Institut est de lui permettre de satisfaire les besoins en « francs métropolitains » de tout détenteur de « francs A.O.F. - TOGO ».

L'article 10 de ses statuts fait obligation à l'Institut d'exécuter toute demande de transferts entre la métropole et les territoires où il exerce le privilège de l'émission. Cette obligation, conséquence de l'intégration de l'Afrique Occidentale Française et du Togo dans la zone franc, est d'autant plus stricte que la liberté des transferts à l'intérieur de cette zone est totale, que le taux de conversion entre l'unité monétaire locale (le franc c.f.a.) et le franc métropolitain est fixé par les Pouvoirs publics et que le coût des transferts est maintenu au minimum (1).

(1) Les conditions de transfert pratiquées par l'Institut sont demeurées inchangées depuis le 2 novembre 1956 (cf. tableau n° 50).

Le mouvement des disponibilités extérieures de l'Institut peut se suivre d'autant plus aisément que les dispositions qui régissent son fonctionnement lui font une obligation de les concentrer au *compte d'opérations* ouvert en son nom dans les comptes créditeurs du Trésor public à Paris (article 2 de la convention du 29 septembre 1955 entre l'Etat et l'Institut).

Le tableau ci-après résume les variations trimestrielles du montant des disponibilités extérieures de l'Institut en 1956 et 1957.

Variations trimestrielles	1956	1957
	millions de francs métropolitains	
1er trimestre	+ 2.440	— 217
2e —	+ 1.904	+ 1.695
3e —	+ 2.984	+ 491
4e —	+ 6.566	+ 3.481
Année . . .	+13.894	+ 5.450
soit en millions de Fr. c.f.a.	+ 6.947	+ 2.725

Bien qu'encore relativement très sensible (18 %) l'accroissement des disponibilités extérieures de l'Institut au cours de l'année 1957 est notablement inférieur à celui enregistré au cours de l'année précédente.

L'examen des opérations effectuées par l'Institut avec ses principaux correspondants (tableau N° 39) n'apporte pas grande lumière sur cette évolution ; ce tableau enregistre, en effet, surtout les modifications survenues dans l'utilisation relative par les banques, pour l'éxécution de leurs transferts, soit de la voie postale, soit du recours direct aux services de l'Institut.

Ainsi que notre précédent rapport l'a exposé (pages 123-135) les opérations postales sont englobées dans l'ensemble des opérations du Trésor public et affectent les mouvements de fonds que ce dernier prescrit à l'Institut d'effectuer.

Tableau N° 39 : Opérations ayant affecté les disponibilités extérieures de l'Institut

Opérations	Année 1956			Année 1957		
	Crédit	Débit	Solde	Crédit	Débit	Solde
	Millions de francs C. F. A.					
a) avec le Trésor public	2.740,0	26.721,5	—23.981,5	4.928,0	14.547,5	— 9.619,5
b) avec la C. C. F. O. M.	1.407,0	1.551,5	— 144,5	4.392,0	2.550,0	+ 1.842,0
c) avec les Banques	44.115,0	13.490,5	+30.624,5	41.144,5	31.095,5	+10.049,0
d) propres à l'Institut	866,5	418,0	+ 448,5	863,0	409,5	+ 453,5
Total	49.128,5	42.181,5	+ 6.947,0	51.327,5	48.602,5	+ 2.725,0

Pour tenter une explication des variations constatées, il est plus significatif, s'aidant des statistiques établies par les services postaux de l'Afrique Occidentale Française et du Togo, de dégager le solde des règlements « privés » qu'ils aient ou non utilisé, directement ou indirectement, la voie postale. Par déduction, il est possible d'estimer le solde des mouvements de fonds imputables aux opérations propres du Trésor public (encore que bien des règlements d'entreprises publiques utilisent des voies « privées »).

Tableau N° 40 : Transferts de fonds entre l'A. O. F.-Togo et l'extérieur exécutés par les Services des Postes et Télécommunications : année 1957

MODALITÉS D'EXÉCUTION	TRANSFERTS		SOLDE
	sur A. O. F./Togo	hors A. O. F./Togo	
	Millions de francs C.F.A.		
a) Virements postaux (C. C. P.-A. O. F.)	1.979	42.388	— 40.409
b) Mandats postaux	2.027	7.404	— 5.377
c) Envois contre remboursement (R 4)	—	515	— 515
d) Transferts de dépôts Caisse d'épargne	2	12	— 10
Total	4.008	50.319	— 46.311

Tableau N° 41 : Transferts de fonds entre l'A. O. F. et les autres pays de la zone franc exécutés par le Service des Chèques postaux de l'A. O. F.

	1954	1955	1956	1957
	Millions de francs C.F.A.			
A - TRANSFERTS HORS A. O. F. (a)				
a) Comptables publics	1.112,8	1.187,8	1.370,7	1.799,8
b) Banques et organismes de crédit	31.163,6	40.383,3	40.897,5	31.938,2
c) Particuliers et entreprises privées	7.687,5	7.777,3	8.665,1	8.547,4
d) Entreprises publiques	120,0	119,4	126,7	102,3
Total	40.083,9	49.467,8	51.060,0	42.387,7
B - TRANSFERTS SUR A. O. F. (b)				
a) Comptables publics	44,9	46,4	33,6	94,4
b) Banques et organismes de crédit	157,4	118,2	134,7	307,7
c) Particuliers et entreprises privées	897,3	1.152,2	1.357,7	1.564,2
d) Entreprises publiques	308,2	19,2	8,0	12,5
Total	1.407,8	1.336,0	1.534,0	1.978,8
C - SOLDE (A — B)	38.676,1	48.131,8	49.526,0	40.408,9

(a) Inscrits au débit des différents titulaires de comptes en A. O. F.
(b) Inscrits au crédit des différents titulaires de comptes en A. O. F.

2.33. *La balance des règlements extérieurs.*

La balance des règlements entre l'Afrique Occidentale Française, le Togo et l'extérieur s'établit alors ainsi pour les années 1956 et 1957 comme l'indique le tableau N° 40. Mais l'année civile ne recouvre cependant pas le cycle saisonnier de l'activité économique de l'ouest-africain et celle-ci peut, sans doute, mieux s'apprécier par la comparaison de période allant du 1er octobre d'une année au 30 septembre de la suivante (a).

Tableau N° 42 : Balance des règlements entre l'A. O. F. - Togo et l'extérieur

Opérations	Année		1er Octobre - 30 Septembre	
	1956	1957	1955/1956	1956/1957
	Soldes milliards de francs C. F. A.			
a) **Règlements " privés "**				
par voie postale	—55,1	—46,3	—56,7	—46,7
par voie Banques/Institut	+31,0	+10,5	+34,0	+14,5
Total	—24,1	—35,8	—22,7	—32,2
b) **Transferts " publics "**				
(Trésor et C. C. F. O. M.)	+31,0	+38,7	+29,6	+36,3
Solde général	+ 6,9	+ 2,9	+ 6,9	+ 4,1

Les sorties de fonds que nécessite le règlement des opérations du « secteur privé » avec l'extérieur sont compensées, et plus que compensées, par les dépenses propres, locales, du Trésor public (en y rattachant la Caisse Centrale).

Chacun de ces courants de sens inverse s'est amplifié durant l'année 1957.

La « dépense locale » du secteur public s'est accrue de quelques 6,7 milliards de francs c.f.a. (compte tenu des variations d'encaisses et de soldes créditeurs locaux).

(*a*) Dans les données qui suivent, les opérations effectuées par l'Institut pour le compte de la C. C. F. O. M. sont englobées avec celles du Trésor public dans les opérations du « secteur public ». Par contre, les quelques opérations propres de l'Institut sont comprises dans les opérations du secteur privé auxquelles elles se rattachent par leur nature (perception d'intérêts ou règlements de frais de fabrication de billets et pièces destinés à l'A. O. F.-Togo).

La couverture des dépenses extérieures du secteur privé a entraîné un accroissement de ses transferts extérieurs.

La documentation présentement disponible ne permet malheureusement pas de préciser comme il conviendrait les raisons de cette évolution.

Tout au plus est-il possible d'avancer que l'augmentation constatée des sorties de fonds peut trouver son explication dans l'aggravation du déficit de la balance commerciale de l'Afrique Occidentale Française et du Togo.

	Année		1er octobre-30 septembre	
	1956	1957	1955-1956	1956-1957
	milliards de francs c.f.a.			
Balance des règlements privés . . .	— 24,1	— 35,8	— 22,7	— 32,2
Deficit du commerce extérieur . . .	— 7,0	— 17,9	— 8,5	— 13,7
Différence	— 17,1	— 17,9	— 14,2	— 18,5

Le règlement des opérations autres que commerciales aurait entraîné des sorties de fonds d'importance sensiblement voisine d'une année à l'autre.

On ne saurait cependant trop souligner combien sont sommaires de telles conclusions et combien aussi elles sont risquées, ne prenant en considération ni le décalage dans le temps des phénomènes rapprochés ni la grande imprécision qui affecte malheureusement encore les statistiques de notre zone d'émission.

Au cours du dernier trimestre 1957, les mouvements de fonds analysés se sont poursuivis :

Balance des règlements :	4e trimestre 1957
	millions de francs c.f.a.
du « secteur privé » :	
par postes	— 10,5
par banques/Institut . . .	+ 1,6
	— 8,9
du « secteur public »	+ 10,5
Solde	+ 1,6

Quant au déficit de la balance commerciale du 4e trimestre 1957, il dépasse celui de l'ensemble de l'année 1956 et son montant, 8,2 milliards de francs c.f.a., atteint à peu près celui du solde des « transferts privés » sur l'extérieur.

Il semble que les disponibilités locales aient été concentrées sur le financement de la campagne 1957-1958 et cette interprétation paraît être confirmée par l'évolution des divers éléments des disponibilités monétaires et de leurs contreparties.

Variations :	Du 1er octobre au 31 décembre 1957 milliards de francs c.f.a.
des disponibilités monétaires :	
en monnaie fiduciaire	+ 10,1
en monnaie scripturale.	+ 1,2
Total	+ 11,3
des contreparties :	
en avoirs extérieurs de l'Institut	+ 1,7
en crédits à l'économie locale	+ 12,9
autres	— 3,3
Total	11,3

L'élément moteur de l'émission monétaire au cours du 4e trimestre 1957 apparaît ainsi avoir été, comme il est d'ailleurs normal en cette période de l'année, l'accroissement des crédits à l'économie locale.

2.4. L'ÉVOLUTION DES CRÉDITS A L'ÉCONOMIE

2.41. *Diversité des sources de crédit.*

Les crédits à l'économie qui s'inscrivent au tableau que nous avons dressé des contreparties des disponibilités monétaires de notre zone d'émission se limitent à ceux dont le financement est assuré par les ressources monétaires recensées.

Mais l'économie de l'Afrique Occidentale Française et du Togo bénéficie également d'une masse considérable de crédits financés sur des ressources extérieures.

C'est ainsi que sur des fonds mis à sa disposition par le Trésor public, la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer consent des prêts et avances aux collectivités publiques, aux entreprises publiques ou quasi publiques de statuts divers (offices, établissements publics, sociétés d'Etat ou sociétés d'économie mixte) et même aux entreprises privées pour des investissements concourant à la réalisation des plans d'équipement.

Les entreprises exerçant leur activité en Afrique Occidentale Française et au Togo peuvent également bénéficier de crédits ouverts à l'extérieur, principalement en France, par leur « maison mère » ou leurs fournisseurs.

Enfin, les trésoriers-payeurs de l'Afrique Occidentale Française et du Togo peuvent accepter le règlement des droits indirects par traites cautionnées à quatre mois ; les facilités ainsi consenties aux contribuables ne sont pas négligeables et leur importance a même augmenté depuis le récent transfert au Service des douanes de la perception de la taxe représentative de la taxe sur le chiffre d'affaires à l'importation et à l'exportation (le montant des traites en douane en cours à la fin de l'année 1957 dépassait 2 milliards de francs c.f.a.).

Le tableau N° 43 tente une estimation des crédits consentis aux particuliers et entreprises privées de notre zone d'émission (à l'exclusion des collectivités et entreprises publiques ou semi-publiques) par les agences locales des banques de dépôts, la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer et les trésoriers-payeurs. L'encours moyen de ces crédits a atteint 51,5 milliards de francs c.f.a. en 1957, en augmentation de près de 8 % sur le niveau moyen de 1956.

Tableau N° 43 : Estimation des crédits à l'économie en Afrique Occidentale Française et au Togo

FIN DE MOIS	CRÉDITS CONSENTIS PAR :			TOTAL
	Banques de Dépôts (a)	C. C. F. O. M. (b)	Trésoriers payeurs (c)	
	En cours en millions de francs C.F.A.			
1956				
Septembre	38.659	2.238	1.770	42.667
Octobre	36.687	2.163	1.687	40.537
Novembre	37.042	2.151	1.598	40.791
Décembre	46.106	2.103	1.621	49.830
1957				
Janvier	51.457	2.203	1.800	55.460
Février	51.711	2.195	1.978	55.884
Mars	52.806	2.203	2.099	57.108
Avril	50.045	2.211	2.355	54.611
Mai	48.637	(d)	2.271	(d)
Juin	47.098	2.135	2.309	51.542
Juillet	45.233	2.118	2.082	49.433
Août	43.348	2.116	2.077	47.541
Septembre	41.324	2.153	2.041	45.518
Octobre	41.292	2.147	2.099	45.533
Novembre	44.420	2.148	1.980	48.548
Décembre	52.121	2.125	2.140	56.386

(a) B. A. O., B. C. A., B. N. C. I., C. L., S. G. Crédits à court terme et à moyen terme.
(b) Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer. Crédits à moyen terme recensés par la Centrale des Risques.
(c) Obligations cautionnées (traites en douane) en règlement des droits indirects.
(d) Centralisation non effectuée.

2.42. *Les crédits recensés par la centrale des risques bancaires.*

Les statistiques établies sur la base des déclarations effectuées chaque mois à la *centrale des risques bancaires* gérée par l'Institut apportent quelque lumière sur l'affectation des crédits ainsi distribués. Rappelons que ces statistiques portent sur les crédits octroyés aux entreprises de l'Afrique Occidentale Française et du Togo par les cinq banques y exerçant leur activité ainsi que par la Société Immobilière et Financière Africaine.

Elles comprennent, en outre, les crédits à moyen et long termes consentis par la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer aux entreprises privées, mais ne comprennent pas ceux accordés par les autres établissements publics de crédit (« crédits sociaux »), ni par les trésoriers-payeurs aux bénéficiaires de crédit de droits (a). Les déclarations ne concernent enfin que les seuls bénéficiaires d'un ensemble de crédits au moins égal à 10 millions de francs c.f.a.

Les données de la centralisation des risques bancaires ne recouvrent donc qu'une partie des crédits dont bénéficient les entreprises de notre zone d'émission, mais en ce qui concerne tout au moins les crédits dispensés par les banques de dépôts, elles sont suffisamment représentatives (couvrant les 9/10 environ du total des crédits dispensés par elles).

C'est sous ces réserves que doivent être interprétées les données des tableaux ci-joints, indiquant la répartition des crédits recensés par la centrale des risques selon l'activité principale des bénéficiaires.

2.43. *Les crédits à moyen terme.*

Afin d'éliminer l'influence des modifications apportées aux conditions de la déclaration des risques, le tableau N° 45 compare les crédits en cours fin janvier 1957 et fin janvier 1958.

Tableau N° 45 : Crédits à moyen terme utilisés et déclarés à la Centrale des Risques de l'Afrique Occidentale Française et du Togo

GROUPES	BRANCHES D'ACTIVITÉ	31 Janv. 1957	31 Janv. 1958	31 Janv. 1957	31 Janv. 1958
		Millions frs C.F.A.		Pourcentages	
A, C	Pêche, agriculture	142	137	*2,8*	*2,8*
D	Eau, électricité	294	417	*5,9*	*8,5*
E	Mines	827	916	*16,6*	*18,6*
F	Matériaux de construction, Génie civil	579	433	*11,6*	*8,8*
G a	Industries alimentaires	489	499	*9,8*	*10,1*
G b, c, d, e	Autres industries	459	478	*9,2*	*9,7*
H	Transports, transit, manutention	210	166	*4,2*	*3,4*
I	Commerces	628	579	*12,6*	*11,8*
J	Hôtels, cafés, restaurants, spectacles	152	209	*3,0*	*4,2*
K	Sociétés immobilières	381	499	*7,7*	*10,1*
L	Organismes de crédit	779	549	*15,6*	*11,2*
M	Services divers	50	37	*1,0*	*0,8*
	TOTAL	**4.990**	**4.919**	*100,0*	*100,0*

Si le montant des crédits attribués aux industries extractives marque une sensible progression, les facilités nouvelles consenties ont surtout bénéficié à des activités ayant pour objet l'amélioration du bien-être de la population urbaine (distribution d'eau et d'électricité, hôtels, constructions de logements) et non point au développement de la production. Il n'est pas certain que cet emploi soit le plus favorable à l'essor économique de l'ouest africain.

(*a*) Les crédits distribués par les établissements publics de crédit feront prochainement l'objet de déclaration.

Tableau N° 44 : CRÉDITS A MOYEN TERME

Utilisations déclarées à la centrale des risques de l'Institut d'émission de l'A. O. F.-TOGO
Année 1957.

Groupes	BRANCHES D'ACTIVITÉ	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octob.	Nov.	Déc.
		Millions de francs C.F.A.											
A	Pêche	23	17	17	17		17	17	15	15	15	20	15
C	Agriculture	119	82	119	119		119	119	115	112	113	114	201
D	Eau et électricité	294	294	294	294		418	418	418	418	418	418	417
E	Mines	827	967	827	1.007		939	939	939	979	979	979	719
F	Matériaux de construction, Génie civil	579	492	620	483		477	534	519	509	497	475	595
G a	Industries alimentaires	489	515	506	539		529	522	513	517	512	516	425
G b	Industries textiles et du cuir	275	287	285	304		279	229	279	279	279	276	244
G c	Industries du bois	—	—	7	7		14	14	14	14	14	18	18
G d	Industries des métaux, Mécanique	105	105	105	104		95	142	92	92	91	91	78
G e	Industries diverses	79	79	77	87		91	120	120	82	118	118	120
H a	Transports	192	191	164	162		171	166	166	120	120	122	122
H b	Transit, Manutention	18	17	18	18		36	35	43	43	43	43	46
I a	Importateurs-Exportateurs	176	175	167	185		171	73	71	66	66	70	70
I b	Importateurs : commerces de marchandises diverses	216	240	256	242		257	277	241	227	214	225	200
I c	Importation et distribution de combustibles	228	269	208	208		208	208	200	208	214	214	242
I d	Exportateurs	8	7	7	7		7	7	7	6	6	26	26
J	Hôtels, cafés, restaurants, spectacles	152	148	194	189		224	221	218	215	211	211	214
K	Sociétés immobilières	381	364	403	463		484	489	488	489	487	474	525
L	Organismes de crédit	779	747	731	750		888	719	664	568	536	590	648
M	Services divers	50	50	36	36		30	30	30	40	40	40	39
	Total	**4.990**	**5.046**	**5.041**	**5.221**		**5.454**	**5.279**	**5.152**	**4.999**	**4.973**	**5.040**	**4.964**
	Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer	2.203	2.195	2.203	2.211		2.135	2.118	2.116	2.153	2.147	2.148	2.125
	Autres établissements	2.787	2.851	2.838	3.010		3.319	3.161	3.036	2.846	2.826	2.892	2.839

Centralisation non effectuée

Tableau N° 46 : CRÉDITS A COURT TERME

Utilisations déclarées à la Centrale des Risques de l'Institut d'émission de l'A. O. F.-TOGO
Année 1957.

Groupes	BRANCHES D'ACTIVITÉ	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octob.	Nov.	Déc.
		Millions de francs C.F.A.											
A	Pêche	18	18	15	17		20	18	13	16	13	13	20
B	Exploitations forestières	53	48	53	45		37	58	46	28	33	31	34
C a	Agriculture	779	682	847	956		1.086	1.058	979	1.002	978	829	899
D	Eau et électricité	14	13	22	44		53	51	61	68	71	59	31
E	Mines	12	52	32	38		71	102	99	106	149	145	104
F	Matériaux de construction, Génie civil	2.681	2.633	2.862	2.979		3.022	3.419	3.678	3.744	3.383	3.510	3.709
G a	Industries alimentaires	7.858	8.949	9.396	9.463		8.323	6.781	6.757	5.168	4.415	4.250	5.805
G b	Industries textiles et du cuir	134	132	120	107		189	76	207	162	176	169	185
G c	Industries du bois	36	58	45	48		48	44	35	33	36	24	35
G d	Industries des métaux, Mécanique	108	103	94	91		85	144	109	108	113	98	112
G e	Industries diverses	129	122	206	117		126	126	136	142	130	137	134
H a	Transports	504	843	863	386		443	479	773	765	663	702	779
H b	Transit, Manutention	722	716	738	755		747	757	753	717	826	810	804
I a	Importateurs-Exportateurs	19.871	20.012	18.548	17.018		15.347	14.614	14.205	12.789	13.581	15.262	19.432
I b2	Grands magasins, Commerces multiples	489	467	505	478		544	605	645	614	572	699	726
I b3	Commerces de produits alimentaires	109	125	90	115		101	117	108	117	150	159	194
I b4	Commerces de matières premières, Quincaillerie, Machines, Voitures	2.448	2.451	2.515	2.530		2.834	2.881	2.986	3.041	3.105	3.100	2.974
I b5	Commerces de textiles, Habillement	438	373	419	413		436	443	621	615	681	794	717
I b6	Autres commerces spécialisés	253	276	327	345		375	394	427	389	388	405	382
I c	Importations et distribution de combustibles	1.838	1.485	1.597	1.249		1.152	1.010	1.366	1.564	1.621	1.813	1.808
I d1	Exportateurs de bananes, fruits divers	137	95	109	89		127	128	135	151	196	170	216
I d2	Exportateurs de café et de cacao	2.980	3.326	3.227	3.267		2.613	2.535	2.287	1.870	1.714	1.795	3.162
I d3	Exportateurs d'oléagineux	857	1.006	869	867		1.161	1.148	1.027	864	715	648	742
I d4	Exportateurs de fibres textiles	206	224	180	121		80	10	10	9	11	42	160
I d5	Exportateurs de bois	135	131	114	145		143	149	139	145	127	159	145
J	Hôtels, Cafés, Restaurants, Spectacles	6	5	6	6		7	7	27	13	31	29	24
K	Sociétés immobilières	290	289	293	288		303	316	312	284	317	314	334
L a	Organismes de crédit agricole, mutuel, etc.	34	52	31	30		30	30	86	71	42	71	130
L b	Autres organismes de crédit	44	24	42	36		51	39	50	40	18	18	48
M	Services divers	—	—	13	13		13	13	16	21	23	31	35
	Total	**43.180**	**44.710**	**44.178**	**42.056**	Centralisation non effectuée	**39.567**	**37.552**	**38.093**	**34.656**	**34.278**	**36.286**	**43.880**

2.44. *Les crédits à court terme.*

Si le montant des crédits à moyen terme est relativement stable au cours de l'année 1957, il n'en est pas de même de celui des crédits à court terme. Le tableau N° 46 présente la répartition des crédits en cours en fin d'année et également à fin février (encours maximum) et fin octobre (encours minimum) des années 1956 et 1957. C'est à cette dernière date qu'une comparaison des répartitions paraît la plus significative.

De fin octobre 1956 à fin octobre 1957, c'est-à-dire de la clôture théorique de la campagne commerciale 1955-1956 à la fin de la campagne 1956-1957 et à la veille de l'ouverture de la campagne 1957-1958, le montant du crédit à court terme avait augmenté de 3,7 milliards de francs c.f.a. (soit de 12 %).

L'accroissement est principalement imputable à la commercialisation des marchandises d'importation ou des produits agricoles d'exportation comme le précise le tableau N° 47. Cet alourdissement progressif des engagements des entreprises de ce secteur essentiel de l'activité économique ouest africaine ressort également de la comparaison de crédits à court terme dont elles ont bénéficié en 1956 et 1957. L'accroissement des crédits recensés est égal (à 0,6 milliards près) à l'augmentation totale des crédits dont le financement était demandé aux ressources monétaires : +6,3 milliards, de fin 1956 à fin 1957.

Tableau N° 47 : Crédits à court terme utilisés et déclarés à la Centrale des Risques de l'Afrique Occidentale Française et du Togo

GROUPES	BRANCHES D'ACTIVITÉS	EN COURS EN FIN DE MOIS					
		1956			1957		
		Février	Octobre	Décembre	Février	Octobre	Décembre
		Millions de francs C.F.A.					
A, B, C	Pêche, exploitations forestières, agriculture	660	843	727	748	1.024	953
D	Eau, électricité	1	40	21	13	71	31
E	Mines	74	44	37	52	149	104
F	Matériaux de construction, Génie civil ...	2.628	3.127	2.810	2.633	3.383	3.709
G a	Industries alimentaires	8.331	3.606	5.573	8.949	4.415	5.805
G bcde	Industries autres	407	450	394	415	455	466
H	Transports, transit, manutention	1.179	932	1.302	1.559	1.489	1.583
I	Commerces	29.050	21.013	26.719	29.971	22.861	30.658
J	Hôtels, cafés, restaurants, spectacles	45	44	48	5	31	24
K	Sociétés immobilières.	218	285	283	289	317	334
L	Organismes de crédit.	266	233	236	76	60	178
M	Services divers	—	—	—	—	23	35
	Total	**42.859**	**30.617**	**38.150**	**44.710**	**34.278**	**43.880**

Tableau N° 48 : Ressources et emplois des banques de dépôt en Afrique Occidentale Française et au Togo

Millions de francs C.F.A.

	1956	1957											
RESSOURCES	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
R 1 - DÉPOTS DE LA CLIENTÈLE													
a) Dépôts à vue : Comptes chèques	6.009,8	6.408,2	6.753,2	6.766,5	6.799,8	6.584,1	6.581,5	6.130,1	6.026,4	6.203,8	6.184,8	6.334,7	6.688,5
b) Dépôts à vue : Comptes courants	11.186,3	11.565,9	12.034,0	13.013,4	12.146,1	12.104,3	12.477,6	11.344,7	11.961,8	11.788,2	11.844,9	12.528,5	12.295,7
c) Dépôts à terme	1.379,2	1.455,6	1.526,4	1.658,0	1.750,9	1.838,0	1.832,7	1.871,6	2.023,2	1.999,5	1.993,5	1.996,9	1.953,0
Total R 1	18.575,3	19.429,7	20.313,6	21.437,9	20.696,8	20.526,4	20.891,8	19.346,4	20.011,4	19.991,5	20.023,2	20.860,1	20.937,2
R 2 - DÉPOTS ET CRÉANCES DU TRÉSOR													
a) Compte du Trésor à la B. A. O.	1.297,8	1.513,3	1.819,7	1.852,2	1.297,5	1.235,9	783,9	764,7	572,2	652,5	809,3	1.035,1	666,1
b) Créances du Trésor sur B. A. O.	9.021,6	9.021,6	9.021,6	9.021,6	8.327,6	8.327,6	8.327,6	8.327,6	8.327,6	8.327,6	7.633,6	7.633,6	7.633,6
Total R 2	10.319,4	10.534,9	10.841,3	10.873,8	9.625,1	9.563,5	9.111,5	9.092,3	8.899,8	8.980,1	8.442,9	8.668,7	8.299,7
R 3 - CONCOURS DE L'INSTITUT D'ÉMISSION													
a) Réescompte	18.449,1	23.245,8	22.923,7	22.737,0	21.855,1	18.769,8	18.504,7	17.025,0	13.842,4	11.881,7	12.433,3	14.929,1	19.915,8
b) Avances	570,8	247,2	438,7	161,9	216,4	116,3	72,8	352,7	309,3	135,5	272,1	162,9	116,5
Total R 3	19.019,9	23.493,0	23.362,4	22.898,9	22.071,5	18.886,1	18.577,5	17.377,7	14.151,7	12.017,2	12.705,4	15.092,0	20.032,3
R 4 - AUTRES RESSOURCES	3.871,7	4.420,0	4.144,0	3.903,9	4.424,4	3.950,9	3.836,4	3.940,6	3.537,5	4.027,4	4.131,0	4.365,8	4.809,6
TOTAL DES RESSOURCES	**51.786,3**	**57.877,6**	**58.669,3**	**60.564,5**	**56.817,8**	**52.926,9**	**52.417,2**	**49.757,0**	**46.600,4**	**45.016,2**	**45.302,5**	**48.986,6**	**54.078,8**
EMPLOIS													
E 1 - CRÉDITS A L'ÉCONOMIE CONSENTIS PAR LES BANQUES													
a) Effets de commerce :													
— En portefeuille dans les banques ...	12.808,2	11.924,1	10.952,0	13.319,7	12.034,1	12.599,3	12.563,2	12.210,9	12.422,2	12.319,2	12.324,8	13.691,7	11.834,7
— Réescomptés par l'Institut d'Emission	18.449,1	23.245,8	22.923,7	22.737,0	21.855,1	18.769,8	18.504,7	17.025,0	13.842,4	11.881,7	12.433,3	14.929,1	19.915,8
b) Avances en comptes courants débiteurs	12.147,2	12.419,3	13.614,9	12.201,0	12.041,7	12.785,2	11.080,7	11.748,5	13.191,8	13.699,3	13.917,8	13.329,8	16.620,2
c) Avances garanties	2.701,6	3.867,8	4.220,5	4.547,9	4.114,0	4.482,9	4.940,1	4.248,6	3.891,7	3.423,6	2.616,5	2.469,6	3.750,8
Total E 1	46.106,1	51.457,0	51.711,1	52.805,6	50.044,9	48.637,2	47.097,7	45.233,0	43.348,1	41.323,8	41.292,4	44.420,2	52.121,5
E 2 - EFFETS PUBLICS EN PORTEFEUILLE DANS LES BANQUES	55,6	55,6	55,6	55,6	55,6	55,6	55,6	55,6	55,6	55,6	55,6	55,6	55,6
E 3 - CAISSE, C.C.P., INSTITUT D'ÉMISSION	1.894,8	1.795,5	1.842,5	1.460,2	1.400,1	1.373,1	1.497,7	1.547,9	1.356,9	1.147,1	1.312,7	1.409,7	1.855,3
E 4 - AUTRES EMPLOIS - COMPTE SIÈGE ET AGENCES HORS A. O. F.-TOGO	3.729,8	4.569,5	5.061,1	6.243,1	5.317,2	2.861,0	3.766,2	2.920,5	1.839,8	2.489,7	2.641,8	3.101,1	46,4
TOTAL DES EMPLOIS	**51.786,3**	**57.877,6**	**58.669,3**	**60.564,5**	**56.817,8**	**52.926,9**	**52.417,2**	**49.757,0**	**46.600,4**	**45.016,2**	**45.302,5**	**48.986,6**	**54.078,8**
CONCOURS DE L'INSTITUT D'ÉMISSION (R3/E1)	41,2 %	45,5 %	45,1 %	46,0 %	44,0 %	38,7 %	39,4 %	38,4 %	32,6 %	29,0 %	30,8 %	34,0 %	38,4 %

2.5. LE FINANCEMENT DES CRÉDITS BANCAIRES

La quasi totalité des crédits dont nous avons enregistré le développement est distribuée par les cinq banques de dépôts exerçant leur activité dans notre zone d'émission.

Les ressources mobilisées par ces banques et leurs emplois sont présentés par le tableau n° 48, mais il est plus expressif de rapprocher les données du début et de la fin de l'année 1957.

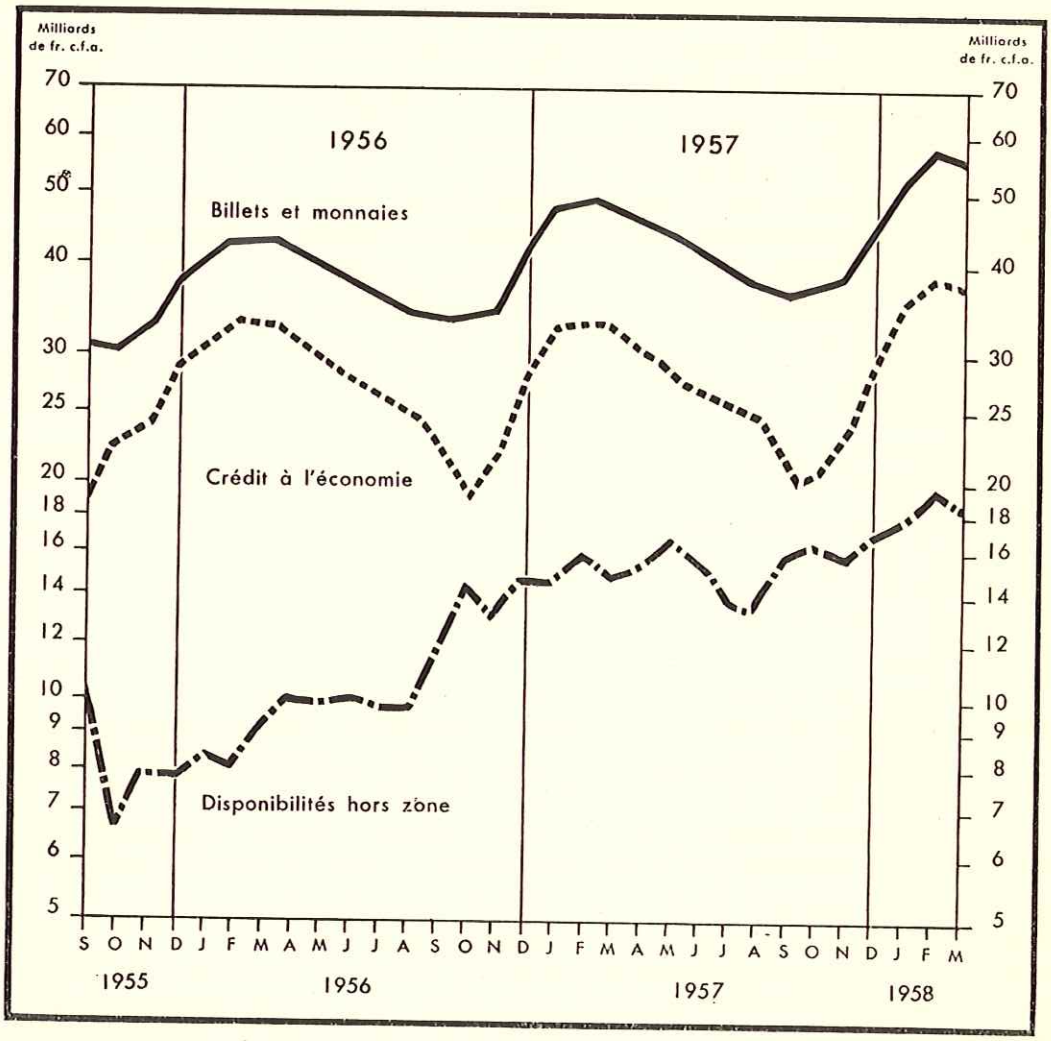
Ressources et emplois des banques de dépôts

	31 déc. 1956	31 déc. 1957	Variation
	milliards de francs c.f.a.		
Ressources :			
R_1 - Dépôts de la clientèle.	18,6	20,9	+ 2,3
R_2 - Comptes courants du Trésor	10,3	8,3	— 2,0
R_1+R_2	28,9	29,2	+ 0,3
R_3 - Concours de l'Institut d'émission.	19,0	21,6	+ 2,6
R_4 - Autres ressources . .	3,9	4,8	+ 0,9
Total des ressources. .	51,8	55,6	+ 3,8
Emplois :			
E_1 - Crédits à l'économie. .	46,2	53,6	+ 7,4
E_2 - Caisse, Institut, C.C.P.	1,9	1,9	—
E_3 - Autres emplois . . .	3,7	0,1	— 3,6
Total des emplois. . .	51,8	55,6	+ 3,8

Le surplus des ressources procurées aux banques par l'augmentation des dépôts de leur clientèle privée a seulement compensé, pour l'ensemble d'entre elles, la diminution des sommes laissées à leur disposition par le Trésor public.

Le financement des crédits paraît ainsi avoir été principalement réalisé par une concentration de ressources précédemment utilisées à d'autres emplois. Cette plus stricte concentration des ressources locales au financement de l'économie locale est sans doute la conséquence de la politique délibérément suivie par l'Institut d'émission.

Evolution des principaux postes
de la situation de l'Institut d'émission de l'A. O. F. et du Togo



Ordonnées logarithmiques.

2.6. L'INSTITUT D'ÉMISSION ET LA DISTRIBUTION DU CRÉDIT

L'action de l'Institut d'émission dans la distribution du crédit ne peut avoir d'autre guide qu'une exacte et constante adaptation aux conditions et aux besoins propres de sa zone d'émission. Aussi l'Institut a-t-il pour préoccupation constante :

- — de proportionner, dans la mesure de ses moyens, la création de monnaies aux besoins réels de l'économie de sa zone d'émission ;
- — de n'utiliser ses ressources monétaires qu'à des emplois offrant toute la garantie de liquidité nécessaire ;
- — de réserver l'utilisation de toutes les ressources monétaires de sa zone d'émission au financement des besoins de celle-ci ;
- — d'assurer à toute activité s'appuyant sur une situation financière saine et participant à la promotion générale de l'économie de l'Afrique occidentale française et du Togo les concours financiers nécessaires, aux plus justes conditions.

Loin de favoriser ces propos, les conditions économiques de l'année 1957 leur étaient contraires.

Le déficit persistant de la balance des règlements extérieurs de l'ensemble de la zone franc devait contraindre, au cours de cette année, le Gouvernement et la Banque de France à de sévères mesures d'ordre monétaire.

Le maintien, au taux de change fixé, de la libre convertibilité entre elles des monnaies de la zone franc, la poursuite de l'aide financière métropolitaine ne pouvaient se concevoir et se réaliser qu'à la condition que, dans ses rapports avec l'extérieur, les mêmes règles s'appliquent strictement à l'ensemble de la zone franc sous réserve de quelques aménagements de détail.

Quant aux mesures financières d'ordre interne, il était cependant possible de les différencier selon les parties de la zone franc, pour les adapter aux conditions et besoins propres de chacune d'elles. La souplesse des institutions monétaires de la zone franc a permis qu'il en soit ainsi.

L'examen de la situation économique de notre zone d'émission et surtout la considération de ses besoins conduisaient à penser que l'extension des mesures prises en France ne s'y imposait pas, à la condition que ce régime particulier ne soit pas exploité à des fins autres que celles pour lesquelles il était conçu.

Dans le monde entier, l'année 1957 a été une année d'argent cher. En France, par deux fois, la Banque de France fut conduite à élever son taux d'escompte : de 3 % à 4 % le 15 avril, puis à 5 % le 12 août. Cette élévation du coût des crédits était encore aggravée par les dispositions prises pour restreindre le montant des crédits accordés. En trois étapes (10 juillet, 10 août et 26 novembre), le plafond de réescompte des banques était réduit de 35 % et le 16 septembre, la Banque de France décidait de différer jusqu'à nouvel ordre tout examen de crédits à moyen terme destinés à des entreprises commerciales, et même de réviser certains gros crédits déjà autorisés.

Ces sévères mesures, notre Institut d'émission, avec l'approbation du Gouvernement et des hautes autorités monétaires de la zone franc, a pu éviter de les étendre à l'Afrique Occidentale Française et au Togo. Il a ainsi permis à ces territoires de continuer à bénéficier de conditions favorables à leur expansion.

INSTITUT D'ÉMISSION DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE ET DU TOGO

Tableau N° 49 : Taux des opérations de crédit à court terme pratiqués

Opérations	1er Octobre 1955	15 Octobre 1956	19 Août 1957	25 Novembre 1957
TAUX D'ESCOMPTE DES EFFETS A COURT TERME (a)				
Effets locaux	3,75 %	3,5 %	3,5 %	3,5 %
Effets sur Zone franc	3,50 %	3,5 %	3,5 %	3,5 %
Effets sur étranger	3,25 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %
AVANCES SUR EFFETS PUBLICS				
A terme fixe	4,0 %	4,0 %	4,0 %	5,0 %
En compte courant	4,5 %	4,5 %	4,5 %	5,5 %
PENSIONS SUR EFFETS PUBLICS OU PRIVÉS A MOINS DE SIX MOIS D'ÉCHÉANCE (b)	—	4,0 %	5,0 % 7,0 %	5,0 % 7,0 %

(a) Ces taux sont exclusifs de toute commission, mais :
— un minimum de 10 jours d'agios est perçu sur tout effet admis au réescompte ;
— un montant de 10 jours d'agios est retenu sur la ristourne accordée en cas de retrait avant échéance d'un effet précédemment admis au réescompte, si ce retrait n'est pas justifié par la sortie des marchandises nanties ou le paiement par l'Administration des créances mobilisées.

b) Le taux de 7 % est appliqué depuis le 19 août aux opérations de pensions exceptionnellement accordées en supplément des plafonds de réescompte.

Tableau N° 50 : Commissions de transfert

COMMISSIONS SUR TRANSFERT (a)	1er Octobre 1955		16 Janvier 1956		2 Novembre 1956	
	Fil	Courrier	Fil	Courrier	Fil	Courrier
France sur A. O. F.-Togo	0,25 °/oo min. 100 f.	0,25 °/oo min. 100 f.	0,10 °/oo min. 100 f.	0,10 °/oo min. 100 f.	0,10 °/oo min. 100 f.	0,10 °/oo min. 100 f.
A. O. F.-Togo sur France	0,75 °/oo min. 100 f.	0,60 °/oo min. 100 f.	0,50 °/oo min. 100 f.	0,40 °/oo min. 100 f.	0,40 °/oo min. 100 f.	0,20 °/oo min. 100 f.
A. O. F.-Togo sur Afrique du Nord via Paris	0,75 °/oo min. 100 f.	0,60 °/oo min. 100 f.	0,50 °/oo min. 200 f.	0,40 °/oo min. 200 f.	0,40 °/oo min. 200 f.	0,20 °/oo min. 200 f.
A. O. F.-Togo sur A. E. F. Cameroun via Paris	0,25 °/oo min. 100 f.	0,25 °/oo min. 100 f.	0,25 °/oo min. 100 f.	0,25 °/oo min. 100 f.	0,25 °/oo min. 100 f.	0,20 °/oo min. 100 f.
Entre sièges d'A. O. F. et du Togo :						
a) Tarif général	0,25 °/oo min. 100 f.	0,25 °/oo min. 100 f.	0,20 °/oo min. 100 f.	0,20 °/oo min. 100 f.	0,10 °/oo min. 100 f.	0,10 °/oo min. 100 f.
b) Produits d'escompte						
Dakar sur Kaolack	t. g.	t. g.	100 f.	100 f.	Franco	Franco
Cotonou sur Niger	t. g.	t. g.	t. g.	t. g.	Franco	Franco

(a) Exprimées en **francs c.f.a.**, à l'exception des transferts France-A.O.F./Togo (en francs métropolitains).

N.-B. — Jusqu'au 2 novembre 1956, l'Institut récupérait sur le donneur d'ordres (comme le faisait la B. A. O.) les ports de lettres sur une base forfaitaire. A partir du 2 novembre, aucun frais accessoire n'est récupéré pour les transferts par courrier. Pour les transferts par fil, seuls les frais de télégramme (ou téléphone) sont récupérés.

Du 16 janvier au 2 novembre 1956 tous les transferts de Dakar sur Kaolack ou Saint-Louis ont acquitté une taxe fixe de 100 frs.

2.61. *Le maintien du taux d'escompte à un taux modéré.*

Un coût élevé du crédit pouvant contrarier le développement d'une économie en quête de financement et en état de sous-emploi, l'Institut d'émission avait, dès le début de la campagne 1956-1957, ramené son taux d'escompte du papier local de 3,75 à 3,50 % (les effets sur l'étranger bénéficiant même du taux réduit de 3 %). Ce taux a été maintenu durant l'année 1957, alors que dans le monde entier les taux d'escompte des banques centrales connaissaient de considérables majorations.

Notre Institut a maintenu également à leur faible taux de novembre 1956 les commissions qu'il perçoit pour l'exécution des transferts entre la France et sa zone d'émission.

2.62. *L'adaptation du concours de l'Institut au volume des besoins réels de l'économie locale.*

Tout autant que le coût élevé du crédit, une limitation a priori du volume des crédits ne répondait pas aux besoins de l'économie de notre zone d'émission.

Aussi le volume des crédits à court terme réescomptés par l'Institut n'a subi ni amputation forfaitaire ni même plafonnement à un niveau arbitrairement fixé par référence à un passé proche ou lointain.

Les « plafonds » assignés aux banques sont demeurés essentiellement ajustables. Ils sont déterminés, au début de chaque campagne, en fonction des besoins prévisibles pour la commercialisation des grands produits agricoles d'exportation et ils se modèlent au long de l'année sur la cadence de l'achat et de l'exportation de ces produits.

Au cours de la *campagne 1956-1957*, le volume assez moyen des récoltes de café et de cacao, joint à une allure améliorée du marché international, n'a pas posé de problèmes particuliers de crédit pour ces produits. C'est de l'écoulement de la récolte d'arachides que sont venues les plus grandes difficultés, obligeant, dans l'attente des exportations sur les marchés étrangers, à financer pendant une durée inhabituelle des stocks relativement importants. Ces conditions d'écoulement et la nécessité de porter ces stocks ont entraîné un étalement des crédits bancaires au Sénégal, qui se sont résorbés moins rapidement que les années précédentes. L'Institut d'émission a tenu compte de cette situation à la fois dans le montant et dans l'échelonnement mensuel des accords de réescompte donnés aux banques. D'autre part, il a facilité la mobilisation des traites tirées dans le cadre d'opérations d'exportation avec arbitrage à terme montées avec le concours de la Société Interprofessionnelle des Oléagineux Fluides Alimentaires.

Le concours de l'Institut d'émission au financement de la *campagne 1957-1958*, qui en est à sa première phase, a été comme l'année précédente accordé en fonction de l'importance des récoltes d'arachides et de café et des hauts cours de celui-ci comme de ceux du cacao. La hausse des prix des produits importés, celle des charges locales ont également exercé leur influence. En définitive, le volume des crédits que l'Institut accorde à l'économie de sa zone d'émission a connu une sensible augmentation.

Cependant l'Institut a tenu à souligner aux banques distributrices que ces crédits ne devaient pas permettre des importations au-delà des besoins normaux.

Ils ne devaient pas autoriser non plus la constitution de stocks justifiés non par les besoins économiques mais par une pensée spéculative, même inspirée, dans une perspective de hausse de prix, par un souci de bonne gestion de l'entreprise. Pas davantage les crédits ne devaient alimenter de spéculation risquée sur les produits locaux.

Il nous a fallu, d'autre part, relever chez certaines entreprises une tendance excessive à accroître leurs moyens par le crédit plutôt que par leurs efforts propres. Il en résulte une faiblesse particulière dans leur structure financière qui rend vulnérables, non seulement ces entreprises, considérées individuellement, mais de larges secteurs économiques dans leur ensemble. Les conditions de crédit favorables, qu'essaie de maintenir l'Institut d'émission, seraient mal utilisées si elles devaient encourager dans cette voie les chefs d'entreprises et les banques qui ont à étudier leurs dossiers.

Aussi, pour limiter ces risques, l'Institut a-t-il été conduit à soumettre à une étude attentive les crédits soumis à son réescompte. Il a été amené à mieux proportionner certaines demandes, soit aux moyens propres de l'entreprise, soit au volume et au risque des affaires traitées par elle. Il a été conduit à limiter, dans certains cas, la longueur des tirages qu'il était disposé à accepter. Sans doute, les banques peuvent-elles porter sur leurs propres ressources les crédits dont l'Institut aurait ainsi limité ou refusé le réescompte, mais elles devront alors en prendre la responsabilité.

Cette nécessaire rigueur de l'Institut et le souci primordial qu'il doit avoir de maintenir à son bilan la liquidité indispensable à un organisme d'émission monétaire ne l'ont cependant pas empêché de donner suite à toute demande de *réescompte à moyen terme* justifiée par des besoins réels et destinés à financer des activités propres à développer l'économie de sa zone d'émission.

Les nouveaux accords de réescompte donnés par l'Institut au cours de l'année 1957 s'élèvent à 716,5 millions de francs c.f.a. ces crédits ayant pour objet le financement :

	Millions francs c.f.a.	Pourcentage
— d'exploitations minières	40,0	5,6
— d'exploitations agricoles	93,5	13,0
— d'industries de transformation	120,0	16,7
— de distributions d'hydrocarbures	75,0	10,5
— d'entreprises de travaux publics	155,0	21,6
— de constructions de locaux professionnels	118,6	16,6
— de constructions de locaux d'habitations	114,4	16,0
	716,5	100,0

Le montant des effets à moyen terme dans le portefeuille de l'Institut, qui était d'environ 250 millions de francs c.f.a. à la fin de l'année 1956, voisine maintenant le milliard de francs c.f.a.

Le taux des opérations à moyen terme est demeuré, comme celui des opérations à court terme, au niveau fixé en 1956.

Notre zone d'émission n'a donc subi, du fait de l'Institut, ni renchérissement ni compression de crédit.

2.63. *L'affectation des ressources monétaires locales aux besoins locaux.*

Cependant, la poursuite dans la zone d'émission de l'Institut d'une politique de crédit aussi libérale ne risquait-elle pas d'avoir de fâcheuses conséquences tant sur le plan général que sur le plan local ?

La zone franc, en effet, se caractérise par la liberté totale des mouvements de fonds intérieurs. La profonde intégration économique des divers pays de la zone franc, le large concours des finances publiques et privées métropolitaines auquel beaucoup de ces pays doivent faire appel excluent que des entraves soient apportées à l'exercice de cette liberté. Au moment même où la France était conduite à élever le coût du crédit et à en rationner la distribution, une politique contraire en Afrique pouvait entraîner des mouvements de capitaux et des transferts de crédits peu conformes à la fois aux intérêts de la zone franc et à ceux des territoires d'Afrique.

Elle risquait d'affaiblir l'unité psychologique de la communauté monétaire et, dans une certaine mesure, l'efficacité de la politique d'assainissement monétaire que la Métropole poursuivait dans l'intérêt général de toute la zone franc.

Elle risquait d'autre part de priver l'Afrique de ressources qu'appelaient en Europe la restriction des crédits et leur taux élevé de rémunération.

Aussi l'action de l'Institut a-t-elle été caractérisée par le double souci de maintenir dans sa zone un régime adapté aux besoins de l'économie locale, mais d'interdire que les facilités accordées sur place puissent être abusivement détournées de leur fin. Tout au contraire il convenait que la trésorerie des entreprises, les dépôts dans les banques et la trésorerie locale des banques en général soient appelés à travailler pleinement sur place et ne soient pas transférés vers la Métropole.

Ces objectifs ont pu être atteints par un ajustement plus strict et plus fréquent des plafonds des banques aux besoins légitimes de l'économie locale, prenant en considération l'intégralité de leurs ressources locales. Les marges disponibles entre les engagements effectifs des banques auprès de l'Institut et les limites qui leur étaient assignées ont été systématiquement réduites au minimum afin qu'aucune augmentation du volume des crédits ne puisse se réaliser avant d'avoir été justifiée.

Un tel ajustement, nécessairement fondu sur des prévisions, ne peut cependant prétendre à une rigueur mathématique, et pour en renforcer l'efficacité des mesures ont également été prises dans le domaine des taux de certaines opérations.

Dans la deuxième quinzaine d'août, sans modifier le taux de ses opérations normales maintenu à 3,5 %, l'Institut a décidé d'élever de 4 à 5 % le taux des facilités de pension utilisées dans le cadre des plafonds préalablement accordés, et de le porter à 7 % quand des circonstances exceptionnelles amèneraient à autoriser, pour de courtes périodes, un supplément à ces plafonds.

L'application de ces diverses mesures et la compréhension par les banques des légitimes soucis de l'Institut ont eu des résultats qui peuvent être jugés satisfaisants. Les données statistiques présentées au cours de ce rapport montrent, en effet, que les crédits distribués sur ressources monétaires n'ont été ni inférieurs aux besoins réels ni sensiblement supérieurs, et que les mouvements de fonds enregistrés au cours de l'année 1957 s'interprètent par une plus complète affectation des ressources locales aux besoins de notre zone d'émission alors que l'inverse était plutôt à craindre.

3ème PARTIE

L'ADMINISTRATION DE L'INSTITUT ET LES RÉSULTATS FINANCIERS DE SES OPÉRATIONS EN 1957

INSTITUT D'ÉMISSION
DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE ET DU TOGO

AGENCES

ABIDJAN (Côte d'Ivoire)

BAMAKO (Soudan)

BOBO-DIOULASSO (Haute-Volta)

CONAKRY (Guinée)

COTONOU (Dahomey)

NIAMEY (Niger)

DAKAR (Sénégal)

LOMÉ (République du Togo)

DIRECTION GÉNÉRALE
128, rue du Faubourg-Saint-Honoré (8e)
PARIS

I. — L'ADMINISTRATION DE L'INSTITUT EN 1957

Si aucun changement n'est intervenu durant l'année 1957 dans la composition de notre *Conseil d'administration*, celle-ci vient d'être affectée, avant que ce rapport ne soit approuvé, par le remplacement de M. Lemaignen par M. Gallenca.

M. Lemaignen, ayant été appelé à siéger à la Commission Economique Européenne, a dû se démettre de ses fonctions d'administrateur et notamment de celles qu'il exerçait à notre Conseil depuis sa création. Les très vifs regrets que nous éprouvons de ce départ sont atténués par la certitude des grands services que M. Lemaignen ne pourra manquer d'apporter par son autorité morale et ses connaissances exceptionnelles des problèmes africains à la mise en œuvre du marché commun dans les pays et territoires d'outre-mer.

M. Lemaignen siégeait à notre Conseil parmi les deux « administrateurs choisis pour leur expérience des questions économiques africaines» nommés par décision conjointe du Ministre des Finances et du Ministre de la France d'outre-mer ; il appartenait donc à ceux-ci de désigner son successeur. Leur choix s'est fixé sur M. Charles Henry Gallenca à qui sa parfaite connaissance des problèmes économiques de l'Afrique a déjà valu d'être porté depuis plusieurs années à la présidence de la Chambre de Commerce de Dakar et à celle de la Conférence des Présidents des Chambres de Commerce, d'Agriculture et d'Industrie de l'A. O. F.

Au sein du *Collège des Censeurs*, M. Emiry appelé à d'autres fonctions a été remplacé sur désignation du Gouvernement togolais par M. Raoul Gayrard, Chef du service des finances du Ministère des Finances de la République du Togo.

Répondant aux stipulations de l'article 28 des statuts de l'Institut, notre Conseil s'est réuni à quatre reprises au cours de l'année 1957 : le 8 janvier, le 9 mai, le 3 juillet et le 13 novembre. La première et les deux dernières réunions de l'année ont été tenues au siège de l'Institut, mais le Conseil a eu la grande satisfaction de pouvoir se réunir, le 9 mai, à Dakar, dans les nouveaux locaux de notre première agence de « plein exercice ».

L'installation de notre agence de Dakar dans l'immeuble acquis pour son usage, avenue William Ponty, a permis à l'Institut d'y assurer directement, à partir du 1er juin 1957, toutes les opérations de conservation et de manipulation des espèces monétaires qui demeurent encore confiées, dans nos autres agences, à la Banque de l'Afrique Occidentale dans les conditions réglées par la convention de louage de services conclue le 22 septembre 1955.

L'Institut s'est cependant attaché à assurer par ses propres agents les opérations ne nécessitant ni locaux particuliers ni personnel nombreux. C'est ainsi que nos agences ont pris en charge la gestion des portefeuilles d'effets escomptés, l'exécution des transferts et la comptabilisation de toutes nos opérations dès que leurs moyens le leur ont permis : à *Conakry* (le 1er mars 1957), à *Abidjan* (le 1er mai 1957), à *Cotonou* (le 1er octobre 1957), à *Bamako* (le 1er décembre 1957) ; notre agence de Lomé a pris elle-même en charge toutes ces opérations, le 1er février 1958. Ainsi, sur les places autres que Dakar, où l'Institut est actuellement représenté par un directeur, tous les services qui nous incombent, à l'exception du service de caisse, sont assurés par nos propres agents. Sur toutes ces places nos agents assurent également la gestion d'une chambre de compensation, et depuis le 1er octobre, la centralisation des déclarations de chèques impayés, confiée à l'Institut par décret du 23 mars 1957.

La conservation et la manipulation des espèces monétaires exigent, on le sait, des locaux spécialement conçus à cette fin. Aussi, en même temps qu'il poursuivait et terminait l'aménagement de son immeuble de Dakar, l'Institut d'émission s'est-il efforcé d'acquérir les terrains et d'entreprendre les constructions nécessaires à la satisfaction de ses besoins essentiels.

Des terrains ont été acquis à Abidjan, Conakry, Cotonou, Bamako et Lomé et le chantier de construction de notre immeuble dans la première de ces villes est en pleine activité. Les négociations nécessaires à la concession d'un terrain à Niamey et à Ouagadougou ont été entreprises.

Enfin, au cours de l'exercice 1957, un quatrième dépôt de billets a été ouvert ; situé à *Ouagadougou*, il est géré pour le compte de l'Institut par le Trésorier-payeur de la Haute-Volta depuis le 1er septembre 1957.

L'ouverture d'agences « autonomes » au fur et à mesure de l'achèvement du programme immobilier, nous oblige à prévoir le recrutement de nouveaux agents d'encadrement.

Dans la mesure du possible, nous nous efforcerons de placer aux nouveaux postes des agents africains. Comme il est pratiquement impossible de trouver d'emblée des candidats ayant la formation générale, technique et pratique, suffisante, nous avons décidé d'assurer par nos propres moyens la formation bancaire de jeunes stagiaires africains.

Une première expérience est en cours à l'agence de Dakar depuis le début de l'année 1958. Les cinq jeunes gens admis au stage ont été choisis après un concours ouvert aux candidats titulaires au minimum du baccalauréat ou du brevet d'enseignement commercial. Le stage dure deux ans, pendant lesquels les stagiaires reçoivent un enseignement portant sur l'économie politique, les opérations de banque, la comptabilité, la géographie économique et sont initiés aux travaux de l'agence. A la fin de chaque année, un examen éliminatoire est prévu. En fin de stage, les candidats jugés aptes seront intégrés dans le personnel de l'Institut d'émission et affectés à des postes d'encadrement.

Il est évidemment trop tôt pour juger des résultats de cette première expérience, mais nous pensons que les espoirs que nous fondons sur elle seront pleinement justifiés.

II. — LES RAPPORTS ENTRE L'INSTITUT D'ÉMISSION ET LES AUTRES INSTITUTIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERES

Dans le corps de notre premier rapport nous avions souhaité que fussent établies des liaisons plus étroites entre notre établissement et les diverses instances chargées d'étudier ou de résoudre les problèmes économiques intéressant notre zone d'émission.

Notre Conseil a pu enregistrer avec une grande satisfaction que la plupart des propositions ainsi présentées ont été retenues.

Le 21 septembre 1957, les différents ministres intéressés ont contresigné un arrêté fixant la liste des instituts d'émission dont le Président ou le Gouverneur siège au *Comité Monétaire de la zone franc*, réorganisé par décret du 9 mars 1957. Le Président de notre Conseil figure parmi ces personnalités.

Les modifications apportées par le décret n° 57-980 du 26 août 1957 aux statuts de la *Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer* ont notamment appelé à siéger au Conseil de surveillance chargé de suivre la gestion de cet établissement « un représentant des instituts d'émission publics exerçant leur privilège dans les territoires d'outre-mer ». M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de la France d'outre-mer, auxquels revient de désigner conjointement ce représentant, ont choisi le Directeur général de notre Institut, ce dernier étant, par l'étendue de sa zone d'émission et le volume de ses opérations, le plus important de ceux dont l'activité s'exerce dans les territoires où est installée la Caisse Centrale.

D'une façon générale il nous paraît d'ailleurs essentiel que notre Institut soit étroitement associé à l'élaboration et à l'étude, à quelque stade que ce soit, des projets dont le financement est appelé à réagir profondément sur la situation monétaire de sa zone d'émission.

Un arrêté du Haut-Commissaire de la République Française en date du 26 juillet 1957 a appelé notre Directeur général à siéger au Conseil d'administration de l'*Office des Postes et Télécommunications de l'Afrique Occidentale Française.*

Le Haut Commissaire de la République a également prévu un représentant de notre Institut parmi les membres des comités consultatifs territoriaux des postes et télécommunications, comités institués par arrêté du 4 décembre 1957.

Par délibération du 28 juin 1957 le Grand Conseil de l'Afrique Occidentale Française a appelé un représentant de l'Institut à siéger au Conseil d'administration de la *Caisse d'Epargne de l'A. O. F. et du Togo* et au *Comité Consultatif d'Epargne de la Côte d'Ivoire.*

L'institution dans chacun des pays de notre zone d'émission « d'organismes de crédits polyvalents » s'est complétée par la création, approuvée par arrêté ministériel du 16 août 1957, du *Crédit de la Haute-Volta*, du *Crédit du Niger* et du *Crédit du Soudan.* L'Institut d'émission a été appelé à désigner un représentant au Conseil d'administration de chacun de ces nouveaux établissements.

Il nous a été agréable d'enregistrer que le Conseil d'administration du *Crédit du Togo*, réuni pour la première fois le 29 mai 1957, a choisi pour président, M. Carlos de Medeiros, représentant de la République du Togo à notre Conseil.

Enfin, notre Institut a été associé, à titre consultatif, aux travaux de la *Caisse de Stabilisation des prix du karité* et de la *Caisse de Stabilisation des prix des arachides du Togo*. Le Conseil du Gouvernement du Niger a pris dans le même sens une décision de principe favorable, en ce qui concerne la *Caisse de Stabilisation des prix des arachides et des transports du Niger*. La question de notre assistance aux travaux du Comité de gestion de la *Caisse de Stabilisation des prix des arachides du Sénégal* a également reçu un accueil favorable de la part des autorités de ce territoire.

Ainsi se poursuit l'étroite association, que nous croyons déjà pouvoir affirmer bénéfique pour l'intérêt général, de nos représentants aux délibérations des organisations chargées de la promotion des économies territoriales.

Tableau N° 51 : Evolution des principaux postes de la situation de l'Institut d'émission de l'Afrique Occidentale Française et du Togo

PRINCIPAUX POSTES	31 Déc. 1955	31 Déc. 1956	31 Mars 1957	30 Juin 1957	30 Sept. 1957	31 Déc. 1957
A - ENGAGEMENTS A VUE	millions de francs C.F.A.					
Billets en circulation	37.733	42.912	48.206	41.803	36.526	46.833
Comptes courants créditeurs	554	1.000(a)	206	807	397	736
Total A	**38.287**	**43.912**	**48.412**	**42.610**	**36.923**	**47.569**
B - CONTREPARTIES						
1 - Disponibilités hors zone	7.915	14.862	14.753	15.601	15.846	17.587
2 - Créances résultant du transfert du privilège	10.418	9.030	8.336	8.336	7.642	7.642
3 - Effets escomptés	18.034	19.030	23.816	18.874	12.678	22.044
4 - Avances à court terme	637	571	162	73	136	117
5 - Divers	1.283	419	1.345	(—274)	621	179
Total B	**38.287**	**43.912**	**48.412**	**42.610**	**36.923**	**47.569**
COUVERTURE DES ENGAGEMENTS A VUE	Pourcentage					
a) Par des disponibilités hors zone	20,7	33,8	30,5	36,6	42,9	37,0
b) Par des créances de l'Institut sur les bénéficiaires de crédits consentis par lui	48,8	44,6	49,5	44,5	34,7	46,6
c) Par des créances de l'Institut sur l'Etat résultant de la prise en charge du service de l'émission	27,3	20,6	17,2	19,6	20,7	16,1

(a) Situation anormale due au gonflement du compte de la C. C. F. O. M. par remboursement le 30 décembre de prêts consentis aux Territoires.

III. — LES RÉSULTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE 1957

3.31. *Présentation du compte de profits et pertes.*

Le compte de profits et pertes, approuvé par le collège des censeurs le 18 mars 1958, s'équilibre en recettes et dépenses à *3.054.486.469 francs métropolitains* (a).

Institut d'émission de l'Afrique Occidentale Française et du Togo

Profits et pertes au 31 décembre 1957

DÉBIT		CRÉDIT	
	en francs métropolitains		
Entretien de la circulation...	921.787.690	Intérêts et commissions	3.054.486.469
Redevance et droits de timbre sur la circulation	489.278.228		
Frais généraux - Provisions et charges diverses	632.495.924		
Amortissements	1.010.924.627		
— Immeubles . 33.418.334			
— Matériel et autres installations..... 24.857.888			
Matériel d'émission transféré 952.648.405			
	3.054.486.469		3.054.486.469

Certifié conforme aux écritures.

Les Censeurs :
MM. ERGMANN
GAYRARD
HEBRARD
REY

Le Directeur général :
R. JULIENNE

a) Toutes les indications de valeur sont exprimées en *francs métropolitains*, dans cette dernière partie du rapport.

3.32. *Les produits d'exploitation.*

Au cours de l'exercice 1957, les produits d'exploitation de l'Institut se sont élevés à *3.054.486.469 F. M.* contre 2.600 millions environ en 1956.

L'analyse de ces produits fait ressortir que l'augmentation d'un exercice sur l'autre porte essentiellement sur le montant des intérêts versés par le Trésor au titre des disponibilités de l'Institut en francs métropolitains. La stabilité des agios encaissés sur les opérations de crédit malgré le développement de ces dernières, tient à ce que l'Institut s'est efforcé de maintenir les conditions de taux les plus basses compatibles avec l'équilibre économique de sa zone. La faible importance, tant des crédits accordés sous la forme d'avances sur bons et de pensions, que des agios réalisés à ce double titre, montre que l'incidence des taux auxquels ces opérations ont dû être portées est absolument négligeable et que l'économie de l'A. O. F. et du TOGO aurait dû pleinement profiter de la modicité du taux de l'escompte.

En effet la ventilation par nature des produits encaissés sur les opérations de crédit est la suivante :

	Millions francs	Pour cent
— Escompte et intérêts des créances résultant du transfert du privilège	1.729	*97,6*
— Avances	15	*0,9*
— Pensions	27	*1,5*
	1.771	*100,0*

a). *Créance résultant du transfert du privilège.*

Les intérêts s'élèvent à *417.165.191 F. M.* en 1957 contre *673.158.877* en 1956 (a). La diminution de leur montant a deux causes :

a) Diminution du montant moyen de la créance par suite des amortissements intervenus en cours d'année : par suite des amortissements survenus en cours d'année, le solde moyen de la créance a été ramené de *19.431.109.205 F. M.* en 1956 à *16.655.236.466* en 1957.

b) Diminution du taux d'intérêt : en 1956 le taux de rémunération moyen avait été de l'ordre de 3,20 % (b). Le taux fixé par M. le Ministre des Finances pour 1957, en application de l'article 3 de la convention du 26 septembre 1955 a été de 2,50 %.

(a) 790.498.022 pour la période allant du 1er octobre 1955 au 31 décembre 1956.

(b) 3,25 % jusqu'au 15 octobre 1956, 3 % du 15 octobre au 31 décembre 1956.

b). *Intérêts sur fonds déposés au Trésor public.*

Le montant des intérêts sur fonds déposés au Trésor a doublé d'une année sur l'autre : *1.249.138.621 F. M.* en 1957 contre *605.318.372* francs en 1956 (a).

Cette augmentation est due :

1°) au relèvement du taux d'intérêt qui, suivant les variations du taux d'escompte de la Banque de France, a été de :

— 3 % pour la période allant du 1er janvier au 11 avril ;
— 4 % — — — du 11 avril au 12 août ;
— 5 % — — — du 12 août au 31 décembre et s'est ainsi élevé en moyenne à 4,10 %.

Ce dernier élément seul a eu pour conséquence un accroissement des produits de 335 millions de francs environ.

2°) à l'augmentation du solde moyen des dépôts qui passe de 20.152 millions en 1956 à 30.374 millions F. M. en 1957.

Cet accroissement ressort du tableau ci-après qui indique par ailleurs que les dispositions de la convention du 29 septembre 1955 obligeant l'Institut à verser au Trésor public les disponibilités en francs métropolitains excédant ses besoins courants ont toujours été respectées.

(a) 683.213.557 pour la période allant du 1er octobre 1955 au 31 décembre 1956. Il faudrait, il est vrai, ajouter à ce montant les intérêts sur bons du Trésor transférés arrivés à échéance en 1956 et s'élevant à Fr. M. : 78.571.064.

Tableau N° 52 : Répartition des avoirs en francs métropolitains de l'Institut d'émission de l'Afrique Occidentale Française et du Togo

EN FIN DE MOIS	Correspondants en France	Trésor public
	Francs métropolitains	
1957		
Janvier	7.036.793	29.192.000.000
Février	7.899.652	31.887.000.000
Mars	3.500.402	29.407.000.000
Avril	6.243.880	30.745.000.000
Mai	9.776.394	33.085.000.000
Juin	3.899.703	31.025.442.000
Juillet	7.564.863	26.652.000.000
Août	3.284.273	26.569.999.800
Septembre	6.723.863	31.556.153.835
Octobre	7.637.708	32.936.098.697
Novembre	2.940.942	31.978.334.400
Décembre	4.450.130	35.024.011.541

c). *Escompte à court et moyen terme.*

Le produit des opérations d'escompte à court et moyen terme s'est élevé à *1.312.376.474 F. M.* seulement en 1957 *contre 1.243.275.382* (a) en 1956 bien que le montant moyen des crédits à court terme consentis soit passé d'une année sur l'autre de 34 milliards environ en 1956 à 37 milliards en 1957, soit une augmentation supérieure au montant des deux semestrialités versées en remboursement de la créance résultant du transfert du privilège et s'élevant à F. M. 2.776 millions, et que le montant moyen des crédits à moyen terme ait été de 1.500 millions contre 250 millions en 1956.

C'est la conséquence sur un exercice entier de la réduction du taux d'escompte sur place de 3,75 % à 3,50 % intervenue le 15 octobre 1956. Cette réduction s'est traduite par un manque à gagner de 70 millions environ pour l'exercice 1957.

d). *Avances en comptes courants et à terme fixe.*

Le solde moyen des avances consenties passe de 700 millions environ en 1956 à 350 millions en 1957.

Aussi malgré le relèvement du taux des avances à compter de novembre 1957 :

— 4 à 5 % pour les avances à terme fixe ;

— 4,50 à 5,50 % pour les avances en comptes courants,

le montant des produits encaissés ne s'élève-t-il qu'à 15 millions contre 30 millions environ en 1956 (b).

(a) 1.465 millions pour la période allant du 1er octobre 1955 au 31 décembre 1956.

(b) 39.164.470 F. M. pour la période allant du 1er octobre 1955 au 31 décembre 1956.

Tableau N° 53 : Variation du portefeuille et des avances de l'Institut d'émission de l'Afrique Occidentale Française et du Togo

FIN DE MOIS	EFFETS à court terme	EFFETS à moyen terme	EFFETS pris en pension	AVANCES en c/c et garanties
1957	Francs métropolitains			
Janvier	47.385.715.677	525.780.000	—	493.759.706
Février	47.750.602.056	355.780.000	—	689.362.298
Mars	47.250.931.416	380.940.000	62.000.000	255.255.280
Avril	42.910.013.930	1.070.657.000	190.000.000	270.900.000
Mai	35.787.752.576	1.135.831.000	1.802.000.000	195.253.148
Juin	36.286.333.268	949.691.000	513.000.000	145.600.000
Juillet	32.088.270.654	2.041.293.696	505.080.000	705.372.594
Août	28.272.306.146	2.274.481.100	2.553.000.000	618.557.454
Septembre	21.821.122.104	2.232.651.100	1.302.500.000	265.045.066
Octobre	22.267.989.424	2.228.137.000	850.000.000	496.183.418
Novembre	28.855.172.592	2.310.899.000	—	157.849.192
Décembre	42.246.282.888	1.842.469.000	—	233.060.000

e). *Effets pris en pension.*

La décision de prendre des effets en pension n'étant intervenue que le 15 novembre 1956, l'Institut n'avait encaissé que très peu de produits, 119.332 F. M., en 1956. En 1957 les banques ont recouru plus largement à cette forme de crédit. Par ailleurs, à la suite de l'évolution monétaire, le taux en fut relevé à compter d'août 1957, et porté à 5 % et dans certains cas à 7 %. En fait, ce dernier taux n'a joué que dans des cas exceptionnels et pour de très faibles montants.

Le montant moyen des crédits accordés sous cette forme s'est élevé à 600 millions environ et les produits sont passés à *27.045.822 F. M.* (Tableau N° 53).

f). *Transferts et divers.*

Les produits divers se sont élevés à *31.670.923 F. M.* contre 20 millions environ en 1956 (a). Cet accroissement est dû au fait que les banques ont chargé l'Institut de l'exécution de transferts qui jusqu'ici étaient acheminés par l'intermédiaire des P. T. T.

En définitive les produits se sont accrus de 17,5 % d'une année sur l'autre, alors que la circulation moyenne (billets et monnaies) n'a augmenté que de 12 %. Cet écart est dû au relèvement du taux d'escompte de la Banque de France, qui, comme il a été indiqué plus haut, a eu pour conséquence une augmentation de 335 millions des produits extérieurs. Sans ce changement des conditions de crédit en France, l'accroissement des produits n'aurait été que de 115 millions, soit 4,5 % environ et aurait été ainsi inférieur en pourcentage à l'augmentation de la circulation. Le relèvement du taux d'escompte en France étant lié à une situation monétaire que nous espérons ne devoir être que passagère, les produits de l'exercice 1957, qui pour 12 mois (3.054 millions) sont du même ordre de grandeur que les recettes encaissées l'exercice précédent pendant 15 mois (3.081 millions), doivent, pour cette raison, être considérés comme exceptionnels.

3.33. *Les charges d'exploitation.*

Avant amortissement, les charges courantes d'exploitation se sont élevées à *2.043.561.842 F. M.* contre 1.800 millions environ en 1956 (b). L'augmentation des charges d'une année sur l'autre est ainsi de 13 % environ et est sensiblement de même importance que l'accroissement de circulation journalière moyenne (c).

L'augmentation des charges a :

— des raisons d'ordre général (hausse générale des prix et des salaires) dont l'accroissement de la circulation fiduciaire est le reflet ;

— des causes propres à l'Institut : reprise des services comptables à *Abidjan, Bamako, Conakry, Cotonou,* exigeant le recrutement et la formation d'agents nouveaux, ouverture et fonctionnement des dépôts de billets d'*Ouagadougou* et *Ziguinchor,* gestions des Chambres de Compensation sur les différentes places où l'Institut est installé, centralisation des déclaration de chèques impayés.

(a) 23.679.237 F. M. pour la période allant du 1er octobre 1955 au 31 décembre 1956.

(b) 2.241 millions pour la période allant du 1er octobre 1955 au 31 décembre 1956.

(c) Circulation journalière moyenne 1956 : 75.370 millions F. M. ; 1957 : 84.060 millions F.M.

Les dépenses d'exploitation se répartissent ainsi :

a) *Entretien de la circulation :*

Les frais d'entretien de la circulation fiduciaire se sont élevés à *921.787.690 F. M.* L'entretien de la circulation a exigé l'émission des billets et coupures ci-après :

Billets	Nombre de coupures nouvelles
Billets de 5.000 francs	1.497.200
— de 1.000 —	11.410.650
— de 500 —	4.415.300
— de 100 —	62.993.100
— de 50 —	36.889.600
— de 25 —	29.645.700
— de 10 —	40.350.900
Monnaies métalliques	
25 francs	5.200.000
10 —	11.300.000
5 —	8.920.000

La mise en circulation dans le public de monnaies métalliques s'est, dans l'ensemble, effectuée dans des conditions fort satisfaisantes. Commencée en 1956 par l'émission par le Trésor de pièces de 5 francs, elle s'est poursuivie en 1957 par l'émission de pièces de 10 et 25 francs « type République » d'abord, puis « type Institut » par la suite.

De son côté l'Institut a mis en circulation de nouveaux types de billets de 50 et 100 francs.

Tableau N° 54 : Entretien de la circulation

Type de coupures	Nombre moyen de billets en circulation en 1956	Nombre moyen de billets en circulation en 1957	Billets émis en 1957 et correspondant à l'accroissement de la circulation	Billets émis en 1957 pour l'entretien de la circulation	Rythme théorique de renouvellement
5.000	1.245.700	1.576.500	330.800	1.166.400	13 mois
1.000	17.031.000	18.809.000	1.778.000	9.632.650	21 mois
500	5.642.100	5.953.800	311.700	4.103.600	16 mois
100	79.434.600	87.925.300	8.490.700	54.502.400	18 mois
50	40.044.600	39.776.080	—	36.889.600	13 mois

N.-B. — Le nombre moyen de billets en circulation est calculé d'après la circulation par coupures en fin de mois pour la période allant de décembre 1955 à décembre 1956 (année 1956) et de décembre 1956 à décembre 1957 (année 1957).
Le rythme théorique de renouvellement est donné par le rapport :

$$\frac{\text{Billets émis en 1957 pour l'entretien de la circulation}}{\text{Circulation moyenne par coupures en 1956.}}$$

Le tableau 54 donne des indications sur le rythme de renouvellement théorique des billets. Les variations d'une année sur l'autre sont fort importantes. Un tri plus rigoureux des billets en est l'explication. Mais seule une étude faite sur plusieurs exercices doit permettre de déterminer le rythme de renouvellement des diverses coupures (a).

b). *Redevance et droit de timbre sur la circulation.*

Liée au taux moyen d'escompte de l'Institut la redevance sur la circulation calculée selon les dispositions de l'article 9 de la convention du 29 septembre 1955 s'est élevée à 489.278.228 francs (b). Toutefois, le droit de timbre sur la circulation est déductible de la redevance. Il a été versé en conséquence :

— Droit de timbre	104.685.910 F.M.
— Redevance sur la circulation	384.592.318 F.M.
Au total	*489.278.228* F.M.

c). *Frais généraux — Provisions et charges diverses.*

Ces postes s'inscrivent au total pour *632.495.924 F. M.* Sur ce montant, les traitements et salaires du personnel réglés directement par l'Institut ou remboursés par ce dernier à la Banque de l'Afrique Occidentale dans le cadre de la convention de louage de services du 22 septembre 1955 ont été de *425.097.292 F. M.*

3.34. *Amortissements.*

L'excédent des produits d'exploitation sur les charges courantes s'élève à *1.010.924.627 F. M.* Cette somme a dû, comme l'année précédente, être consacrée entièrement à des amortissements et n'a pu, même partiellement, être affectée à la constitution de la réserve obligatoire prévue à l'article 34 des statuts. Elle a été utilisée à concurrence de *952.648.405 F. M.* à l'amortissement du matériel d'émission transféré et de *58.276.222 F. M.* aux amortissements courants.

a). *Amortissements courants.*

En ce qui concerne ces derniers, leur accroissement d'une année sur l'autre, de *19.563.850 à 58.276.222 F. M.*, est dû à l'achèvement et à l'occupation de l'immeuble de Dakar utilisé pour partie au service de l'émission et pour partie au logement du personnel.

(*a*) Les pièces mises par le Trésor en circulation en 1957, avant le 1er octobre 1957 date de transfert du privilège d'émission à l'Institut des monnaies métalliques, se sont élevées aux chiffres suivants :

Pièces de 25 francs : 8.200.000
— 10 — : 11.300.000
— 5 — : 12.500.000

(*b*) En 1956, les sommes versées à titre de redevance et de droit de timbre se sont élevées à 465.635.786 francs.

b). *Amortissement du matériel d'émission transféré.*

Au matériel d'émission (billets) transféré par la Banque de l'Afrique Occidentale le 1er octobre 1955, est venu s'ajouter le matériel d'émission (monnaies) transféré par le Trésor le 1er octobre 1957.

	Francs métropolitains
— Matériel d'émission cédé par la B. A. O. :	
Maquettes et billets émis au 1er octobre 1955	1.114.781.204
Papier filigrané et billets neufs en stock au 1er octobre 1955 .	1.750.218.796
— Matériel d'émission cédé par le Trésor :	
Monnaies en circulation au 1er octobre 1957.	443.707.080
Monnaies neuves en stock au 1er octobre 1957.	353.825.920
Valeur totale de rachat.	*3.662.533.000*

Les sommes affectées à l'amortissement du matériel d'émission transféré en 1956 et 1957 ont permis l'amortissement intégral des billets et monnaies en circulation.

— *Billets émis au 1er octobre 1955 :*	
Amortissement (1955-1956)	820.396.067
Amortissement 1957	294.385.137
	1.114.781.204 F.M.
— *Monnaies émises au 1er octobre 1957 :*	
Amortissement 1957	*443.707.080* F.M.

Par ailleurs, l'Institut a consacré *214.556.183 F. M.* à l'amortissement des monnaies et billets neufs mis en réserve dans les agences pour entretenir la circulation fiduciaire. Ce faisant, il s'est conformé aux règles générales suivies par les instituts d'émission. L'insuffisance de ressources n'a pas permis cependant d'amortir intégralement le matériel d'émission transféré. Aussi au 31 décembre 1957, malgré les prélèvements sur stock effectués, sa valeur s'élève-t-elle encore à *1.253.824.572 F. M.*

La nécessité où l'Institut se trouvera dès 1958 de dégager des ressources suffisantes pour financer le programme de construction d'agences entrepris ne permettra pas au cours des prochains exercices d'affecter à l'amortissement du matériel d'émission transféré des sommes aussi importantes qu'en 1956 et en 1957, soit 1.773 millions. Aussi sauf résultats d'exploitation exceptionnellement favorables le rythme d'amortissement devra-t-il être ralenti, et le poste « Matériel d'émission transféré » figurera encore aux bilans d'exercices ultérieurs.

3.35. *Les résultats de l'exercice.*

La totalité des sommes disponibles après réalisation des amortissements courants ayant été affectée à l'amortissement du matériel d'émission transféré, l'exercice 1957 se solde sans perte ni bénéfice.

Toutefois, l'Institut ayant intégralement amorti les billets et monnaies en circulation a amélioré très nettement sa propre situation. Il a par ailleurs contribué au financement des budgets de l'Afrique Occidentale Française et de la République du Togo en versant à titre de droit de timbre et de redevance près de 500 millions de francs métropolitains. Cette contribution doit être appréciée, compte tenu de la charge matérielle très importante que représente, pendant ces premières années de fonctionnement, la nécessité de créer un réseau d'agences dotées d'installations matérielles suffisantes pour faire face aux besoins de l'émission dans des territoires aussi étendus.

INSTITUT D'ÉMISSION
DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE
ET DU TOGO

Situation au 31 décembre 1957

(en francs C.F.A.)

ACTIF		PASSIF	
Disponibilités en dehors de la zone d'émission		Engagements à vue	
— Monnaies de la zone franc	72.919.967	— Billets et monnaies en circulation	46.832.797.784
— Correspondants en France	2.225.065	— Comptes courants créditeurs	736.072.115
— Trésor public, Compte d'opérations	17.512.005.770	Dotation	500.000.000
Disponibilités en A. O. F.-Togo	212.382.973	Comptes d'ordre et divers	928.209.555
Effets escomptes (1)	22.044.375.944		
Avances à court terme	116.530.000		
Créances résultant du transfert du privilège	7.641.650.048		
Titres de participation	12.000.000		
Matériel d'émission transféré	626.912.286		
Immeubles, matériel et mobilier (moins amortissements)	405.218.350		
Comptes d'ordre et divers	350.859.051		
	48.997.079.454		48.997.079.454

(1) Dont : Effets à moyen terme : 921.234.500.
Sur autorisation en cours de : 1.960.000.000.

Le Directeur Général :

R. JULIENNE.

INSTITUT D'ÉMISSION
DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE
ET DU TOGO

Situation au 31 décembre 1957

(en francs métropolitains)

ACTIF		PASSIF	
Disponibilités en dehors de la zone d'émission		Engagements à vue	
— Monnaies de la zone franc	145.839.934	— Billets et monnaies en circulation	93.665.595.568
— Correspondants en France	4.450.130	— Comptes courants créditeurs	1.472.144.230
Trésor public, Compte d'opérations	35.024.011.541	Dotation	1.000.000.000
Disponibilités en A. O. F.-Togo	424.765.946	Comptes d'ordre et divers	1.856.419.111
Effets escomptes (1)	44.088.751.888		
Avances à court terme	233.060.000		
Créances résultant du transfert du privilège	15.283.300.096		
Titres de participation	24.000.000		
Matériel d'émission transféré	1.253.824.572		
Immeubles matériel et mobilier (moins amortissements)	810.436.700		
Comptes d'ordre et divers	701.718.102		
	97.994.158.909		97.994.158.909

(1) Dont : Effets à moyen terme : 1.842.469.000.

Certifié conforme aux écritures.

Les Censeurs :
MM. ERGMANN
GAYRARD
HEBRARD
REY

Le Directeur général :
R. JULIENNE

INSTITUT D'ÉMISSION DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE ET DU TOGO - SITUATION RÉSUMÉE

PASSIF	1955	1956	1957				1957							
	31 Déc.	31 Déc.	31 Janvier	28 Février	31 Mars	30 Avril	31 Mai	30 Juin	31 Juillet	31 Août	30 Sept.	31 Oct.	30 Nov.	31 Déc.
	Millions de francs C.F.A.						Millions de francs C.F.A.							
Engagements à vue ...	*38.287*	*43.912*	*48.301*	*49.898*	*48.412*	*46.459*	*44.423*	*42.610*	*39.560*	*38.197*	*36.923*	*37.638*	*39.886*	*47.569*
— Billets en circulation.	37.733	42.912	48.121	49.590	48.206	45.956	43.558	41.803	38.745	37.549	36.526	36.622	38.556	46.039
— Monnaie métallique en circulation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	553	671	794
— Comptes courants créditeurs	554	1.000	180	308	206	503	865	807	815	648	397	463	659	736
Dotation	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500
Comptes d'ordre et divers	316	216	357	341	644	593	887	1.371	1.151	1.745	1.421	1.392	1.573	928
Total	39.103	44.628	49.158	50.739	49.556	47.552	45.810	44.481	41.211	40.442	38.844	39.530	41.959	48.997
ACTIF														
Disponibilités en dehors des territoires d'émission	*7.915*	*14.862*	*14.656*	*16.016*	*14.753*	*15.431*	*16.618*	*15.601*	*13.399*	*13.355*	*15.846*	*16.526*	*16.069*	*17.587*
— Billets de la zone franc	56	63	57	68	48	55	71	86	69	68	65	54	78	73
— Correspondants en France	44	3	3	4	2	3	5	2	4	2	3	4	2	2
— Trésor public s/compte d'opérations	4.833	14.796	14.596	15.944	14.703	15.373	16.542	15.513	13.326	13.285	15.778	16.468	15.989	17.512
— Bons du Trésor	2.982	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Disponibilités en A.O.F. Togo.....	137	69	55	85	143	149	168	106	253	241	110	194	188	212
Effets escomptés	18.034	19.030	23.956	24.053	23.816	22.085	19.363	18.874	17.317	16.550	12.678	12.673	15.583	22.044
Avances à court terme.	637	571	247	439	162	216	116	73	353	309	136	272	163	117
Créances résultant du transfert du privilège...	10.418	9.030	9.030	9.030	8.336	8.336	8.336	8.336	8.336	8.336	7.642	7.642	7.642	7.642
Matériel d'émission transféré	1.432	690	690	690	690	690	690	690	690	690	690	1.089	1.089	627
Autres immobilisations.	76	257	272	285	294	301	335	351	360	379	394	396	405	417
Comptes d'ordre et divers	454	119	252	141	1.362	344	184	450	503	582	1.348	738	820	351
Total	39.103	44.628	49.158	50.739	49.556	47.552	45.810	44.481	41.211	40.442	38.844	39.530	41.959	48.997

Tableau N° 55 : AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE : Exportations des principaux produits végétaux

PRODUITS	MOYENNES QUINQUENNALES								1955	1956	1957
	1915-1919	1920-1924	1925-1929	1930-1934	1935-1939	1940-1944	1945-1949	1950-1954			
	Tonnes										
Arachides coques	177.739	274.761	443.430	409.465	397.695	19.698	4.233	22.116	18.341	12.396	5.284
Arachides décortiquées	22.330	15.290	1.562	13.639	150.648	162.778	178.035	196.397	157.248	284.524	348.206
Arachides huile	76	79	585	1.296	3.729	19.095	41.308	75.373	87.017	98.760	99.481
Amandes de palme	50.910	55.885	68.325	70.875	77.343	48.059	54.088	78.548	84.841	86.396	78.786
Huile de palme	19.898	19.410	23.510	18.327	20.585	10.773	5.375	13.185	18.272	17.794	11.799
Amandes de karité	556	141	1.770	1.844	10.051	5.494	9.789	11.882	8.285	6.332	3.529
Beurre de karité (brut)	74	372	3.405	3.150	4.612	963	2.916	1.049	913	2.428	756
Coprah	203	89	118	157	350	567	570	699	603	512	217
Sésame	551	599	1.266	713	746	803	439	812	777	1.402	1.533
Café vert	39	61	208	1.421	11.101	22.718	47.939	68.676	95.059	131.124	111.864
Cacao en fèves	414	2.586	10.778	28.128	49.871	26.451	36.332	58.374	75.210	75.754	66.497
Bananes fraîches	52	432	3.224	17.372	52.688	8.991	30.014	84.818	124.959	115.742	107.869
Bois	19.783	61.067	101.862	51.389	56.826	10.576	51.996	114.881	169.460	214.621	263.128
Coton égrené	467	895	3.532	2.493	3.697	2.289	1.593	1.425	1.876	1.242	1.325
Sisal	60	382	606	2.317	4.127	1.274	703	199	266	25	11
Gomme arabique	3.349	3.752	5.297	4.963	5.494	4.526	6.059	4.192	4.895	5.046	5.770
Caoutchouc naturel	1.319	808	1.249	189	747	1.774	825	247	—	42	14

ANNEXE

NOTES SUR LE MARCHÉ DES PRINCIPALES PRODUCTIONS D'EXPORTATION DE L'A. O. F. ET DU TOGO

l'arachide

la banane

le cacao

le café

le coton

Tableau 56 : Sénégal - Production commercialisée d'arachides

CERCLES	1953-54	1954-55	1955-56	1956-57	1957-58
	Milliers de tonnes « arachides en coques »				
Kaolack	214	195	243	307	389
Djourbel	74	32	48	83	99
Thiès	90	36	54	103	99
Louga	59	31	57	44	68
Bas-Sénégal	6	1	4	0,8	3
Linguère	9	3	8	5	10
Bakel	—	0,2	4	3	4
Kedougou	—	3	0,2	0,1	0,2
Tambacounda	16	14	18	20	23
Délégation de Dakar	3	1	0,8	2	1
Casamance	67	67	91	97	98
Ventes des Sociétés de Prévoyance	14	7	14	12	13
Ensemble	**551**	**390**	**542**	**677**	**807,2**

Tableau N° 57 : Niger - Production commercialisée d'arachides

CERCLES	1953-54	1954-55	1955-56	1956-57	1957-58
NIGER-EST	Milliers de tonnes d'arachides décortiquées				
Cercle de Gouré (Zagarl)	1,1	1,1	2,3	2,3	2,3
Cercle de Zinder — Subd. Zinder	4,0	2,6	6,9	4,4	10,2
Cercle de Zinder — » Magaria	26,2	30,7	40,9	33,4	37,0
Cercle de Maradi — Subd. Maradi	17,0	13,5	21,9	15,8	20,7
Cercle de Maradi — » Tessaoua	8,9	7,8	13,5	10,2	15,2
Cercle de Tahoua — Subd. Madaoua	1,4	1,5	4,8	5,1	4,6
Cercle de Tahoua — » Birni-Konni	—	—	0,1	—	0,1
TOTAL	58,6	57,2	90,4	71,2	90,1
NIGER-OUEST					
Niamey-Dosso-Tillabéri	4,1	3,2	7,4	7,9	8,7
TOTAL NIGER.	62,7	60,4	97,8	79,1	98,8

a) *L'arachide.*

En changeant seulement le millésime des années, le présent rapport pourrait répéter celui de l'année précédente en constatant que « la production d'arachides a atteint, cette année, un volume sans précédent, mais que dépassera encore celui de l'année 1958 dont la commercialisation se prolonge au-delà de la période sous revue ».

Suivant de premières estimations de récolte plutôt pessimistes, ce succès, après avoir été une surprise, est devenu une des préoccupations majeures de l'économie ouest-africaine.

Au Sénégal, succédant à une campagne déjà bien supérieure à la moyenne de la décade 1945-1955 (439.000 tonnes) puisqu'elle atteignait 542.000 tonnes, *la production de l'année 1956*, commercialisée du 2 décembre 1956 au 2 mai 1957, devait atteindre 677.000 tonnes (selon le Service du Conditionnement), dépassant ainsi le record établi en 1936-1937 avec 607.000 tonnes.

Aussi, bien que les récoltes des autres territoires producteurs aient été inférieures à celles de la précédente campagne, le volume total de la production d'arachides disponible à l'exportation devait dépasser 900.000 tonnes « base coques ».

Tableau N° 58 : Production commercialisée d'arachides

Pays Producteurs	1953/54	1954/55	1955/56	1956/57	1957/58*
	Milliers de tonnes d'arachides en coques				
Sénégal	551	390	542	677	807
Soudan	55	80	86	82	90
Niger	97	93	140	113	142
Autres Territoires	17	20	34	21	26
Total A. O. F.	720	583	802	893	1.065
Togo	3	5	4	5	4
A. O. F. - Togo	723	588	806	898	1.069

* Prévisions.

La production de l'année 1957, dont la commercialisation s'achève au Sénégal et au Soudan, dépassera très vraisemblablement le million de tonnes d'arachides « base coques ».

L'accroissement de la production paraît donc ne pas résulter seulement d'une conjugaison heureuse de conditions climatiques favorables, mais d'améliorations plus durables des pratiques culturales. Le Service de l'Agriculture du Sénégal a pu estimer à 90.000 tonnes environ le surplus de production apporté en ce seul territoire par les diverses actions d'amélioration de la production : utilisation de semences sélectionnées dont les Sociétés de Prévoyance assurent la distribution en quantité plus grande à chaque campagne, emploi de fongicides assurant une meilleure conservation du pouvoir germinatif des semences, usage d'engrais dont le cultivateur a maintenant si bien compris l'intérêt que leur cession pourrait désormais se réaliser presque sans subvention, utilisation enfin plus large des semoirs (il en existe maintenant une trentaine de mille en service au Sénégal) permettant une extension des superficies cultivées.

Si l'amélioration des rendements par cultivateur et par hectare est à rechercher, l'extension des surfaces cultivées, si elle s'effectue comme il est à craindre au détriment des cultures vivrières, est extrêmement regrettable ; elle engage plus avant encore le Sénégal dans cette « économie de traite » dont il manifeste parfois le légitime souci de sortir.

L'engouement du cultivateur de la zone soudanaise pour l'arachide a été favorisé par la stabilité et le niveau des prix auxquels il a pu écouler sa récolte toutes ces dernières années.

Cette stabilité des cours, quant à leur niveau nominal tout au moins, a pu lui être conservée, en effet, durant ces trois dernières campagnes, les prix minima d'achat déterminés par les Pouvoirs publics étant demeurés les suivants :

	Arachides coques		Arachides décortiquées
	le kg en francs c.f.a.		
Dakar	22,00	Maradi	21,50
Kaolack	21,25	Magaria	21,50
Ziguinchor	20,50	Zinder	21,00

A l'ouverture de *la campagne 1956-1957*, le retard apporté à la sanction officielle de ces prix a malheureusement permis des spéculations dont le producteur a naturellement fait les frais quand, pressé par le besoin d'argent, il acceptait de céder sa récolte à des prix inférieurs.

Il y était d'autant plus incité que les acheteurs qu'il avait connus si empressés se montraient beaucoup moins soucieux de « faire du tonnage ». Ce changement d'attitude avait, partiellement au moins, une raison dont il faut se féliciter : une diminution certaine des avances sur récolte, conséquence, il faut l'espérer, de l'amélioration de la condition des cultivateurs et de l'assainissement des méthodes de commercialisation. Mais il est certain aussi que le vendeur, pressé de toucher le prix de sa récolte, trouve chez l'acheteur moins d'empressement que chez un créancier inquiet du remboursement de son avance.

De plus, l'abondance de la récolte garantissait la satisfaction des besoins au moment voulu, sans frais d'achats prématurés.

Par son volume, la production de l'Afrique Occidentale a débordé, en effet, le cadre dans lequel le décret du 13 novembre 1954 avait organisé son écoulement sur le marché métropolitain. Les garanties de débouchés à prix fixés qu'accordait ce texte se limitaient à un contingent de 225.000 tonnes d'huile d'arachide.

Or, la production que l'Afrique Occidentale Française offrait en 1956-1957 dépassait largement ce contingent et la métropole était d'autant moins apte à l'absorber qu'elle avait importé de l'étranger d'appréciables quantités d'huile et de graines (22.000 tonnes d'arachides au cours du 2e semestre 1956, 59.000 tonnes de graines et 8.800 tonnes d'huile au cours de l'année 1957).

Pour assurer une commercialisation totale de la récolte aux prix d'achat fixés, les Pouvoirs publics furent conduits à reconnaître aux exportateurs de nouvelles garanties :

a) le Gouvernement du Sénégal consentait aux exportateurs une indemnité mensuelle de stockage prolongé de 0,25 francs c.f.a. par kilo « base coques » pour les quantités en stock au 1er août 1957 et jusqu'à exportation complète ;

b) les stocks d'arachides invendus au 1er novembre 1957 étaient repris par la S. I. O. F. A. au prix de 94 fr. 60 métropolitains le kilo d'arachides décortiquées, le Gouvernement du Sénégal remboursant aux exportateurs la différence entre ce prix et celui de 95 fr. 50 ;

c) le Gouvernement du Sénégal s'engageait à rembourser les bonifications d'analyse dépassant la franchise habituelle de 2 % aux arachides exportées après le 1er novembre.

Ces garanties permirent une commercialisation convenable de l'ensemble de *la récolte 1956*.

Les engagements pris par le Gouvernement du Sénégal imposèrent au budget du Territoire une charge de quelque 140 millions de francs c.f.a., bien inférieure cependant au supplément de recettes résultant des exportations exceptionnelles réalisées.

Plus lourd fut le coût du placement à l'étranger de l'excédent de récolte que ne put absorber le marché métropolitain. Pour permettre à la S. I. O. F. A. d'y faire face, 700 millions de francs métropolitains durent être prélevés sur les ressources du Fonds de soutien et de régularisation du marché des oléagineux fluides.

Ainsi se sont trouvés soulignés, s'il en était besoin, les problèmes que posent les productions d'outre-mer lorsque, s'étant développées à l'abri du marché métropolitain, elles dépassent les capacités d'absorption de celui-ci.

Certes, les besoins de la France dépassent aujourd'hui les 225.000 tonnes d'huile admises par le décret de 1954 et le Gouvernement l'a reconnu en portant à 270.000 tonnes, à partir de *la campagne 1957-1958*, le contingent dont le placement est garanti aux prix fixés.

La répartition de ce nouveau contingent garanti entre les différents pays producteurs de la zone franc a attribué un contingent de 1.700 tonnes valeur huile (3.850 tonnes décortiquées) à la République du Togo et 259.000 tonnes valeur huile à l'A. O. F. Ce dernier correspond à environ 590.000 tonnes d'arachides décortiquées qui ont été ainsi réparties entre les différents territoires producteurs par une conférence interterritoriale tenue à Dakar en janvier 1958 :

Sénégal	422.000	tonnes	d'arachides	décortiquées
Soudan	58.000	—	—	—
Niger	94.000	—	—	—
Dahomey	11.000	—	—	—
Haute-Volta	2.200	—	—	—
Guinée	2.800	—	—	—
Total	590.000	—	—	—

Le nouveau contingent alloué à notre zone d'émission (260.700 tonnes d'huile) n'en restera pas moins inférieur à sa très forte production de la campagne 1957-1958 bien qu'il ne soit pas encore possible de préciser la quantité dont le placement à l'étranger devra être recherché.

Ce placement sera rendu plus difficile par le fait que les conditions offertes par le marché international sont encore moins bonnes que l'année précédente. L'année 1957 a été partout dans le monde une année de très forte production et les prix internationaux sont très nettement inférieurs aux prix français, de 40 % environ, et le seraient de 68 % sans les récentes mesures d'ajustement de notre monnaie.

Loin de suivre le mouvement de baisse des prix des oléagineux sur le marché mondial, les prix français de l'arachide ont été fixés, pour la campagne 1957-1958, au stade c.a.f. ports métropolitains, à un niveau légèrement supérieur à celui de l'année précédente, comme l'indique le tableau ci-après :

Prix de vente c.a.f. des arachides ouest-africaines françaises.

	1955-56	1956-57	1957-58
	francs métropolitains par kg décortiqué		
— Prix de campagne	94,5	94,5	97,0
— Prix d'intervention de la S. I. O. F. A. :			
maximum	95,5	95,5	98,5
minimum	93,0	93,0	95,0

Ces prix s'entendent pour des arachides décortiquées, en vrac, avec franchise de 2 % pour corps étrangers et avaries. Mais, à ces conditions habituelles, l'arrêté interministériel du 31 décembre 1957 en a ajouté d'autres, d'une rigueur nouvelle :

« L'acidité calculée sur graines telle qu'elle ne devra pas dépasser 4 p. 100 jusqu'au « 30 juin 1958 et 5 p. 100 au-delà du 30 juin 1958.

« Pour les graines dont l'acidité dépasse les taux ci-dessus fixés, il sera fait application « d'une diminution de 1,3 p. 100 par point d'acidité.

« Toutefois, la diminution du prix pour avaries d'origine résultant de l'application « des contrats commerciaux habituels ne se cumulera pas avec la diminution de 1,3 p. 100 « par point d'acidité ci-dessus prévue.

« La diminution applicable sera celle dont le montant est le plus élevé, et dans le « cas où cette diminution résultera du taux d'acidité contenue dans les graisses, la franchise « prévue aux contrats commerciaux actuels ne jouera que pour les impuretés et son taux « sera ramené à 1 p. 100. »

Une large part de la majoration des prix de soutien a été absorbée par un accroissement des cotisations destinées à alimenter le fonds de soutien du marché des oléagineux fluides ou les caisses de stabilisation des prix de l'arachide. Le premier reçoit, pour la campagne en cours, une contribution de 1 fr. 50 métropolitain par kilo d'arachides décortiquées et les secondes 0 fr. 50.

Les prix d'achat au producteur ayant été maintenus au même niveau, la marge de couverture des frais de transport et de commercialisation ne se trouve augmentée que d'un très faible montant (1 fr 25 par kilo d'arachides décortiquées), insuffisant au gré des intermédiaires pour couvrir les hausses enregistrées au cours de l'année 1957 sur divers postes de frais.

Pour inciter les exportateurs à ne point mesurer leurs achats aux placements assurés, mais à procéder à la commercialisation à prix convenu de la totalité de la récolte, les Gouvernements des Territoires du Sénégal et du Niger furent amenés à contracter à l'égard des exportateurs des engagements analogues à ceux souscrits par le Gouvernement du Sénégal pour la campagne 1956-1957.

L'abondance de la récolte, la lente maturation des mesures propres à en garantir l'écoulement ont eu pour conséquence que la campagne 1957-1958 s'est engagée dans l'inquiétude et l'incertitude. Le producteur n'a pas manqué d'y être sensible comme aux raisons que nous avons déjà exposées : il s'est précipité vers les bascules des acheteurs. Pour freiner cette hâte, le Gouvernement du Sénégal s'est employé à le rassurer, et a limité à trois jours par semaine les opérations de commercialisation. Mais, devant l'ampleur et la précipitation des apports, il a encouragé un organisme d'inspiration coopérative et de gestion para-administrative, « *l'Entente Coopérative* », à développer son activité, particulièrement dans les zones délaissées par les acheteurs.

Au lieu des quelque 60.000 tonnes commercialisées par elle au cours de la précédente campagne, l'ENCOOP a ainsi acheté en 1957-1958 près de 140.000 tonnes d'arachides en coques. Pour important qu'il soit, ce tonnage ne représente cependant que 17 % du tonnage global commercialisé.

Si la commercialisation totale de la production, achevée au Niger, semble désormais assurée dans les autres territoires, il n'en est point de même du placement. Pour éviter qu'il ne soit fait, au moins partiellement, à des prix inférieurs à ceux garantis par lui, le Gouvernement du Sénégal a pris la décision, en accord avec celui du Soudan, le 14 février 1958, de constituer un « *Bureau de Ventes* » des arachides, commun aux deux territoires. Ce Bureau est composé d'un représentant du Ministre de l'Economie générale du Sénégal, de deux représentants du Groupement des Exportateurs d'arachides et d'un représentant de l'Entente Coopérative.

Ce Bureau doit être saisi de toutes les propositions d'achats et propose, parmi les détenteurs de stocks désireux d'effectuer la fourniture, un vendeur auquel sera délivrée la licence d'exportation prévue par l'arrêté du Haut-Commissaire du 17 décembre 1957.

Il est encore trop tôt pour juger de l'efficacité de cette organisation qui a reçu l'accord de la plupart des exportateurs.

S'il est cependant une leçon qui puisse être déjà tirée de la campagne qui s'achève, et des mesures que les autorités locales ont été amenées à prendre, c'est que la réorganisation de la « traite des arachides » ne pourra plus être éludée longtemps encore.

Tableau N° 59 :

Exportations d'arachides et dérivés de l'A . O. F et du Togo

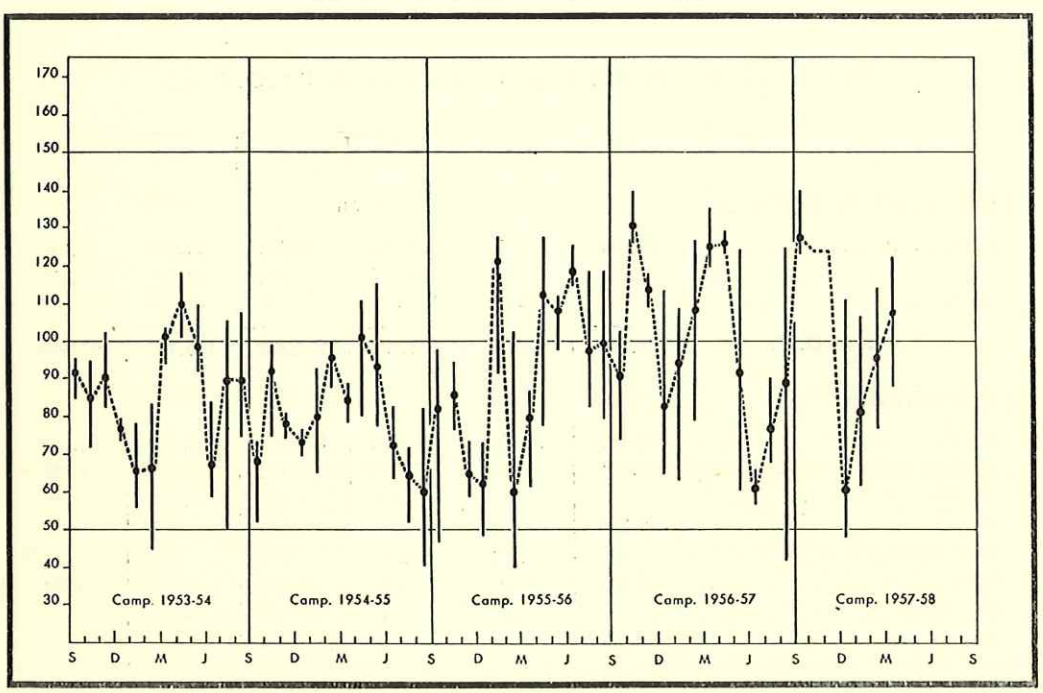
PRODUITS	1952	1953	1954	1955	1956	1957
	Tonnes					
Arachides en coques	20.908	25.837	38.093	18.341	12.396	5.284
Arachides décortiquées	184.473	200.155	238.732	160.870	287.516	349.835
Huile d'arachide brute.....	50.654	90.235	89.664	81.566	87.327	86.122
Huile d'arachide raffinée	9.044	8.529	3.844	5.451	11.433	13.359
Tourteaux d'arachides	96.192	122.901	127.547	117.617	138.679	139.464

b) *La banane.*

L'essor de la production de la banane a été incontestablement un succès de politique économique française. De 180.000 tonnes à la veille de la dernière guerre mondiale, les exportations de bananes des départements et territoires d'outre-mer ont atteint 310.000 tonnes en 1956 et 369.055 tonnes en 1957. La plus grande partie de cette production a pu être, jusqu'ici, absorbée par la consommation française qui s'est également très sensiblement développée mais les besoins du marché métropolitain sont aujourd'hui largement couverts et il devient absolument indispensable que des débouchés étrangers soient trouvés. Ils ne sauraient l'être qu'à la condition d'un sensible abaissement des prix de revient et d'une parfaite coordination des efforts. Le protectionnisme métropolitain, un particularisme local favorisé par la diversité des statuts politiques, le respect des situations acquises n'ont guère préparé la production bananière au combat hors du champ clos français. A l'intérieur même de celui-ci, elle a de plus en plus de mal à maintenir un équilibre relatif.

Les conditions du marché français lui ont été cependant favorables durant la *campagne 1956-1957* (1er septembre-31 août) et le début de la suivante. Les prix de vente en France de la banane se sont maintenus à des niveaux élevés que des interventions administratives ont même à plusieurs reprises « plafonnés » avec une particulière rigueur pour éviter que le prix de la banane ne subisse la contagion des hausses spectaculaires que le prix des autres fruits a connues fin 1957. La hausse du fret (+13,7 %) a cependant sensiblement réduit le revenu que les producteurs pouvaient espérer de cette tenue des cours.

Bananes de Guinée - Cours moyens



En francs métropolitains le kg. wagon, départ port français.

Frêt banane de Guinée en France

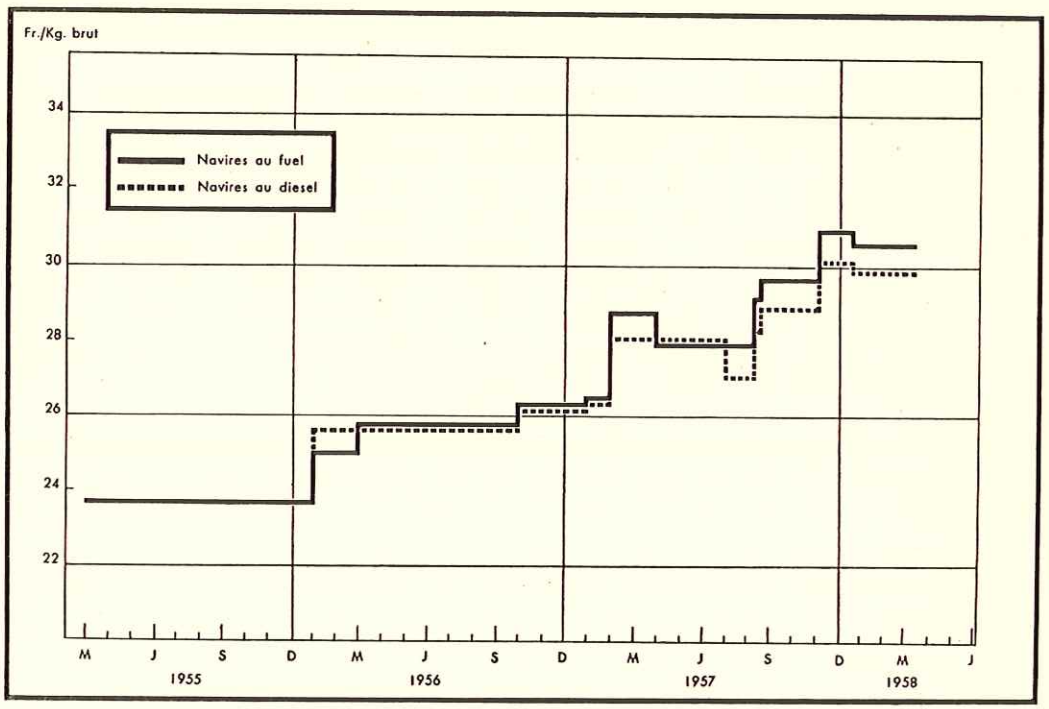


Tableau N° 60 : Exportations de bananes de l'A.O.F. (a)

PAYS	1952	1953	1954	1955	1956	1957
TERRITOIRES DE SORTIE :			Tonnes			
Guinée	61.892	71.836	83.251	98.001	91.063	73.118
Côte d'Ivoire	17.991	21.322	20.939	26.958	24.679	34.909
Autres	17	—	—	—	—	42
Total A. O. F.	**79.900**	**93.158**	**104.190**	**124.959**	**115.742**	**107.869**
DESTINATIONS :						
France	70.577	75.905	84.726	101.484	94.175	87.979
Algérie	5.384	8.404	7.344	8.182	7.894	7.848
Tunisie	—	343	1.335	2.475	1.386	—
Maroc	1.593	4.118	5.171	5.716	4.021	1.708
Allemagne occidentale	831	1.041	1.067	394	386	—
Italie	1.506	3.202	1.584	5.460	7.880	10.334
Danemark	—	145	2.957	590	—	—
Autres pays	9	—	6	(b) 658	—	—

(a) Aucune sortie du Togo. — (b) Dont Feroe : 656.

Tableau N° 61 : Bananes : Importations en France

PROVENANCES	1952	1953	1954	1955	1956	1957
	Tonnes					
Importations des P. O. M.	248.023	245.330	275.120	267.056	262.096	305.367
Importations de l'étranger	5.650	5.334	1.928	4.253	3.882	3.999
Total	253.673	250.664	277.048	271.309	265.978	309.366
dont : A. O. F.	76.075	75.339	91.552	93.025	78.774	80.358
Cameroun	37.875	47.151	50.312	53.073	51.942	66.349
Guadeloupe	74.650	68.597	77.239	68.647	59.468	66.642
Martinique.....	59.421	54.241	55.996	52.203	70.714	90.839
Iles Canaries	5.647	5.310	1.878	4.253	3.882	3.833
	Pourcentages					
Pourcentage sur total des importations :						
des P. O. M.	98	98	99	98	99	99
de l'A. O. F.	30	30	33	34	30	26

Des conditions relativement favorables du marché français, les producteurs d'outre-mer ont bénéficié diversement, et bien moins que les autres, ceux de notre zone d'émission considérée dans son ensemble. La part de l'Afrique Occidentale Française dans l'approvisionnement de la France a continué à décroître ; elle n'est plus que de 26 %, alors que les envois de la Martinique et du Cameroun ont marqué de considérables progrès. Le jugement qu'il faut porter sur l'évolution de la production exportatrice de bananes de l'Afrique Occidentale doit cependant être nuancé.

Ainsi que le montre le tableau N° 60, la réduction des exportations est essentiellement localisée en Guinée, les sorties de Côte d'Ivoire continuant leur progression. Celle-ci n'est pas encore à son terme ; tout au contraire, elle voit reculer ses limites par l'association, en cours d'études, des petits planteurs africains à la forte organisation coopérative montée ces dernières années par les plantations importantes.

La production guinéenne, en dépit des circonstances favorables, ne paraît pas avoir surmonté la crise profonde qu'elle traverse. L'année 1957 s'est cependant terminée sur une manifestation de volonté de redressement, le Conseil de Gouvernement de la Guinée ayant adopté un arrêté rendant obligatoire la lutte contre la maladie de Sigatoka (cercosporiose) qui ravage les bananeraies guinéennes. L'Assemblée territoriale a également adopté le principe de la création d'un *Fonds de la banane* destiné à venir en aide aux producteurs et à coordonner leurs activités, mais a remis à sa prochaine session budgétaire l'élaboration du statut de la nouvelle institution et la détermination de ses ressources financières.

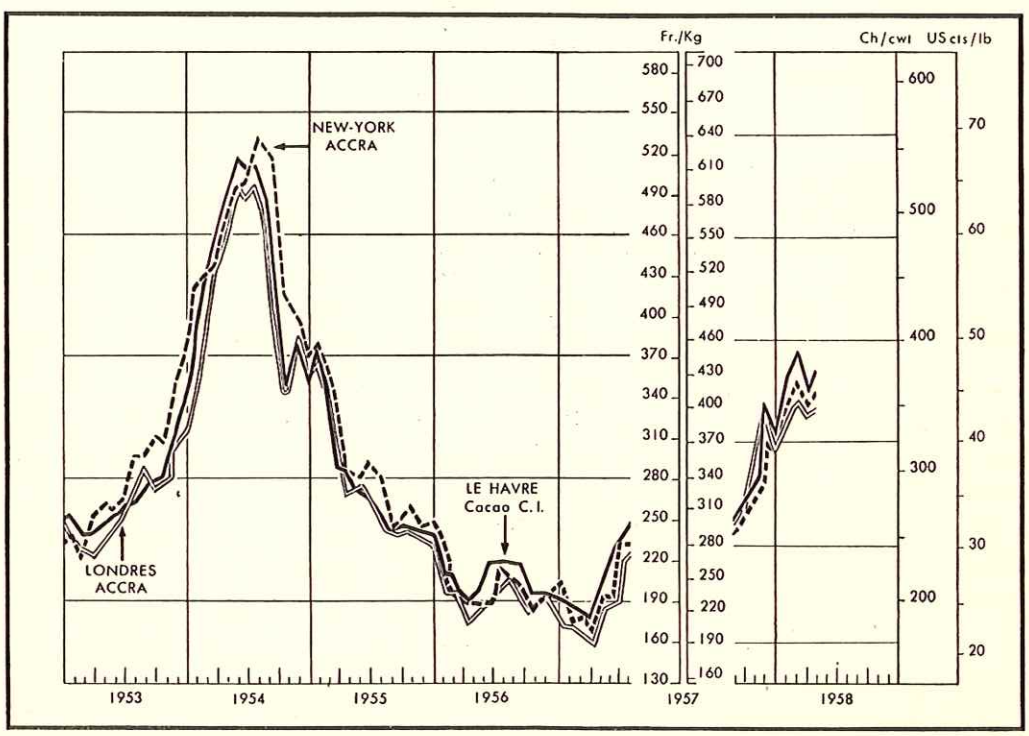
c) *Le cacao.*

Peu de denrées présentent un marché aussi sensible avec d'aussi grandes amplitudes de variation de prix que le cacao. Il est peu de produits dont la vente soit centralisée entre aussi peu de mains et la transformation entre aussi peu d'acheteurs. Les nombreuses conférences internationales tenues ces derniers mois ne laissent cependant pas espérer une régularisation prochaine des conditions du marché ; l'arbitrage des intérêts, naturellement divergents, des producteurs et des importateurs, est d'autant plus difficile que le consommateur de chocolat, auquel il revient finalement, se montre particulièrement sensible au prix qu'on lui impose pour une denrée dont il peut, après tout, se passer.

L'année 1957 aura sa place dans l'histoire des prix du cacao. Du sommet atteint durant l'été 1954 (72,9 cents la livre à New-York), le cours du cacao avait baissé d'une manière à peu près continue, très brusque jusqu'en mai 1956, plus modérée ensuite, pour atteindre 23 cents environ en janvier 1957.

Il devait poursuivre sa chute jusqu'à 20,5 cents fin février 1957, pour ne remonter que légèrement ensuite. Au mois de mai, le Gouvernement brésilien prit la décision de garantir à ses producteurs un prix minimum correspondant à 34,6 cents la livre à New-York. Les exportations brésiliennes cessèrent pratiquement ; les cours se relevèrent, d'autant plus que l'organisme des ventes des cacaos de l'ouest-africain britannique se décida, après quelque hésitation, à suivre la politique brésilienne.

Cours du cacao 1953-1958



Cependant, le succès de cette dernière n'étant pas assuré, les perspectives de récolte 1957-1958 paraissant bonnes, le Cocoa Marketing Board du Ghana maintint à 72 sh. la charge de 60 lb. le prix d'achat au producteur du cacao, prix pratiqué par lui durant la campagne intermédiaire 1956-1957, en baisse sensible sur le prix de la campagne précédente (70 sh).

Les premières estimations de récolte établies en août-septembre étaient en effet optimistes. Le 28 octobre, le département de l'Agriculture des Etats-Unis estimait encore que la récolte 1957-1958 atteindrait un chiffre voisin de celui de la précédente (925.000 tonnes) ; mais dans tout l'ouest-africain les pluies se prolongeaient et les estimations de récolte diminuaient. Dans le même temps, la demande, toujours calme en été, s'accroissait à l'approche de la fin d'année et s'emballait même avec les annonces répétées de pénurie prochaine. Le 18 novembre 1957, le cours du cacao atteignit 45 cents la livre à New-York. Il devait finir l'année un peu au-dessous de 36 cents pour reprendre sa hausse durant les premières semaines de l'année 1958.

La raison majeure de ces variations de prix est le plus ou moins grand volume de la récolte. Celle de la campagne 1956-1957 avait été la plus importante enregistrée par la statistique du cacao, ayant atteint 900.000 tonnes contre 846.000 en 1955-1956 et 770.000 en la période quinquennale 1950-1955.

Tableau N° 62 : Cours moyens mensuels du cacao

Mois	ABIDJAN (a)		LE HAVRE		LONDRES 1er terme	NEW-YORK Accra disponible
	C.A.F. France	Ecart Caisse (b)	Côte d'Ivoire	Togo		
	Fr. c.f.a./kg		Francs/kg		Sh/cwt	Cts/lb
CAMPAGNE 1956-1957						
Octobre 1956.....	94,64	— 14,11	200,00	207,00	195	26,16
Novembre —	97,97	— 10,78	198,25	205,00	205	27,35
Décembre —	96,37	— 12,38	195,00	201,00	197	26,44
Janvier 1957.....	86,24	— 22,51	181,00	186,75	178	23,82
Février —	84,61	— 24,16	175,25	181,25	175	22,72
Mars —	83,71	— 25,04	173,75	179,00	173	22,41
Avril —	94,88	— 13,87	192,60	197,20	198	25,22
Mai —	98,35	— 12,18	198,25	202,25	204	26,23
Juin —	114,76	+ 6,66	228,25	234,00	235	30,34
Juillet —	116,52	+ 8,52	243,80	249,80	240	30,13
Août —	129,30	+ 21,17	275,50	280,50	258	31,75
Septembre —	(c) 158,64	+ 50,14	325,00	329,00	280	34,78
CAMPAGNE 1957-1958						
Octobre 1957.....	(d) 161,38	+ 45,02	328,25	332,25	277	35,85
Novembre —	189,78	+ 72,81	384,00	389,00	320	41,59
Décembre —	182,88	+ 66,09	385,00	389,20	322	40,53
Janvier 1958.....	191,00	+ 73,93	397,75	400,00	323	41,60
Février —	204,67	+ 87,19	437,50	443,00	352	44,81
Mars —	185,86	+ 74,09	424,20	434,75	338	43,00

(a) Récolte principale — (b) Ecart versé par la Caisse (—) ou perçu par elle (+) — (c) Du 1er au 20 septembre. Du 20 septembre au 9 octobre inclus, ventes anticipées : cours C.A.F. métro moyen : 151,45. Ecart Caisse : +42,37 — (d) Du 10 au 30 octobre.

Tableau N° 63 : Exportations de cacao de l'A. O. F. et du Togo

Années	Quantités		Valeurs	
	A. O. F.	Togo	A. O. F.	Togo
	Tonnes		Millions Fr. c.f.a.	
1951.....	55.477	5.250	6.152	641
1952.....	50.221	4.461	6.180	528
1953.....	71.695	7.823	7.881	983
1954.....	52.704	12.633	8.832	2.330
1955.....	75.210	14.156	11.060	2.209
1956.....	75.754	4.555	8.405	484
1957.....	66.497	3.100	6.318	356

La production de notre zone d'émission concentrée dans le sud de la Côte d'Ivoire et du Togo a suivi dans l'ensemble les fluctuations quantitatives de la production mondiale, tandis que sa valeur enregistrait la baisse des cours.

Si les résultats de la campagne 1957-1958 s'annoncent meilleurs au Togo, il n'en est pas de même en Côte d'Ivoire où la récolte principale, dont la commercialisation s'achève, n'a pas dépassé 42.000 tonnes.

L'organisation de la Caisse de stabilisation des prix du cacao de la *Côte d'Ivoire* et les modalités de son intervention durant la *campagne principale 1956-1957* ont été exposées dans notre précédent rapport (pp. 46/49).

Le prix minimum d'achat au producteur, fixé à 70 francs c.f.a. nu bascule Abidjan a été, durant la première partie de l'année 1957, sensiblement supérieur à celui correspondant aux cours mondiaux ; la Caisse de soutien a, de ce fait, versé aux exportateurs des primes qui ont varié entre quelques francs et 26 francs c.f.a. le kilo, la prime moyenne pour l'ensemble de la récolte principale ayant été de 15,55 francs c.f.a. Le montant total des débours de la Caisse au titre de soutien des cours a été de 1,1 milliard de francs c.f.a. environ pour des achats déclarés de 70.059 tonnes.

La récolte intermédiaire a été commercialisée du 20 mai au 30 septembre 1957 au même prix minimum d'achat de 70 francs c.f.a. Les achats ont été de 1.848 tonnes. A partir de la fin mai, la hausse des cours sur les marchés extérieurs porta ceux-ci au-dessus de la parité du prix d'achat, procurant ainsi à la Caisse d'importants reversements de la part des exportateurs. Pour tenter de bénéficier encore davantage de cette hausse, la Caisse autorisa, à partir du 5 juin, des opérations de ventes anticipées, dont le profit pour elle fut cependant affecté par les mesures d'ajustement monétaire ; ces ventes anticipées cessèrent le 25 octobre 1957.

La progression des cours mondiaux jointe à l'incidence de la dévaluation de fait de 20 % de notre monnaie autorisa le relèvement de 70 à 75 francs c.f.a. du prix minimum d'achat nu bascule Abidjan, pour la *campagne 1957-1958*. En fait, des cours supérieurs ont été effectivement pratiqués.

Quant aux modalités d'intervention de la Caisse et aux conditions de commercialisation, elles ont fait l'objet de divers aménagements par arrêté du 5 juillet 1957, puis plus récemment par arrêté 212 AE du 7 janvier 1958.

Les modifications portent principalement sur les conditions dans lesquelles la Caisse de soutien autorise le déblocage des achats effectués et aussi, moins heureusement peut-être, sur une réduction des cautionnements demandés aux exportateurs en garantie des opérations effectuées par eux avec la Caisse.

Les cours élevés du cacao se sont traduits par des écarts substantiels au profit de la Caisse, écarts qui ont atteint parfois 85 francs c.f.a. par kilo de cacao exporté. Les ressources de la Caisse seront cependant sensiblement affectées par la réduction de 33 à 25 % de la ristourne qui lui était faite des droits à l'exportation du cacao.

L'action poursuivie pour l'amélioration de la qualité du cacao de la Côte d'Ivoire a continué à porter ses fruits. Le pourcentage de cacao classé qualité supérieure, qui était de 14,3 % sur la quantité commercialisée au 31 mars 1957, a atteint 37,9 % des tonnages classés au 31 mars 1958. Dans le même temps, le pourcentage du cacao qualité courante est passé de 85,7 à 62,1 %.

La production du cacao de la Côte d'Ivoire paraît cependant menacée par diverses maladies et il faut souhaiter que le nouvel *Institut de Recherches pour le Café et le Cacao* puisse mettre au point les actions phyto-sanitaires efficaces qu'il appartiendra à la Caisse et aux Pouvoirs publics de vulgariser.

Tableau N° 64 : Classement par qualité du cacao de Côte d'Ivoire

QUALITÉS	CAMPAGNES								
	1948 1949	1949 1950	1950 1951	1951 1952	1952 1953	1953 1954	1954 1955	1955 1956	1956 1957
	Milliers de tonnes								
Tonnage total	**63,0**	**66,3**	**50,7**	**51,5**	**77,1**	**59,0**	**74,3**	**69,4**	**71,6**
Répartition par qualité :	Pourcentages								
Supérieur	69,0	67,0	40,3	11,9	10,0	6,0	2,8	4,8	13,8
Courant	20,5	27,2	38,0	61,3	43,1	61,0	66,2	65,7	86,2
Limite.....	10,5	5,8	21,7	26,8	41,7	33,0	30,0	29,3	—
Hors norme	—	—	—	—	5,2	—	1,0	0,2	—
Total.....	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Au Togo, les quantités de cacao commercialisées dépendent toutes, autant que des plantations locales d'un potentiel voisin de 5.000 tonnes, du niveau comparé des prix pratiqués dans le pays et au Ghana. La grande perméabilité de la frontière permet, en effet, aux producteurs de vendre leur cacao là où le meilleur prix leur est offert et là où ils trouvent aussi le meilleur approvisionnement aux plus bas prix en articles manufacturés. Il arrive ainsi que les quantités de cacao commercialisées au Togo dépassent considérablement la production locale. Tel a été le

cas durant les années 1953, 1954 et 1955, au cours desquelles les exportations suivantes ont été enregistrées :

1953	7.823 tonnes
1954	12.633 —
1955	14.156 —

Au cours de l'année 1956, les exportations ont été de 4.555 tonnes seulement, pour tomber encore à 3.100 tonnes en 1957.

Cette chute des exportations a eu la plus grave conséquence pour les finances de la jeune République du Togo, les droits à l'exportation du cacao (17 francs le kilo) constituant une de leurs principales ressources.

Il semble cependant que les résultats de la campagne actuelle (1957-1958) doivent être meilleurs ; cette amélioration est due pour partie à une récolte plus abondante, et aussi à sa plus complète commercialisation sur place, grâce semble-t-il à l'action de la Caisse de stabilisation des prix du cacao du Togo.

Les modalités d'intervention de cette Caisse durant *la campagne principale 1956-1957* ont été exposées dans notre précédent rapport. La baisse des cours mondiaux et le niveau élevé du cours minimum d'achat fixé par le Gouvernement togolais (78 francs c.f.a.) se sont traduits par des versements aux exportateurs de primes variant de 8 à 23 francs c.f.a. le kilo ; la faiblesse des achats a cependant limité les débours de la Caisse à 35 millions de francs c.f.a.

La montée des cours dans le deuxième semestre de l'année lui a procuré progressivement des recettes importantes (18 millions de francs c.f.a.) en raison de l'importance relative de la campagne intermédiaire, prolongée il est vrai jusqu'à fin octobre (862 tonnes) et en dépit du relèvement du prix d'achat de 78 à 80 francs c.f.a. après l'ajustement monétaire du 10 août.

Pour la *récolte principale 1957-1958*, le prix minimum d'achat fut maintenu à 85 francs c.f.a. tandis que les conditions d'intervention de la Caisse étaient sensiblement modifiées par arrêtés du Premier Ministre du Gouvernement Togolais des 25 et 31 octobre 1957, complété par un arrêté du 26 octobre du Ministre du Commerce et de l'Industrie. Ces textes disposent que la Caisse intervient :

— quel que soit le cours mondial, par le remboursement aux exportateurs des frais de transport, de Badou à Atakpamé, du cacao acheté sur les marchés du contour du Litimé (ces frais ont été fixés forfaitairement à 2 francs au kilo) ;

— lorsque le cours F. O. B. « authentifié » par un Comité de cotation en fonction des cours c.f.a. pratiqués sur les marchés internationaux est inférieur à 115 francs c.f.a. (soit 227 fr. 5 métropolitains) par le versement de la différence à l'exportateur (*a*) ;

— lorsque le cours F. O. B. Lomé, déduit des cours C. A. F. pratiqués, est supérieur à 227 fr. 5 métropolitains, les exportateurs sont redevables à la Caisse de 80 % de la différence.

(a) Les modalités de calcul, par le Comité de cotation, du cours F.O.B. Lomé, ont été fixées par l'arrêté du 26 octobre 1957.

Dans l'esprit de la Direction de la Caisse, « cette marge de 20 % laissée aux « exportateurs n'est pas destinée à stimuler la concurrence, mais plus simplement « à amortir les répercussions qu'auraient les variations du cours local de la livre « par rapport à notre prix plancher de 85 francs ». En fait, le cours de la livre ouest-africaine, qui était sur le « marché local » voisin de 670 francs c.f.a. lors de l'ouverture de la campagne 1957-1958, s'est élevé jusqu'à 750 francs c.f.a. Cependant, les dispositions prises, jointes à la forte élévation des cours sur les marchés internationaux, semblent avoir permis la commercialisation locale de la quasi-totalité de la production. Au 13 avril 1958, les achats de la campagne principale 1957-1958 atteignaient 4.273 tonnes, la tenue des cours ayant fourni à la Caisse près de 192 millions de francs de recettes.

Tableau N° 65 : Exportations de cacao de l'A. O. F. et du Togo

PAYS	1952	1953	1954	1955	1956	1957
	Tonnes					
TERRITOIRES DE SORTIE :						
Côte d'Ivoire	50.171	71.695	52.704	75.210	75.754	66.497
Autres	50	—	—	—	—	—
Total A. O. F.	50.221	71.695	52.704	75.210	75.754	66.497
Togo	4.461	7.823	12.633	14.156	4.555	3.100
Total A. O. F.-Togo	**54.682**	**79.518**	**65.337**	**89.366**	**80.309**	**69.597**
DESTINATIONS :						
France	20.531	28.455	25.755	21.030	29.880	26.748
Afrique du Nord	233	416	320	750	1.043	680
Etats-Unis d'Amérique	5.834	7.937	12.909	23.276	19.268	20.495
Canada	441	—	—	150	100	—
Grande-Bretagne	978	2.658	1.189	651	325	625
Union Belgo-Luxembourgeoise.	375	339	933	250	585	714
Pays-Bas	13.683	24.339	12.905	24.714	15.743	10.037
Allemagne occidentale	5.510	6.814	2.979	8.447	4.830	3.817
Italie	3.096	3.734	4.993	5.226	4.887	3.434
Autres pays	4.001	4.826	3.354	4.872	3.648	3.047

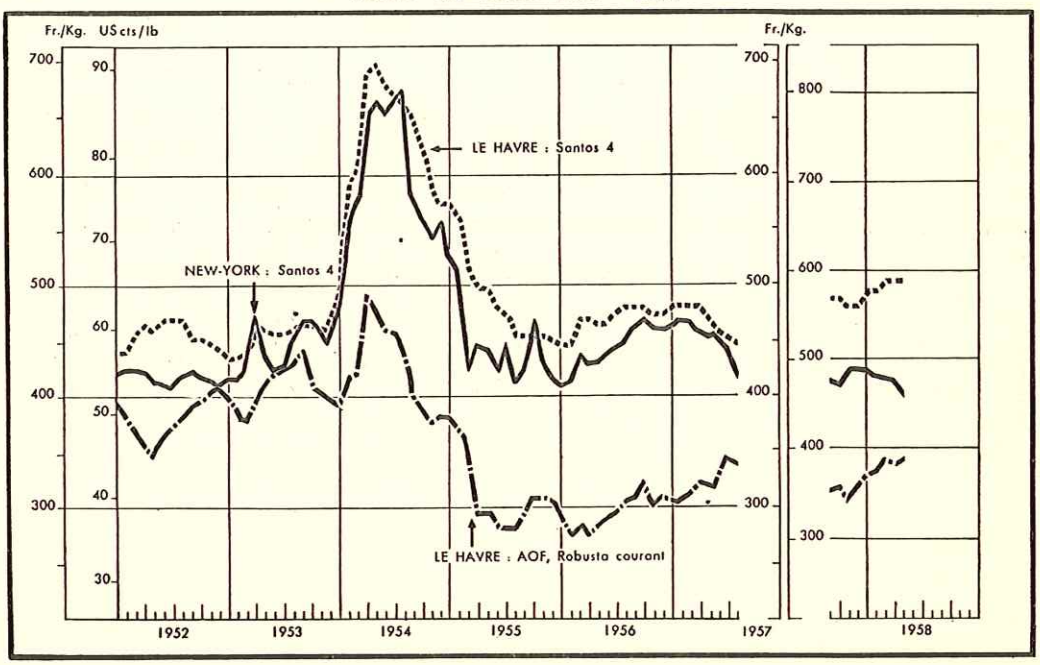
d) *Le café.*

Si la possibilité d'absorption de la production croissante de cacao est sujette à discussion, l'excès de l'offre de café sur la demande ayant capacité de payer est certaine. Les efforts se sont multipliés au cours de l'année dernière et au début de cette année pour éviter que ce déséquilibre ait une répercussion très forte sur les cours ; leur succès demeure incertain.

La précarité des réussites en la matière s'apprécie au fait qu'elles sont subordonnées pour une large part à la clémence des saisons, aux ravages qu'elles provoquent dans les récoltes. Des gelées ayant détruit une bonne partie de la récolte brésilienne, la production mondiale disponible à l'exportation durant la campagne 1956-1957 se trouva réduite à 34.600.000 sacs contre 43.700.000 lors de la précédente campagne. Les cours s'en ressentirent, le Santos (Contrat B) qui cotait à New-York 48 cents environ au début de 1956 terminait l'année aux environs de 58 cents, pour atteindre 64 cents à la mi-mai 1957. Puis les cours s'effondrèrent rapidement à l'approche de la nouvelle récolte brésilienne, bien que celle-ci n'ait pas atteint sa pleine ampleur. La dernière estimation de la production mondiale de la campagne 1957-1958 chiffrait celle-ci à 42.600.000 sacs, laissant prévoir un très important report de récolte ; les cours baissèrent rapidement pour tomber au-dessous de 49 cents à fin septembre 1957.

Pour enrayer cette baisse, les pays producteurs de l'Amérique latine, réunis à Mexico le 19 octobre, ont décidé de limiter leurs exportations, prenant en charge l'excédent de leur récolte afin de ne pas réduire le revenu de leurs producteurs. Cette action réussit à relever sensiblement les cours du café et le Santos termina l'année un peu au-dessous de 55 cents.

Cours du Café 1952 - 1958



L'espoir des pays producteurs est celui d'une augmentation de la consommation du café. Il n'est malheureusement pas certain que celle-ci puisse s'accroître au point d'absorber une production que rien ne limite, alors que l'économie mondiale entre en récession.

Dans les pays de notre zone d'émission, les exportations de l'année 1956 avaient atteint le tonnage record de 137.500 tonnes, d'une valeur cependant inférieure à celle de l'année 1954, en raison de la baisse des cours. La moindre récolte de la campagne 1956-1957 se traduit par des exportations naturellement plus faibles (118.000 tonnes) et une nouvelle baisse de leur valeur qui a été de 16,4 milliards de francs c.f.a. en 1957 contre 17,6 en 1956 et 18,5 en 1954.

Tableau N° 66 : Exportations de café vert de l'A. O. F. et du Togo

Années	Quantités		Valeurs	
	A. O. F.	Togo	A. O. F.	Togo
	Tonnes		Millions Fr. c.f.a.	
1951	62.913	3.432	9.683	555
1952	71.381	2.593	11.791	424
1953	56.440	2.843	10.014	496
1954	94.910	4.086	17.730	820
1955	95.059	3.854	13.537	544
1956	131.124	6.406	16.776	818
1957	111.864	6.100	15.529	858

Le plus important producteur de café de l'ouest-africain est la *Côte d'Ivoire.* Notre précédent rapport (p. 49/53) a exposé les mesures prises par la Caisse de soutien des prix de ce territoire pour la commercialisation de la récolte 1956-1957 sur la base d'un cours de soutien de 100 francs c.f.a. et d'un cours d'intervention de 110 francs c.f.a. pour le café Robusta courant non usiné.

Les cours effectifs, d'abord voisins du cours de soutien, s'élevèrent à 104 francs fin janvier 1957, puis progressivement à 122 francs en juin pour atteindre 132 francs en septembre après les mesures d'ajustement monétaire. Ces conditions du marché ont permis à la Caisse de n'intervenir que modérément par des opérations de stockage ne portant que sur 10.000 tonnes environ, entre décembre 1956 et février 1957 (contre 31.000 tonnes au cours de la précédente campagne).

L'action entreprise pour l'amélioration de la qualité s'est complétée de mesures édictées par un arrêté du 10 juin 1957, subordonnant les délivrances des autorisations d'exportation à la livraison à la Caisse de stabilisation d'une quantité de sous-produits proportionnelle au tonnage de café exporté ; cette proportion, fixée d'abord à 5 % du tonnage classé, a pu être ramenée à 4 % en janvier 1958.

Tableau N° 67 : Classement par qualité du café de Côte d'Ivoire

QUALITÉS	CAMPAGNES								
	1948 1949	1949 1950	1950 1951	1951 1952	1952 1953	1953 1954	1954 1955	1955 1956	1956 1957
	Milliers de tonnes								
Tonnage total	**51,6**	**54,7**	**58,8**	**53,0**	**51,7**	**93,5**	**92,8**	**113,9**	**105,3**
Répartition par qualité :	Pourcentage								
Extra-Prima, Prima, Supérieur	6,7	8,7	3,0	2,4	1,3	1,8	1,0	4,8	11,4
Courant	77,0	75,5	79,5	55,4	39,8	43,3	31,5	53,8	83,6
Limite.....	16,3	15,8	17,5	42,2	55,6	52,4	62,5	28,7	0,6
Sous-limite	—	—	—	—	—	—	2,8	3,4	—
Triages et brisures	—	—	—	—	3,3	2,5	2,2	9,3	4,4
Total.....	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Tableau N° 68 : Exportations de café de l'A O. F. et du Togo

PAYS	1952	1953	1954	1955	1956	1957
TERRITOIRES DE SORTIE	Tonnes					
Guinée	6.720	5.112	6.063	9.310	11.103	9.660
Côte d'Ivoire	64.099	50.422	88.292	84.796	118.721	101.205
Dahomey	356	756	545	933	1.291	996
Autres	206	150	10	20	9	3
Total A. O. F.	71.381	56.440	94.910	95.059	131.124	111.864
Togo	2.593	2.843	4.086	3.854	6.406	6.100
Total A. O. F.-Togo .	**73.974**	**59.283**	**98.996**	**98.913**	**137.530**	**117.964**
DESTINATIONS						
France	54.919	40.716	60.521	64.983	82.749	78.351
Algérie	14.859	16.450	18.623	18.555	23.017	18.781
Tunisie	351	50	460	575	429	437
Maroc	1.258	1.086	2.724	3.767	5.544	4.531
Autres P. O. M.	—	—	1.399	30	—	50
Pays-Bas	1.469	20	275	50	125	—
Italie	30	—	280	10	1.374	1.577
Etats-Unis d'Amérique	70	—	13.854	10.289	23.446	13.397
Autres pays	1.018	961	860	654	846	840

Les statistiques établies par le Service du conditionnement du café traduisent une amélioration continue de la qualité du produit qui s'est poursuivie durant la campagne 1957-1958 :

Classement	Campagnes		
	1955-56	1956-57	1957-58(a)
Extra Prima, Prima et Supérieur	4,8	11,4	52,3
Courant	53,8	83,6	44,7
Limite	28,7	0,6	0,3
S/L. Triages, Brisures	12,7	4,4	2,7
(a) au 31 mars.	100,0	100,0	100,0

La *campagne 1957-1958* a débuté dans l'incertitude des cours au-dessous desquels la Caisse pourrait intervenir. Ce n'est que le 17 janvier 1958 que ces cours furent déterminés : le prix d'intervention du Fonds National de Régularisation des cours des produits d'outre-mer a été fixé à 324 francs métropolitains le kilo F. O. B., port d'embarquement, pour le café Robusta type courant et le cours de soutien à partir duquel les caisses peuvent intervenir pour maintenir la rémunération du producteur a été porté à 278 francs métropolitains. En ce qui concerne le Robusta courant Côte d'Ivoire, ces cours pour la campagne 1957-1958 se comparent comme suit à ceux des précédentes campagnes :

	Nu-Bascule Abidjan	F. O. B. Abidjan	C.A.F. port métrop.
	Fr. c.f.a.	Francs Métropolitains	
Cours de soutien			
1955-1956	85	—	—
1956-1957	100	278	296
1957-1958	100	278	296
Cours d'intervention			
1955-1956	105	—	—
1956-1957	110	300	320
1957-1958	121	324	342

Les cours effectivement pratiqués furent au début de la campagne très proches du « cours d'intervention » pour se maintenir par la suite de 4 à 6 francs au-dessus.

Afin de faire bénéficier la Caisse de stabilisation de l'amélioration des cours, un arrêté du 27 septembre 1957 institua à son profit une surtaxe de taux variable lorsque les cours du café dépassent 125 francs c.f.a. le kilo au stade nu-bascule Abidjan, cette surtaxe ne frappant pas cependant les cafés « supérieurs ». Encore que les cours atteints n'aient pas entraîné son application, celle-ci a paru devoir présenter des difficultés et de nouvelles dispositions ont été édictées par un arrêté du 5 février 1958, la surtaxe ne devenant exigible que lorsque les cours du café courant atteignent 145 francs c.f.a. le kilo, mais s'appliquant alors à tous les cafés quelqu'en soit le classement.

Affectée par les conditions climatiques, la récolte 1957-1958 ne semble pas devoir dépasser 104.000 tonnes dont la commercialisation est à peu près entièrement achevée.

En Guinée, le tonnage commercialisé en 1956-1957 a été de l'ordre de 9.035 tonnes, achetées aux producteurs à un prix voisin de 95 à 120 francs en début de campagne, qui s'est abaissé en février/avril à 75 francs, pour remonter ensuite à 100 francs. La récolte 1957-1958 semble devoir être un peu supérieure en quantité (10.000 tonnes environ) que le prix d'achat au producteur ayant également été plus élevé (125 francs environ). Les conditions de commercialisation n'ont pas nécessité d'intervention de la Caisse de stabilisation des prix du café de la Guinée au cours de l'une et l'autre campagne.

Tableau N° 69 : Cours moyens mensuels du café

Mois	ABIDJAN		LE HAVRE			NEW-YORK	
	Cours marché local	Parité cours français	Côte d'Ivoire Robusta Ct		Rio type 6 de N.-Y. (a)	Côte d'Ivoire	Santos 4
			Disponible	Terme			
	Fr. c.f.a./kg		Francs/kg			Cts/lb	
CAMPAGNE 1956-57							
Octobre 1956	100,65		306,75	298,60	332,25	—	60,3
Novembre —	101,52		306,25	298,00	328,00	31,35	60,0
Décembre —	101,23		312,40	300,75	343,60	33,47	60,3
Janvier 1957	103,29		303,00	299,40	348,00	32,55	61,0
Février —	105,95		302,75	302,00	348,00	33,94	60,9
Mars —	118,00	112,31	319,00	317,25	348,75	33,66	59,9
Avril —	117,60	113,40	328,50	318,60	351,00	34,85	59,3
Mai —	115,65	112,32	324,75	317,50	351,00	34,20	59,3
Juin —	120,95	118,55	338,50	328,75	353,25	33,84	58,3
Juillet —	122,00	118,97	342,60	333,60	353,00	34,50	56,5
Août —	128,05	124,67	348,50	347,00	347,50	34,56	54,5
Septembre —	131,45	125,86	359,00	342,00	362,60	34,98	53,3
CAMPAGNE 1957-58							
Octobre 1957	123,52	120,02	348,75	335,60	358,50	34,45	54,0
Novembre —	128,95	124,58	353,25	348,50	360,00	34,29	55,3
Décembre —	134,32	125,51	367,20	353,75	366,20	34,29	55,3
Janvier 1958	135,73	123,30	371,00	358,60	371,00	34,72	55,3
Février —	146,20	139,15	388,50	375,00	373,50	37,78	54,0
Mars —	135,63	138,32	389,00	373,25	375,40	38,13	54,0

(a) Non compris le versement de 20 % institué le 10 août 1957.

e) *Le coton.*

Les modalités de commercialisation de la production de coton de l'Afrique Occidentale Française et du Togo sont demeurées celles décrites dans notre premier rapport (page 38).

Des conditions climatiques favorables ont permis aux efforts de vulgarisation, poursuivies depuis cinq ans, de donner tous leurs fruits au Togo et la production enregistrée au cours de la campagne 1956-1957 a atteint 6.115 tonnes de coton graines contre 3.411 tonnes lors de la précédente, et 5.061 tonnes en 1954-1955. La production du seul cercle d'Atakpamé a dépassé 5.000 tonnes de coton qui, achetées selon la qualité 25 ou 30 francs le kilo, ont apporté une contribution non négligeable aux revenus des paysans de cette région.

Tableau N° 70 : Cours de soutien du coton produit en A.O.F. et au Togo

VARIÉTÉ DE COTON	1955-1956	1956-1957	1957-1958 *
	en francs C.F.A. la tonne F.O.B.		
Soudan - N'Kourala	150.000	145.000	145.400
Côte d'Ivoire : Sud	129.000	125.500	128.400
— : Nord	129.000	120.300	123.000
Haute-Volta : Allen	147.000	145.000	146.900
Nord Dahomey : Allen	132.500	129.000	135.800
Moyen Dahomey	122.000	121.000	123.000
Togo	123.000	120.000	128.600

* Arrêté interministériel du 23 décembre 1957.

Compte non tenu du coton traité par l'artisanat local, la production de l'Afrique Occidentale, considérée dans son ensemble, a également marqué un sensible progrès, atteignant 12.930 tonnes de coton graines pour la campagne 1956-1957 contre 10.289 lors de la précédente saison. Cet accroissement a été le fait, non des cultures irriguées de la région de l'Office du Niger dont la production décroît depuis quatre ans, mais du développement des « cultures sèches ». Le rendement de ces cultures demeure sans doute relativement faible, mais dans des régions particulièrement pauvres qui ne peuvent trouver aucune autre production monnayable, le coton apporte un minimum de revenus. Aussi faut-il spécialement apprécier les efforts que la Compagnie Française pour le Développement des Fibres Textiles (C. F. D. T.) poursuit au Dahomey, en Haute-Volta et au Soudan et se féliciter de la voir étendre son action au Niger où des premiers résultats, dont la modicité ne doit pas décourager, viennent d'être enregistrés. Au début de cette année, la C. F. D. T. a pu inaugurer à Bobo-Dioulasso une puissante et très moderne usine d'égrenage et de délintage qui permettra un excellent traitement de la production de la Haute-Volta et du sud du Soudan et mettant le coton Allen de ces régions à égalité de valeur marchande avec le coton d'A. E. F. et du Cameroun.

Tableau N° 71 : Production de coton commercialisée en A. O. F. et au Togo

TERRITOIRES	1952-53	1953-54	1954-55	1955-56	1956-1957
	En tonnes de coton graine				
Soudan : Culture sèche ..	198	523	1.124	1.538	2.603
Office du Niger.	2.267	3.321	3.118	2.712	2.435
Haute-Volta	236	587	891	1.295	2.605
Côte d'Ivoire	2.480	2.180	4.000	3.093	2.812
Dahomey	2.368	1.870	2.294	1.651	2.361
Niger	—	—	—	—	114
Total A. O. F.	7.549	8.481	11.427	10.289	12.930
Togo	4.300	3.300	5.131	3.434	6.115
Total A. O. F.-Togo .	11.849	11.781	16.558	13.723	19.045

Aux efforts et à la réussite de la C. F. D. T. a concouru d'une manière efficace l'action de la Caisse de Stabilisation, qui a pu assurer une rémunération du producteur sans variations et satisfaisante. Les dépenses de soutien des cours consenties par cet organisme ont dépassé 150 millions pour les deux dernières campagnes et le prix payé au cultivateur a été par kilog de coton de 4 à 10 francs supérieurs à celui qu'il aurait obtenu si la commercialisation avait été assurée sur la base des cours internationaux. La campagne, actuellement en cours, et la conjoncture devraient d'ailleurs permettre à la Caisse de se constituer un Fonds de Réserve, rendant possible un concours partiel à des dépenses d'aide directe à la production.

Ces actions et celles que l'on se propose d'entreprendre en Côte d'Ivoire, au Moyen Dahomey et au Togo pour la régénération des variétés cultivées, permettent de laisser espérer un nouvel essort de la production qui porterait celle-ci à 24.000 tonnes environ pour la campagne en cours.

Tableau N° 72 : Exportations de fibres de coton et de sisal de l'A.O.F. et du Togo

PÉRIODES	TOGO	A. O. F.	
	Coton	Coton	Sisal
	Tonnes		
Moyennes annuelles :			
1925-1929	1.615	3.532	606
1930-1934	1.357	2.493	2.317
1935-1939	1.624	3.697	4.127
1940-1944	1.185	2.289	1.274
1945-1949	1.793	1.593	703
1950-1954	1.427	1.425	199
Années :			
1955	1.700	1.944	266
1956	1.195	1.242	25
1957	2.024	1.325	11

Les 12.930 tonnes de « coton en graines » commercialisées en Afrique Occidentale Française au cours de la campagne 1956-1957 ont donné 4.226 tonnes de fibres. Cette production a permis notamment d'assurer l'approvisionnement total (à 150 tonnes près) des quatre usines modernes de filatures et tissages actuellement en activité en Afrique Occidentale Française, le solde de la production ayant été exporté.

Pour appréciables que soient ces progrès, l'extrême modestie de la production cotonnière de l'A. O. F. apparaît lorsqu'on la compare aux besoins de l'industrie française. La consommation de celle-ci, au cours de l'année dernière, a atteint 80 fois la production de l'A. O. F. et la valeur des seules importations françaises de coton brut égale les 2/3 de la valeur totale des exportations de l'A. O. F. durant cette même année.

On ne peut que regretter le trop modeste niveau d'une production qui trouverait toujours son emploi dans la satisfaction de besoins locaux essentiels et pour laquelle le problème des débouchés français, voire européens, ne se poserait pas en des conditions aussi difficiles que pour d'autres productions agricoles ouest-africaines.

EDITION JEEP